N°37 MAI 2014 - REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF - 6 EUROS

P.32 LE GRAND ENTRETIEN
TOUTES LES FAMILLES ONT LES MÊMES DROITS
Par Ian Brossat

P.40 HISTOIRE
JAURÈS ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
Par Jean-Numa Ducange

P.47 STATISTIQUES
UN QUART DES SANS-DOMICILE TRAVAILLE
Par Michaël Orand

# LA REVUE DU PROJET

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

# SAVOIRS OÙ ALLER ?

Parti communiste français

*La Revue du projet* vous propose chaque mois un entretien vidéo avec un dirigeant communiste, un intellectuel progressiste ou un syndicaliste, mis en ligne sur le site ***http://projet.pcf.fr/***
L'objectif est d'approfondir un sujet tout en faisant tomber la barrière de l'écrit.
Vous pouvez déjà visionner sur les thèmes :
- « La construction européenne », avec **Anne Sabourin** et **Francis Wurtz**
- « La droitisation », avec **Vincent Tiberj**
- « Coût du capital », avec **Frédéric Boccara**
- « Dessine-moi une ville humaine », avec **Paul Chemetov**
- « Décentralisation », avec **Pierre Dharréville**

# SOMMAIRE

**3** ÉDITO
**Guillaume Roubaud-Quashie** Le Brésil et la marche de l'histoire

**4** POÉSIES
**Francis Combes** Ernesto Cardenal

**5** REGARD
**Étienne Chosson** Henri Cartier-Bresson

**6 ▸ 28** LE DOSSIER
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE. SAVOIRS, OÙ ALLER ?

Présentation : **Corinne Luxembourg**, **Jean-Noël Aqua** Le savoir pour qui et pour quoi ?

**Anne Mesliand** L'enseignement supérieur et la recherche au cœur du projet

**Christophe Charle** L'université au miroir de l'histoire

**Jean-Émile Charlier** Quel avenir se dessine pour l'enseignement supérieur européen ?

**Dina Bacalexi** Savoirs et résistances dans le berceau de la démocratie

**Gisèle Jean** Tour du monde du capitalisme de la connaissance

**Miguel Espinoza** Les tours d'ivoire dans un royaume d'ignorance

**Jean-Pierre Kahane** Diffusion et appropriation des savoirs

**Marc Neveu** et **Maxence Guesdon** Du bon usage des MOOC

**Josua Grabener** L'université au double défi de l'utilitarisme et de la réaction

**Olivier Gebuhrer** Recherche : balises pour une politique de gauche

**Gunnar Öquist** Quelles politiques pour favoriser l'émergence de grandes découvertes scientifiques ?

**Daniel Steinmetz** Sécuriser les parcours professionnels dans l'enseignement supérieur et la recherche

**Hugo Pompougnac** Favoriser l'accès au diplôme

**Hélène Gispert** Égalité femme-homme dans l'enseignement supérieur et la recherche

**Giles Laschon** L'enseignement supérieur au service de la réussite de tous

**Jean-Pierre Sceaux** Remettre les stages au service de la formation

**Pierre Crépel** La laïcité à l'université ? Le combat de la raison contre les préjugés

**Mauricette Neveu** La culture de l'évaluation

**32 ▸ 34** TRAVAIL DE SECTEURS
LE GRAND ENTRETIEN
**Ian Brossat** Toutes les familles ont les mêmes droits

BRÊVES DE SECTEUR
Génocide au Rwanda : « la décision du gouvernement est grave et regrettable »

Le pacte de responsabilité va piller la Sécurité sociale

**35** LECTRICES & LECTEURS
**Yann Le Lann** Retour sur la droitisation

**36** COMBAT D'IDÉES
**Gérard Streiff** Le roman noir de 14-18

**38** MOUVEMENT RÉEL
**Olivier Bloch** Détours matérialistes

**40** HISTOIRE
**Jean-Numa Ducange** Jaurès et la Révolution française : (re)lire *l'Histoire socialiste*

**42** PRODUCTION DE TERRITOIRES
**Galila El Kadi** Les places de la colère et du changement en Égypte. Une analyse de la géographie d'une révolution (2/2)

**44** SCIENCES
**Ernest Brasseaux** Du rôle des techniques dans l'histoire globale

**46** SONDAGES
**Gérard Streiff** Cathos = réacs ? À voir...

**48** STATISTIQUES
**Michaël Orand** Un quart des sans domicile travaille

**50** REVUE DES MÉDIA
**Anthony Maranghi** Valls : comment le bébé Tigre a dévoré ses pairs

**52** CRITIQUES
• LIRE : **Jean Quétier** Pierre Dardot et Christian Laval : le commun contre le néolibéralisme

• *Nature et politique, contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation* Fabrice Flipo

• *Comment travaille Pierre Soulages*, Roger Vailland

• *Kracauer l'exilé*, Martin Jay

• *Les grandes villes et la vie de l'esprit, suivi de Sociologie des sens*, Georg Simmel

**Réagissez aux articles, exposez votre point de vue.**
**Écrivez à** revue@pcf.fr

# Le Brésil et la marche de l'histoire

On ne parle déjà que de ça dans les autobus et les cafés, autour des tartines comme des cendriers : la Coupe du monde de football approche ! Brasilia, Salvador, Rio vont accueillir l'événement mondial. Politiquement et socialement, les commentaires n'ont pas manqué : corruption, inflation, mobilisations… Mais laissons là l'écume pour plonger, en quelques lignes, dans les mouvements profonds des eaux brésiliennes.

On ne brossera pas ici le tableau du paradis, l'immense écrivain Jorge Amado nous a appris de longue date que la lutte des classes ne s'était pas arrêtée aux frontières du Brésil. Reste une trajectoire que chacun connaît mais qu'il faut rappeler tant elle frappe – ou devrait frapper. Cette croissance que d'aucuns, ordinateurs dernier cri sous les doigts, dédaignent superbement, a métamorphosé le Brésil à grande vitesse : depuis *Tristes tropiques* de Lévi-Strauss (1955), le PIB a plus que *décuplé*, dépassant tout juste celui de la France à présent (en parité de pouvoir d'achat). Depuis les années 1970, l'espérance de vie a bondi de plus de 25 % pour approcher les 75 ans aujourd'hui. En deux décennies, le taux de mortalité infantile a été amputé des trois quarts pour tomber à 13 ‰. Les enfants sans école qui peuplaient *Bahia de tous les saints* ont presque disparu avec une alphabétisation qui passe désormais les 90 % et une population estudiantine qui effleure les 7 millions. *Last but not least*, conjurant les prédictions de malheur des malthusiens qui criaient à la bombe P (P comme population), l'affreux spectre de la famine est terrassé. Point d'empyrée tropical, répétons-le, tant les contradictions demeurent mais quelle dynamique à l'œuvre !

Mais est-il besoin d'une coupe du monde et de *La Revue du projet* pour découvrir l'eau chaude ? Oui, le Brésil est un pays qui se développe, qui va de l'avant, qui œuvre pour construire un lendemain plus beau qu'aujourd'hui. Tout le monde sait ça. Oui, mais tout cela ne jette-t-il pas une lumière presque blafarde sur notre continent, sur notre pays ? Naguère, l'expression « pays en développement » était dédaigneusement accolée aux pays dominés quand nous étions « pays industrialisés » : nous étions au-delà de ça… Qui ne voit aujourd'hui que nous sommes *en deçà*, enfermés dans un horizon de régression sociale, de recul historique et, lâchons ce juste mot, pour galvaudé qu'il soit, *civilisationnel* ! Sous nos latitudes, l'espérance de vie en bonne santé *recule* : en Allemagne même, les classes populaires ont perdu deux ans en moins d'une décennie ! Eh quoi ! Nos savoirs en expansion multiforme auraient-ils connu l'autodafé imposé par quelque obscurantisme nouveau ? Nos terres auraient-elles brûlé, incendiées par une guerre dévastatrice ? C'est tout le contraire : la puissance collective du genre humain n'a jamais été aussi immense. Mais obscurantisme il y a bien, il a pour nom : austérité. Il nous attache à un mode de production qui montre par tous côtés sa criminelle obsolescence. La guerre aussi a lieu, même si le silence la nimbe, c'est cette lutte de classes qui révèle que la bourgeoisie a décidément abandonné cette torche de l'universel qu'elle brandissait haut sur les barricades du XIXe siècle. Parasite obèse, la bourgeoisie mondiale progresse désormais seule, au détriment de toute l'humanité qu'elle exploite. Qui se soucie encore de construire le monde meilleur que nos efforts matériels et intellectuels rendent possible et que nos besoins rendent nécessaire ? Il ne reste que nous pour cette tâche historique : relever le flambeau des Lumières, sauver le progrès universel et lui frayer un chemin d'avenir. À nous donc de gravir la marche que l'histoire place devant l'humanité, sous peine de dévaler la pente… ■

**Guillaume Roubaud-Quashie,**
Rédacteur en chef

***La Revue du Projet*** - Tél. : 01 40 40 12 34 - **Directeur de publication :** Patrice Bessac
**Rédacteur en chef :** Guillaume Roubaud-Quashie • **Secrétariat de rédaction :** Noëlle Mansoux • **Comité de rédaction :** Caroline Bardot, Hélène Bidard, Davy Castel, Igor Martinache, Nicolas Dutent, Amar Bellal, Marine Roussillon, Côme Simien, Renaud Boissac, Étienne Chosson, Alain Vermeersch, Corinne Luxembourg, Léo Purguette, Michaël Orand, Pierre Crépel, Florian Gulli, Jean Quétier, Séverine Charret, Vincent Bordas, Anthony Maranghi, Franck Delorieux, Francis Combes • **Direction artistique et illustrations :** Frédo Coyère
**Mise en page :** Sébastien Thomassey • **Édité par** l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19)
**Imprimerie :** Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • **Dépôt légal :** mai 2014 - N°37.
**ISSN 2265-4585 - Numéro de commission paritaire : 1014 G 91533.**

# Ernesto Cardenal

En février, j'ai revu Ernesto Cardenal au Nicaragua lors du festival international de poésie de Granada, la ville où il a vu le jour en 1925, dans une famille aisée. Il avait comme toujours sa tunique, blanche comme sa barbe, et son inévitable béret noir. Prêtre catholique, Ernesto Cardenal a participé à la révolution sandiniste et il est l'une des figures majeures de la Théologie de la Libération. On se souvient, lors de la visite qu'avait faite Jean-Paul II au Nicaragua, que celui-ci l'avait publiquement morigéné sur la tarmac de l'aéroport. Il faut dire que ce pape n'appréciait pas beaucoup les prêtres progressistes... Pendant la dictature de Somoza, il avait fondé une communauté paysanne, sur le lac Nicaragua, à Solentinane... Après la révolution, il fut un ministre de la culture. Ces dernières années, il a manifesté ses désaccords avec l'évolution de Daniel Ortega et cela lui a valu d'autres ennuis...

Quand l'ambassadeur de France m'a conduit vers lui et m'a présenté comme un poète communiste, il lui a répondu avec un sourire : « Vous savez, moi aussi, je suis communiste... » Et le soir de la lecture finale, devant plus de 800 personnes sur la place face à la cathédrale, il a choisi de lire des épigrammes amoureuses, à la grande satisfaction du public.

En France, malgré quelques belles publications, il est encore assez mal connu. Et pourtant, on pourrait dire de lui qu'il est un peu le Neruda d'aujourd'hui. Comme lui, il est un poète de premier plan, internationalement reconnu, et comme lui, c'est un homme engagé et un poète révolutionnaire. Peut-être est-ce d'ailleurs pour cela qu'il n'est guère connu pour l'instant de ce côté-ci de l'Atlantique où les idéaux révolutionnaires ne sont pas vraiment de mode. Après une jeunesse estudiantine agitée, des voyages en Europe et l'échec de la révolution d'avril 1957 à laquelle il a pris part, il a fait sa retraite dans un couvent trappiste du Kentucky, aux États-Unis. Son écriture et son idée de la poésie sont très différentes de celles du poète chilien. À certains égards, il est plus proche de d'Allen Ginsberg que de Neruda ou de l'autre grand sud-américain, César Vallejo. Sa poésie est délibérément narrative, presque prosaïque, d'un lyrisme épique débarrassé de toute emphase. Objective et partageable. Il est d'ailleurs tenu pour l'un des principaux représentants d'un courant poétique connu en Amérique latine sous les noms de « poésie conversationnelle » ou « d'extériorisme » (par opposition à tout un courant de la poésie du siècle qu'on pourrait dire hyper-subjective).

Parmi ses poèmes les plus connus, outre les épigrammes déjà cités qui témoignent de sa familiarité avec les auteurs latins classiques, on peut citer *les Psaumes* (à la fois religieux et très familiers), *Oraison pour Marylin Monroe*, son grand livre sur les Indiens d'Amérique et sa grande épopée, *El Canto cosmico*, non encore traduite en français, qui raconte l'histoire du monde, du big bang à la révolution sandiniste. De l'attraction universelle à la révolution et à la poésie, la clef du monde, pour Cardenal a pour nom l'amour.

**Francis Combes**

## Épigramme

J'ai distribué des feuilles clandestines,
crié VIVE la LIBERTÉ ! en pleine rue,
défié les policiers armés.
J'ai pris part à la rébellion d'Avril :
mais je pâlis quand je passe devant chez toi
et ton seul regard me fait trembler.

## Au fond du monastère

Au fond du monastère et bordant le chemin,
il est un cimetière de choses hors d'usage,
le fer rouillé y gît avec des débris de vaisselle,
des tuyaux éclatés, des barbelés tordus,
des paquets vides de cigarettes, de la sciure
et du zinc, du plastique jauni, des jantes brisées,
qui, comme nous, attendent la résurrection.

*(Gethsémani, KY, 1964)*
*(traduits par Claude Couffon)*

## Épitaphe pour un atterrissage

Le gros avion vole au-dessus des nuages rosés
du petit matin
survolant l'Atlantique, puis la mer Caraïbe,
toujours en direction du soleil, et toujours
dans le petit matin,
et maintenant la terre,
les montagnes libérées du Nicaragua
les montagnes tout juste alphabétisées
et toujours les nuages rosés, toujours dans le petit matin
et ensuite la descente vers l'aéroport
et maintenant nous allons toucher terre
et en regardant de près la terre
je pense, j'ignore pourquoi, aux morts,
pas à tous, mais à eux,
nos morts,
dans les montagnes, dans les fosses communes, dans une tombe solitaire,
dans les cimetières, au bord des chemins,
près de cet aéroport, sur tout le territoire national,
sous des monuments, anonymes, sans le moindre monument,
tous transmués en cette terre, rendant plus sacrée encore cette terre,
Sandino, Carlos Fonseca, Julio Buitrago, Oscar Turcios,
Ricardo Morales, Aviles, Rugama, Eduardo Contreras,
Carlos Agüerro, Claudia Chamorro, Luisa Amanda, Espinoza,
Luis Alfonso Velazquez, José Benito Escobar, David Tejada,
Pomres, Silvio Mayorgan Rigoberto, Pablo Ubeda, Gaspar,
le « Camus Medrano », Donald et Elvis, Felipe Pena,
et tant d'autres, tant d'autres, tant d'autres :
qu'on m'enterre dans cette terre à vos côtés, mes Camarades Morts.
Les roues ne sont plus qu'à quelques mètres de la terre.
Et une voix devrait annoncer au micro : Mesdames et Messieurs,
la terre que nous allons toucher est infiniment sacrée.
... Les roues viennent juste de toucher, mesdames et messieurs les passagers,
une grande tombe de martyrs.

*(Gethsémani, KY, 1964)*
*(traduits par Claude Couffon)*

Accélérateur linéaire, Université Stanford, États-Unis, 1967 - Épreuve gélatino-argentique, tirage réalisé dans les années 1970 24,7 x 16,6 cm- Collection Fondation Henri Cartier-Bresson, Paris - © Henri Cartier Bresson/Magnum Photos, courtesy Fondation Henri Cartier-Bresson

# Henri Cartier-Bresson*

Connu pour être l'un des plus grands photographes du XX^e^ siècle, Henri Cartier-Bresson est le sujet d'une nouvelle exposition à Paris. Si on connaît son parcours chez les surréalistes et comme l'un des pères fondateurs du photo reportage, cette rétrospective remet en valeur son parcours militant notamment pendant la guerre d'Espagne. Photographe pour le mensuel communiste *Regards* avec Robert Capa, Cartier-Bresson avait suivi le mouvement ouvrier de l'entre-deux-guerres en y apportant la richesse formelle des avant-gardes.

***Centre Georges Pompidou**
**12 février 2014 - 9 juin 2014**
**ouvert tous les jours, sauf le mardi, 11 h – 21 h, nocturnes jusqu'à 23 h tous les soirs pour l'exposition Henri-Cartier Bresson**

**Étienne Chosson**

DOSSIER

L'enseignement supérieur et la recherche ne constituent pas un empire dans un empire. Les savoirs n'échappent pas à la mainmise du capitalisme et, à cet égard, les lois LRU et Fioraso ont joué un rôle moteur dans la marchandisation de l'université française. Comment lutter contre cette logique ? Quelles alternatives le projet communiste peut-il porter en la matière ?

PRÉSENTATION

# Le savoir pour qui et pour quoi ?

PAR CORINNE LUXEMBOURG ET JEAN-NOËL AQUA*

La connaissance est plus que jamais un enjeu de classe. Du développement scientifique à l'exercice de la démocratie, de la culture à la formation des travailleurs, de l'émancipation de l'individu à la production de valeur, la connaissance occupe un rôle inédit dans nos sociétés. Les libéraux de tous horizons ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Pour relancer l'économie européenne en 2000, ils voulaient construire « l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde ». La loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU), première grande loi de Nicolas Sarkozy votée en urgence en août 2007, a profondément réformé le fonctionnement des universités… Autant d'entreprises fondées sur la privatisation du savoir et son exploitation à court terme qui bouleversent progressivement notre rapport aux connaissances. Répondre à ce projet exige une analyse politique et un projet alternatif à la hauteur des enjeux.

## L'UNIVERSITÉ AU CENTRE DES RÉFORMES LIBÉRALES

Dans ce cadre, l'université occupe un rôle central, voire universel si on suit son étymologie. Creuset de la création des connaissances et carrefour de leur diffusion, l'université est au centre des réformes libérales dans tous les pays. En réaction à la massification de l'accès à l'enseignement supérieur, les libéraux tendent aujourd'hui à en restreindre l'accès ou à l'orienter en fonction de leurs besoins : par l'augmentation des frais d'inscription, par une sélection accrue, par la diminution des aides aux étudiants qui complique sérieusement leurs études… Tant pis (ou tant mieux pour certains ?) si les inégalités s'en trouvent renforcées, tous azimuts... Ce mouvement peut bien sûr s'accompagner d'une privatisation du système. Un vaste marché s'ouvre en effet aux calculs égoïstes quand le service public disparaît. Mais de façon plus profonde, les réformes dites structurelles ne visent pas forcément à la privatisation des universités. Laisser le coût des formations à la charge de la collectivité tout en les pilotant en fonction des intérêts du capital peut s'avérer plus « rentable ». D'un côté, le patronat cherche ainsi à orienter les formations supérieures, notamment via la carte régionale des formations ou des fondations et des chaires universitaires définies en fonction de ses besoins. De l'autre, l'État évalue les cursus en fonction essentiellement de leur « taux d'employabilité ». C'est-à-dire en fonction de leur adéquation au « marché » du travail à l'instant *t*, ou pour être plus précis encore, en fonction de l'appréciation par le patronat de leur « valeur ». Mais à travers les formations initiales, ce sont les types de qualification et d'emplois que l'on définit. Certains conservateurs et libéraux théorisent ainsi la nécessité de former à deux types de « *mac* » *jobs* : des étudiants avec un niveau minimal de formation destinés à occuper des fonctions peu qualifiées de type Mac Do ; les autres dopés aux connaissances pour être créatifs et occuper des fonctions intellectuelles supérieures de type salarié de Mac (Apple). Mais à travers les formations initiales, c'est aussi le type d'économie que l'on définit. Pour prendre un seul exemple, si les étudiants scientifiques sont aujourd'hui plus orientés vers des formations de « managers » que de chercheurs, c'est l'ambition industrielle qui s'en trouve affectée. Autant de choix de société lourds de conséquences pourtant rarement objets de débats politiques, du moins publics…

## LES CONNAISSANCES, UN DOUBLE ÉCUEIL POUR LE CAPITALISME

En parallèle, l'augmentation de l'accès à l'enseignement supérieur s'est accompagnée depuis 50 ans d'un véri-

table bouleversement de nos sociétés qualifié de révolution informationnelle. La production et l'échange de connaissances deviennent ainsi omniprésents dans nos vies quotidiennes et en économie, dans la valeur ajoutée. Elles posent cependant un double écueil au capitalisme. D'un côté la production de connaissances et donc *in fine* d'innovations suppose de plus en plus la coopération et le partage du savoir difficilement compatibles avec la privatisation des bénéfices. Elle suppose aussi un investissement humain et financier difficilement compatible avec la rémunération exorbitante du capital. La solution des libéraux est éculée : récupérer le bénéfice de la recherche publique et collectiviser les coûts. Les centres de recherche par exemple en pharmacie « coûteraient » trop cher ? Ils sont fermés et les études transférées au public sous forme de projets (laissant à la collectivité le soin de former les chercheurs et de les payer entre deux projets). L'État accompagne là encore le mouvement. En assurant le gros des investissements et des salaires mais en baissant les crédits de fonctionnement, il pousse les chercheurs à chercher… des financements. Quand ce n'est pas sous forme de contrats avec le privé sur les objectifs du privé, c'est via l'Agence nationale pour la recherche qui se substitue aux universités et au CNRS en finançant la recherche, mais essentiellement quand elle se fait en partenariat public-privé. Un pilotage *new look*, qui ne dit pas son nom, mais non moins redoutable pour la liberté de création. L'autre écueil posé par les connaissances au capitalisme est lui structurel. Leur partage libre habitue des générations entières à la gratuité. On peut les partager sans que personne y perde. Difficile dans ces conditions de les privatiser alors même qu'elles deviennent centrales dans la production de valeur ajoutée. Les libéraux ont, il est vrai, déjà certaines parades : propriété intellectuelle, brevetage (du vivant aux logiciels), contrôle des réseaux Internet… Mais le potentiel subversif des connaissances reste latent pour le capitalisme.

### CONSTRUIRE UN PROJET ALTERNATIF POUR L'UNIVERSITÉ ET LE PARTAGE DES CONNAISSANCES

Il est temps d'ouvrir en grand le débat sur un projet alternatif pour les connaissances comme pour l'université : un projet où la recherche procède avant tout de la perpétuelle quête de l'homme pour représenter, comprendre et façonner le monde qui l'entoure ; un projet qui conjugue émancipation de l'individu et travail ; un projet qui ne se limite pas à une vision utilitariste des connaissances en les invoquant ponctuellement pour répondre à tel ou tel défi ; un projet où l'université est un lieu garantissant la liberté de création et de diffusion de la culture, notamment scientifique (qu'une vision peu matérialiste tend souvent à négliger) ; un projet où l'université fonctionne démocratiquement ; un projet où la formation notamment à l'esprit critique met les étudiants en capacité d'autonomie et d'innovation ; un projet qui permet à tous d'apprendre tout au long de sa vie ; un projet où chacun est en capacité de comprendre les enjeux de son temps et d'exercer son pouvoir politique ; un projet où la coopération est à la fois le chemin et la visée ; un projet qui prenne appui, tout en les renouvelant, sur les expériences progressistes et sur les nouvelles potentialités de nos sociétés ; un projet partagé par la société parce qu'un projet qui la façonne tout entière ; un projet qui conjugue le partage des connaissances au même titre que celui des pouvoirs et des richesses. ■

*Corinne Luxembourg** est responsable de la rubrique Production de territoires.
**Jean-Noël Aqua** est membre du comité de la rubrique Sciences.
Ils sont les coordonnateurs de ce dossier.

# L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE AU CŒUR DU PROJET

Développement de la recherche scientifique, transmission et partage des connaissances, nouveaux pouvoirs, citoyenneté éclairée, la science au service de l'innovation et de l'emploi sont les axes du projet communiste.

ENTRETIEN AVEC **ANNE MESLIAND***

**Quels sont les trois piliers du projet communiste pour l'Enseignement supérieur et la recherche (ESR) ?**

Le mouvement des connaissances, dont l'enseignement supérieur et la recherche scientifique constituent une dimension essentielle, est fondamental pour l'humanité. Celle-ci se constitue à travers lui, en même temps qu'il permet d'inventer les réponses aux questions nouvelles auxquelles elle est sans cesse confrontée. Aujourd'hui il s'agit de relever plusieurs défis :

Celui du développement de la recherche scientifique, pour lui donner son potentiel de progrès culturel, économique et social. La recherche scientifique est de plus en plus soumise à des critères de rentabilité qui en limitent le développement et l'indépendance. La recherche fondamentale est menacée, ainsi que des pans entiers de la connaissance, notamment en sciences humaines. C'est vrai en France, mais également en Europe et dans le monde. Il faut donc soustraire la recherche à la pression des marchés et lui donner les moyens de remplir sa mission en la dotant des moyens budgétaires nécessaires et d'instances permettant la garantie de l'indépendance intellectuelle des chercheurs. Ce principe, l'indépendance intellectuelle des travailleurs scientifiques vis-à-vis de toute pression étatique, idéologique ou économique, nous voulons le constitutionnaliser. Il faut également renforcer le secteur public de recherche fondamentale, dégagé de toute obligation d'application.

Un autre défi est celui de la transmission et du partage des connaissances. Il faut donner à toute la société la capacité d'accéder aux formes les plus élaborées du savoir en mouvement. C'est ▶

nécessaire, au plan de l'émancipation et du développement des personnes, au plan de la société et de la vitalité démocratique. Cela passe d'abord par une nouvelle étape de démocratisation de l'enseignement supérieur, permettant à tout étudiant d'aller au bout de ses capacités sans limitation d'ordre financier ou social. Cela passe ensuite par le développement de la formation permanente, qui doit devenir un service public. Cela passe enfin par le partage d'une culture commune, essentielle à la construction et à l'épanouissement de chacun.

Enfin, il est nécessaire de trouver les voies et les moyens de la démocratie efficace. Les partenaires des choix d'enseignement supérieur et de recherche sont divers. Tous doivent pouvoir exprimer leur point de vue et être pris en considération. Il faut donc remplacer la logique managériale mise en œuvre aujourd'hui par la pratique et les outils de la démocratie dans la gestion des personnels, l'évaluation des équipes, la définition des thèmes de recherche, et en finir avec le contrôle bureaucratique qui entrave les capacités d'initiative.

La coopération est le maître mot de notre démarche. Il doit se substituer au dogme actuel de compétitivité et de concurrence. La coopération – qui n'exclut pas l'émulation ! – est consubstantielle à l'activité de recherche. Elle doit se décliner aussi au niveau mondial, particulièrement avec les pays de l'hémisphère Sud, ainsi que dans les relations du secteur public avec le secteur privé.

**Tu évoques la démocratie dans la définition des thèmes de recherche. Est-ce à dire que les citoyens doivent déterminer les orientations de la recherche ?**

Aujourd'hui, les citoyens ne se satisfont plus d'une démocratie qui se contente de les appeler à donner leur avis tous les cinq ans par leur bulletin de vote. L'aspiration à participer aux débats et aux décisions concerne également les choix scientifiques. C'est bien normal étant donné le rôle que joue le développement des connaissances dans les perspectives de résolution des grands problèmes qui se posent à l'humanité. Pour autant, nous ne pouvons ignorer que le rapport à la science est brouillé. Des discours nombreux mettent en cause pêle-mêle la science comme telle, le développement technologique, les scientifiques apprentis sorciers, etc. Il devient de plus en plus difficile d'échapper à une conception médiatique d'une « science spectacle ».

> « Il faut donc remplacer la logique managériale mise en œuvre aujourd'hui par la pratique et les outils de la démocratie dans la gestion des personnels, l'évaluation des équipes, la définition des thèmes de recherche, et en finir avec le contrôle bureaucratique qui entrave les capacités d'initiative. »

Nous pensons qu'il n'existe pas de domaines réservés à des prétendues élites. Nous voulons de nouveaux pouvoirs et une citoyenneté éclairée. Mais cela ne nous entraîne pas dans l'idée qu'à l'asservissement au marché devrait se substituer un asservissement à l'opinion.

La pensée scientifique a vitalement besoin d'indépendance intellectuelle. Une indépendance qui échange, qui partage, mais qui exclut tout contrôle par qui que ce soit. La science a ses procédures, ses modes de débat interne et ses instances pour décider de la politique scientifique. Les scientifiques doivent retrouver et étendre leurs pouvoirs sur les décisions qui les concernent au premier degré. Or, on voit aujourd'hui fleurir des propositions qui visent à mettre les scientifiques en permanence sur la sellette citoyenne, sommés de répondre de leurs recherches, des méthodes qu'ils emploient, des productions qu'ils publient. La citoyenneté face à la science ? Ce n'est pas notre conception : de cette opposition naissent souvent des obscurantismes et des discours ouvertement ou insidieusement antiscientifiques. C'est au capitalisme que la science fait face. Il ne faut pas se tromper d'ennemi.

Il est urgent de rendre populaires la science, ses problématiques, sa méthodologie et ses débats. L'intervention des citoyens sur les choix de stratégie scientifique et technologique doit être garantie par des instances appropriées. Elle doit être associée à l'exigence de l'information libre et pluraliste, aux antipodes de la domination des grands groupes capitalistes sur les média.

La création de forums citoyens de la science, de la technologie et de la culture pourrait permettre que s'opère la communication entre ceux qui font la science et ceux qui, tout en ne la faisant pas, ont le droit et le besoin de s'en approprier les problématiques et de participer éventuellement, à leur façon, à son développement. Ainsi, la question de l'appropriation collective des connaissances franchirait une étape nouvelle.

**Formation de citoyens et de travailleurs : est-ce compatible ? Comment y contribuer ?**

Depuis 20 ans maintenant, la démocratisation des études supérieures, en matière d'accès et de réussite, stagne. Il est donc nécessaire de la relancer dans une double perspective.

D'abord dans une visée émancipatrice, pour les citoyens, à qui il s'agit de donner les moyens intellectuels et culturels de comprendre le monde dans lequel ils vivent, d'y exister et d'y agir librement. Cette dimension individuelle et citoyenne est absolument nécessaire à l'exercice d'une véritable démocratie. Les bénéfices que l'on en obtiendrait en matière d'épanouissement personnel et collectif sont évidents. À cet égard, l'université a une mission envers toute la société, en matière de formation permanente, d'éducation populaire et de diffusion des connaissances.

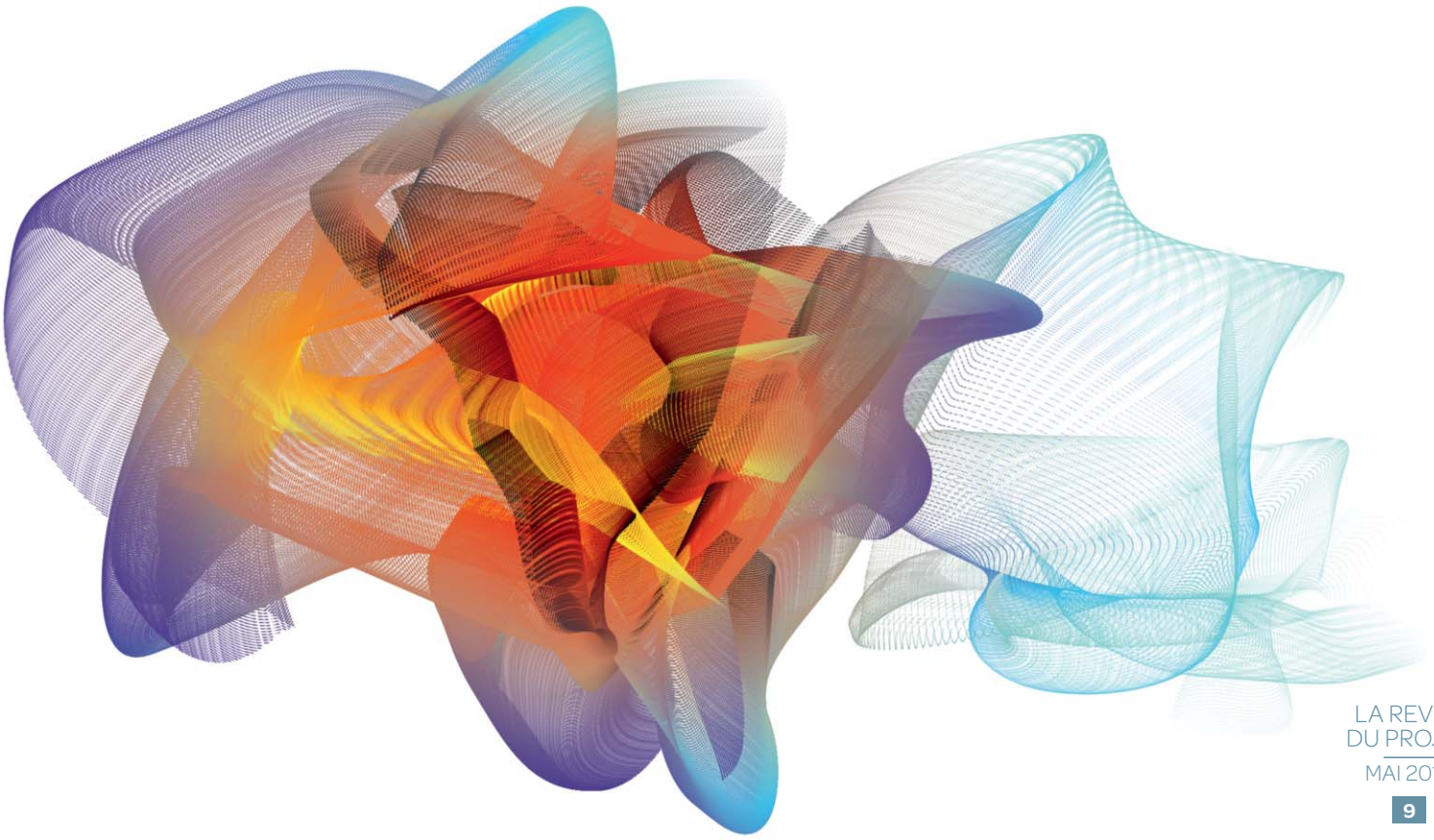
L'enseignement supérieur contribue également à la formation de futurs travailleurs. Les étudiants entreprennent des études, dans des conditions sociales souvent difficiles, en attendent qu'elles leur permettent d'accéder à un métier qui réponde à leurs aspirations. On sait par ailleurs que l'évolution de la production suppose des travailleurs de plus en plus qualifiés. Or, le chômage, la précarisation de l'emploi et sa déqualification pèsent sur les conditions d'études et de vie des étudiants, qui accusent une régression inquiétante, ainsi que sur la valeur accordée aux diplômes, que le MEDEF fait tout pour remplacer par des « certifications » sans garantie pour les salariés. Nous sommes souvent confrontés à l'idée selon laquelle poursuivre des études supérieures ne servirait à rien, sauf à retarder l'entrée dans le chômage. Pourtant le chômage des diplômés est bien plus faible que celui des non-diplômés ! Cette idée fausse contribue à tenir éloignés des études les jeunes les moins armés pour y réussir.

Relancer la démocratisation suppose de mettre à l'ordre du jour une révolution pédagogique, qui permette une interpénétration réelle de tous les domaines scientifiques sans sacrifier l'approfondissement disciplinaire et la spécialisation, et qui considère l'étudiant comme acteur de sa formation. Bien des outils, fondés sur les recherches en sciences de l'éducation et sur les apports des nouvelles technologies, peuvent y contribuer. Cesser de considérer certaines disciplines, notamment les sciences humaines et sociales et en leur sein les humanités, sous le seul prisme de l'utilitarisme, au contraire, leur donner la place essentielle qui leur revient dans une formation conçue comme globale, réévaluer les disciplines artistiques, cela aussi participerait d'une formation du XXIe siècle.
Renforcer la place de la technologie dans la formation générale, coupler tout au long des parcours formation générale et acquisition d'éléments de formation professionnelle, contribueraient à une meilleure réussite des étudiants de toutes origines scolaires. Enfin, les diplômes universitaires doivent conserver leur valeur de qualifications reconnues dans le monde du travail, par les conventions collectives notamment.
Ainsi, il ne saurait s'agir d'opposer, ou simplement de cloisonner, la formation du citoyen de celle du travailleur. L'université ne saurait organiser ses formations pour répondre aux stricts besoins du patronat en matière d'emploi. Mais elle a tout intérêt à articuler les contenus et les objectifs scientifiques, technologiques et culturels de ses formations à l'ensemble des savoirs produits par la recherche scientifique et dans les pratiques sociales et professionnelles. C'est ainsi que l'enseignement supérieur universitaire pourra délivrer une formation qui ne se limite pas à un objectif d' « insertion professionnelle » et rendant apte à être autonome, à évoluer, à se former continûment, aptitudes fondées sur une culture, des méthodes et une réflexion acquises par tous.

**Comment la science peut-elle contribuer à l'innovation et à l'emploi ?**

Donner la prééminence au développement présent et futur des populations suppose de promouvoir un nouveau système productif, apte à répondre aux défis technologiques, sociaux et environnementaux de notre époque. Un nouvel essor de l'industrie est indispensable pour ouvrir des perspectives de développement humain durable dans notre pays. On voit bien comment la désindustrialisation actuelle de pans entiers du territoire a des conséquences économiques graves. Elle accroît le chômage, condamne des savoir faire à la disparition et affaiblit la recherche liée aux activités industrielles : pas d'encouragement des formations correspondantes, ni de ressources investies dans ce domaine, ni de développement d'une culture industrielle, etc.
Il est nécessaire d'instaurer une nouvelle logique en construisant un nouveau secteur public de l'innovation avec des pôles comportant des composantes industrielles qui remplaceraient les pôles de compétitivité actuels. Complètement émancipé des dogmes capitalistes, intégrant en son sein de nombreux laboratoires de recherche et de recherche et développement (R&D), visant l'innovation – au sens propre du terme et non comme source de profit actionnarial – il constituerait le point de convergence avec la recherche menée dans les Établissements publics à caractère scientifique et technique (EPST) et les universités. Un grand établissement public de recherche technologique et industrielle, à l'instar du CNRS impulserait une politique de recherche industrielle publique et veillerait au respect du principe d'égalité dans la collaboration avec les entreprises. Doté de structures démocratiques, il serait l'organisateur et le garant d'une logique de service public, logique à laquelle les entreprises qui bénéficieraient de son expertise s'engageraient. Cela doit s'articuler à la mise en place d'un pôle financier public ambitieux pour financer durablement la relance industrielle et toutes les activités de recherche avec lesquelles elle s'entrecroise.
Ainsi pourrait-on enclencher une spirale du développement culturel, cognitif, scientifique et industriel. ■

*__Anne Mesliand__ est responsable du secteur Enseignement supérieur et Recherche du Conseil national du PCF.
Propos recueillis par Jean-Noël Aqua.



# L'UNIVERSITÉ AU MIROIR DE L'HISTOIRE

Entretien avec
**Christophe Charle***

**À propos des universités, on évoque en termes presque magiques Humboldt et le « modèle allemand ». De quoi s'agit-il ?**
Cela se réfère à la recréation d'une université de type humaniste au début du XIXe siècle à Berlin par Guillaume de Humboldt, alors ministre des cultes et de l'instruction du royaume de Prusse. Il était en liaison avec le courant néo-humaniste de l'époque qu'incarnaient non seulement son frère Alexandre, grand chercheur et géographe, mais aussi Schleiermacher et d'autres grandes figures intellectuelles allemandes. Il s'agit de proposer un enseignement ouvert à la nouveauté où le professeur n'est pas seulement un commentateur ou un reproducteur mais un chercheur et un inventeur. Et il doit éveiller chez les étudiants ces mêmes qualités. Cela implique deux libertés, la liberté d'enseigner et la liberté d'apprendre, donc une flexibilité des programmes et la circulation des étudiants entre les disciplines et les universités germaniques. C'est bien entendu largement un mythe destiné à une élite mais tous les professeurs allemands dignes de ce nom s'en réclament encore aujourd'hui, alors que l'université allemande a dû s'adapter, comme les autres, à la massification, aux contraintes de la professionnalisation et à l'utilitarisme depuis au moins la fin du XIXe siècle.

**On use souvent de façon vague de l'expression « les Anglo-Saxons » ou « système anglo-saxon ». Au regard de leur développement historique, existe-t-il une si grande homogénéité entre les universités d'Angleterre, d'Écosse et des États-Unis ?**
Non bien entendu. Non seulement les universités américaines et britanniques sont très différentes, mais à l'intérieur même de l'espace américain et de l'espace britannique les différences sont très fortes. Cela paraît commode d'avoir un « ennemi » unique ou un « modèle » unique selon les besoins de la rhétorique, mais cela ne correspond à aucune réalité. Il y a cependant bien un point commun aux deux systèmes : sur la base de financements diversifiés, ils se caractérisent par une plus large autonomie par rapport aux pouvoirs d'État qu'en France. Car l'autonomie portée chez nous par la loi LRU relève bien du mythe, la crise financière d'un gros tiers d'universités en démontre toute la fragilité.

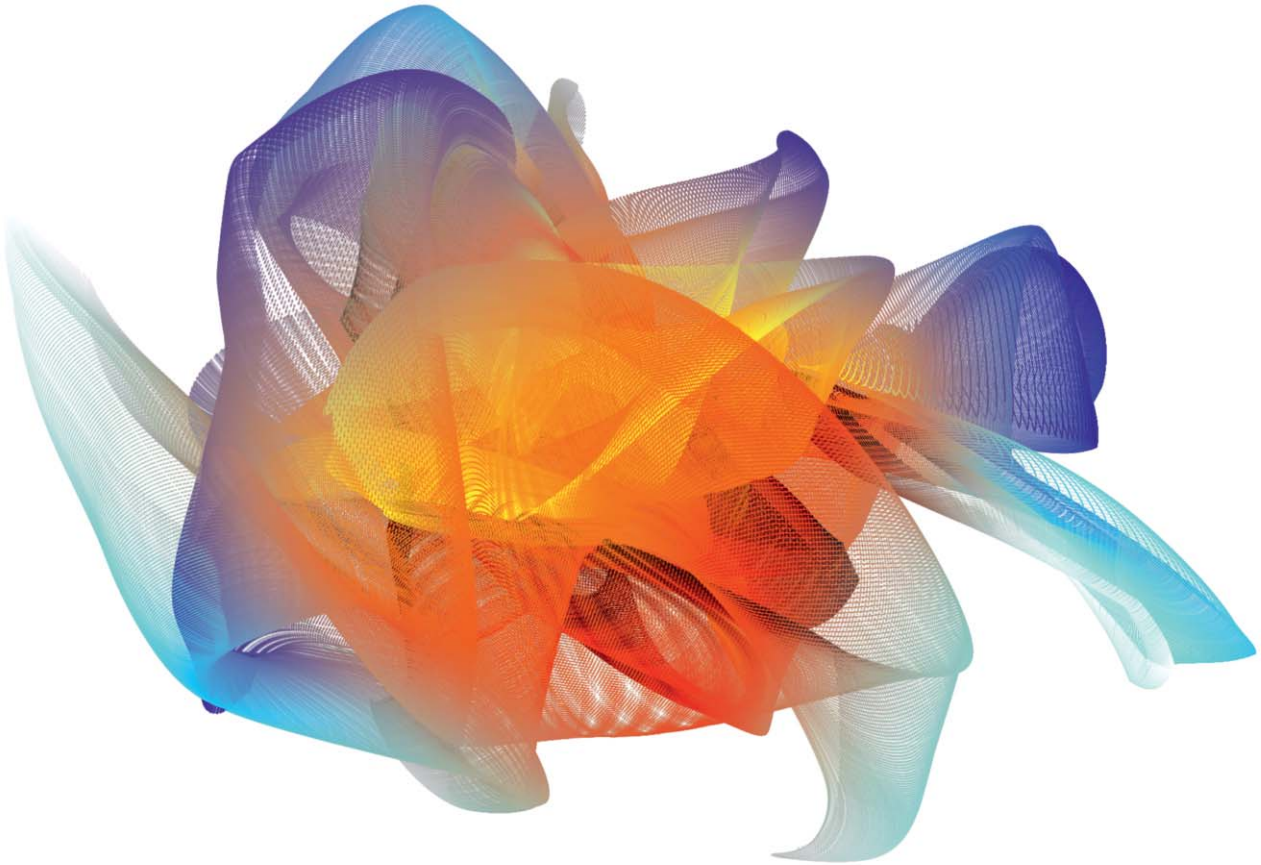
**Est-il vrai qu'avant 1950 l'université n'était la préoccupation que de quelques pays riches d'Europe et d'Amérique du Nord ?**
Non, les universités se sont développées à l'image de l'Europe dès le XIXe siècle aux États-Unis, en Amérique latine et même dans certains pays d'Asie comme l'Inde britannique, le Japon et même la Chine. Ce qui est nouveau depuis 1950, c'est la généralisation de l'université dans presque toutes les parties du monde et souvent par imitation des pays les plus avancés. La préoccupation est plus forte dans les pays les plus riches parce que la massification y a commencé plus tôt, mais le même processus est maintenant en cours dans le monde entier, ce qui pose des problèmes redoutables d'organisation et de financement et aussi un discours sur la circulation internationale des étudiants, des chercheurs et des modèles qui commence à produire des effets très importants.

> « L'autonomie portée chez nous par la loi LRU relève bien du mythe, la crise financière d'un gros tiers d'universités en démontre toute la fragilité. »

**Quelles ont été les grandes évolutions de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le plan international depuis la Seconde Guerre mondiale ? Est-il vrai qu'elles se sont faites essentiellement sous l'impulsion des États-Unis ?**
Il est très difficile de résumer en quelques lignes des questions aussi importantes. La première évolution est la massification, l'enseignement supérieur mondial commence à jouer le rôle qu'a joué le processus d'alphabétisation en Europe au XIXe siècle. C'est le signe d'entrée des sociétés dans la véritable modernité. La seconde évolution, c'est la question de l'intégration de la masse grandissante des novations et recherches qui connaissent une croissance exponentielle et que l'enseignement de masse a du mal à suivre et à transmettre. D'où souvent une séparation des fonctions dans des établissements de plus en plus distincts avec des droits d'entrée très différents (sélection sociale, scolaire ou par l'argent). La troisième évolution, c'est la construction progressive d'un espace mondial de l'enseignement supérieur, surtout dans les domaines les plus liés aux sciences, aux techniques et à l'économie et les plus directement touchés par les autres formes de mondialisation. Les États-Unis étant la puissance dominante dans ces domaines, cela leur permet de se positionner comme pôle attractif, modèle ou lieu d'innovation pour résoudre ces questions. Ils y ont été confrontés de longue date et ils tirent de l'interaction État/universités/recherche/ économie l'une des sources principales de leur surpuissance.

**L'Histoire est remplie d'exemples de restriction de liberté, de tentatives de contrôle et d'utilitarisme à l'encontre de l'université. En prenant le contre-pied, y a-t-il eu au moins une fois quelque part un grand projet émancipateur ?**
Face à ces prises de contrôle il y a aussi régulièrement des mouvements d'émancipation par exemple en Europe au cours du XIXe siècle, en Amérique latine au début du XXe siècle, aux États-Unis dans les années 1960 et un peu après en Europe. La situation actuelle est plus contrastée en raison du changement sociologique des universités. Plus ouvertes socialement, les universités ont des publics plus contraints par le souci de leur avenir professionnel à court terme. Plus spécialisés et hiérarchisés, les enseignants n'ont plus de vue d'ensemble de leur rôle. Sans imagination, les gouvernements se copient les uns les autres et courent après l'argent qui fait défaut à des États appauvris par la mondialisation financière. Cela dit, toutes les révoltes contemporaines sont animées largement par les nouvelles couches scolarisées dans l'enseignement supérieur, ce qui prouve que sa fonction d'éveilleur critique persiste. ■

***Christophe Charle** est historien.
Il est professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
Propos recueillis par Pierre Crépel.



# QUEL AVENIR SE DESSINE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EUROPÉEN ?

À l'étape actuelle, la nouvelle gestion publique, élément doctrinal central, en rendant l'étudiant « consommateur » de formation, a transformé en profondeur le rôle des universités.

PAR **JEAN-ÉMILE CHARLIER***

Au cours des trois dernières décennies du XXe siècle, les transformations imposées à l'enseignement supérieur se sont opérées à petit bruit. Après avoir été mis au centre de l'attention publique à la fin des années soixante, le monde de l'enseignement supérieur aspirait à un retour de la discrétion. Il n'est cependant pas sorti intact de cette période. En 1985 la Cour de justice a élargi la notion de formation professionnelle à tout enseignement qui prépare à une qualification pour un métier ou un emploi spécifique. Ce faisant, elle a permis à la commission européenne d'intervenir dans l'enseignement supérieur et universitaire, ce que celle-ci espérait de très longue date.

## LE PROGRAMME ERASMUS

Elle l'a fait sans attendre et de façon spectaculaire par le programme Erasmus. Ce programme est essentiellement connu pour le soutien apporté aux mobilités internationales des étudiants et du personnel universitaire. Il a aussi soutenu la mise au point d'instruments pratiques destinés à rendre les mobilités plus simples, plus fluides et plus impératives. Il a eu deux effets essentiels. Un effet concret d'abord, en démontrant que même si elles n'ont d'abord concerné qu'une très petite frange d'étudiants, des mobilités massives étaient possibles et que les résultats obtenus dans un établissement pouvaient aisément être valorisés dans un autre en appliquant simplement des textes déjà anciens du conseil de l'Europe. Un effet symbolique ensuite, qui a installé dans les consciences européennes une sorte de standard : l'excellence de la formation d'un diplômé de l'enseignement supérieur est à présent assimilée à la mobilité effectuée dans un autre pays, particulièrement si c'est dans une autre langue et dans une économie florissante. Depuis le lancement d'Erasmus, le nombre d'étudiants mobiles n'a cessé de croître, y compris vers des destinations non européennes, américaines, australiennes, asiatiques, rarement africaines et avec des financements essentiellement privés.

## LE PROCESSUS DE BOLOGNE

Le 25 mai 1998, soutenu par trois autres ministres de l'Enseignement, Claude Allègre a tenté un contre-feu pour empêcher la commission européenne d'intervenir davantage dans l'enseignement supérieur. Sa tentative a échoué et la déclaration de Bologne, qui a enclenché le processus éponyme, a été signée en 1999 parce que la commission a déployé des efforts et des moyens financiers significatifs pour qu'il en soit ainsi. Les différentes étapes du processus sont aujourd'hui bien connues. Elles ont fait l'objet d'une analyse rigoureuse et systématique de Sarah Croché en 2010 qui met en lumière tant les acteurs et leurs stratégies que les déterminants structurels qui ont ▶

guidé leurs conduites. Le processus de Bologne a très vite été annexé par la stratégie de Lisbonne de 2000, qui avait l'ambition de faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde d'ici à 2010 ». Pour arriver à cette fin, cette stratégie, magistralement étudiée par Isabelle Bruno, a pesé sur l'orientation de la recherche. Son échec a donné lieu au projet Europe 2020, qui doit conduire l'Union à devenir « une économie intelligente, durable et inclusive ».

### LA NOUVELLE GESTION PUBLIQUE

Toutes ces mesures visent à transformer en profondeur la relation entre l'université et ses usagers et la définition même de l'université. Dans les décennies 1950, 1960 et 1970, la mutation des économies a rendu impératif l'investissement public dans l'enseignement supérieur pour produire les compétences indispensables à la réussite de cette mutation. Cette mauvaise passe traversée, l'institution éducative s'est toutefois révélée trop lourde et trop critique pour répondre aux exigences des marchés de la manière dont ceux-ci le souhaitaient. Toutes les mesures récentes visent à affaiblir sa puissance institutionnelle et à la contraindre à modifier profondément sa gestion. La nouvelle gestion publique en est l'élément doctrinal central. En rendant l'étudiant « consommateur » de formation, elle a transformé en profondeur le rôle des universités. Celles-ci peuvent désormais être aisément mises en concurrence et soumises à des classements. L'autonomie leur est accordée pour mieux les contraindre à se positionner sur un marché concurrentiel et à prendre leurs ordres chez les *stakeholders*. La transformation n'en est qu'à ses débuts et va être soutenue par les dispositifs d'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur. Les agences nationales d'évaluation de la qualité, pour être reprises dans le registre EQAR (*European Quality Assurance Register*), doivent appliquer les principes contenus dans les *Standards and guidelines for quality assurance in the european higher education area*. Or ceux-ci sont une suite de commandements qui visent à transformer profondément les pratiques des universités afin de les soumettre aux marchés. ■

> « Toutes ces mesures visent à transformer en profondeur la relation entre l'université et ses usagers et la définition même de l'université. »

*Jean-Émile Charlier est sociologue. Il est professeur à l'université catholique de Louvain (Belgique).

## SAVOIRS ET RÉSISTANCES DANS LE BERCEAU DE LA DÉMOCRATIE

**Depuis l'Antiquité, l'image stéréotypée du berceau de la démocratie est indissociable de la production et de la diffusion des connaissances. Selon le baromètre européen 2013 « Sciences et technologies », 30 % des Grecs déclarent s'intéresser à la science (19 % en France). Pour 82 % d'entre eux, les individus les mieux qualifiés pour expliquer le rôle des sciences et technologies dans la société sont les scientifiques de l'université et des laboratoires publics. Pour 69 % des Grecs (59 % en France), les sciences et technologies rendent la vie plus facile et permettent de vivre en meilleure santé. L'importance accordée par les Grecs aux études et aux diplômes contraste avec le traitement cavalier de l'université et de la recherche par les gouvernements prêtant allégeance à la Troïka (FMI, BCE, Commission européenne).**

**En Grèce, s'il n'existe pas d'organisme comme le CNRS, il existe en revanche une université publique de qualité formant la jeunesse et menant la recherche avec dévouement. Les récentes luttes contre la fermeture des bibliothèques ou contre la « mise en disponibilité » des personnels administratifs et des services témoignent d'un secteur mobilisé. Il est pourtant sans cesse malmené, au mépris des principes constitutionnels : le droit de chacun à l'éducation et la gratuité dans les établissements d'État. Les *colleges* privés font miroiter des diplômes prestigieux à une jeunesse avide de connaissance et de reconnaissance. Le taux de chômage des jeunes atteint 61 %. À l'instar des années 1950-1970 (après-guerre et guerre civile, persécutions politiques), la Grèce se vide de ses forces vives. Pendant ce temps, le premier ministre, présidant l'UE depuis le 1er janvier, parle de retour des investisseurs…**

### UNE DÉCENTRALISATION CLIENTÉLISTE

**En 2013, les personnels et les étudiants se sont opposés à la loi anticonstitutionnelle et antidémocratique appliquant l'austérité aux universités, proche de la loi Fioraso en France. La social-démocratie a voulu « rationaliser » les universités, après la « décentralisation » clientéliste des années 1990-2000. Son slogan démagogique « à chaque ville son stade, à chaque département son université » satisfaisait notables et patrons. Mais qu'en est-il du développement périphérique ? des mesures sociales pour les personnels et les étudiants ? des transports dans un pays de mer et d'îles ? Autant de questions qui restent sans réponse.**

**En réponse au mouvement de contestation, le ministère a menacé de porter plainte au pénal contre le président de l'université d'Athènes qui a refusé de briser la grève toujours active et d'ouvrir l'établissement sans personnel administratif. La police a ordonné la fermeture de l'université de sciences politiques d'Athènes la veille de la commémoration, le 17 novembre, du soulèvement de l'École polytechnique contre la dictature. Trop risqué de tenir les cours et les célébrations. Et pendant ce temps, la police laisse faire les ratonnades menées par l'extrême-droite…**

**Un changement politique et le renforcement des forces anticapitalistes aux élections européennes donneraient de l'air. Mais tout ne dépend pas de beaux lendemains électoraux. Le peuple grec est un peuple résistant. Il l'a prouvé au cours de son histoire. Mais il sera plus fort s'il n'est pas seul : « peuples d'Europe, levez-vous ! ».**

PAR **DINA BACALEXI**, philologue, ingénieur de recherche CNRS.

# TOUR DU MONDE DU CAPITALISME DE LA CONNAISSANCE

Depuis le début des années 2000, la mise en place de politiques néolibérales dans les universités s'accélère à travers le monde. Dans certains pays, les universités comme lieux de production et de diffusion des connaissances sont réformées jusque dans leurs missions fondamentales par les capitalistes. Panorama mondial de différentes expériences et de quelques alternatives.

PAR **GISÈLE JEAN***

## LE CHILI : ZONE D'EXPÉRIMENTATION NÉOLIBÉRALE PAR EXCELLENCE

C'est en Amérique latine, et notamment au Chili, fer de lance de l'ultra-libéralisme, qu'ont été menées les premières expérimentations de « réforme structurelle » de l'université. À partir de 1980, sont créées des universités privées définies comme « des entités à but non lucratif », censées améliorer l'éducation au Chili (avec le soutien de politiques de droite et de gauche). Les universités publiques sont ainsi mises en concurrence pour obtenir les financements d'État. Résultat : l'université publique du Chili n'a reçu de l'État que 7 % de ses besoins en 2013, les 93 % restant étant couverts par les frais d'inscriptions. D'autres pays ont suivi, comme la Colombie, toujours selon le même modèle : développement d'un enseignement privé, désengagement de l'État, mise en concurrence des universités publiques et « autonomie » financière des universités contraintes de recourir à des opérateurs privés et d'augmenter les frais d'inscription. L'idée sous-jacente est la réduction du nombre d'étudiants et la prise en charge par les familles du coût de l'éducation, y compris dans le secteur public. Heureusement, des résistances existent. En 2011 et 2012, les étudiants chiliens mais aussi colombiens ont engagé de longues et puissantes manifestations avec le soutien des classes moyennes et de certains enseignants, contre le système en place. Au-delà, c'est la remise en cause de la Constitution issue de Pinochet que réclamaient les étudiants chiliens. Car penser le modèle d'université, sa démocratisation, ne peut s'opérer sans penser le changement social et politique dans toutes ses dimensions.

## LE MODÈLE « ANGLO-SAXON » : DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT ET FINANCEMENT INDIVIDUEL

Les pays anglo-saxons (États-Unis, Grande-Bretagne, Australie ou Nouvelle-Zélande) ont depuis longtemps des universités privées financées par des droits d'inscription élevés et une participation de grandes entreprises, de fondations ou de pays étrangers. Ce qui est nouveau au début des années 2000, c'est l'augmentation du coût global des études (et pas seulement des droits d'inscription). Entraînée en partie par la réduction drastique des aides de l'État (logements et restaurants universitaires, bourses d'études…), elle a conduit à un développement sans précédent de l'endettement étudiant (faisant d'ailleurs craindre une nouvelle bulle financière aux États-Unis). Ces emprunts fragilisent dès le début de leur vie professionnelle les étudiants, sommés d'accepter rapidement des emplois rémunérateurs. Là aussi, le modèle vise à faire porter l'essentiel du coût de la formation sur les étudiants et leurs familles. En définitive, l'accès à l'université est devenu quasiment impossible pour les classes populaires et très difficile pour les classes moyennes. La Nouvelle-Zélande a été de ce point de vue à la fois un pays expérimental et de forte résistance à ce système. Ce modèle de financement individuel s'inscrit dans une philosophie bien particulière. Dans le droit fil de la théorie du « capital humain » de Gary Becker, chaque année supplémentaire est vue comme un investissement de celui qui se forme. Il arbitre entre étude et revenus : en se privant d'un revenu immédiat et en « se payant » une année de formation, il investit sur lui-même pour un gain futur. Il ne s'agit donc pas d'un investissement de la nation pour accroître son « capital humain » et la quantité de personnes qualifiées aptes à permettre un développement économique, social et humain optimal, mais d'un investissement personnel résultant d'un choix essentiellement individuel. C'est cette conception qui guide les politiques d'éducation notamment dans le supérieur depuis les années quatre-vingt dans les pays de l'OCDE.

> « Dans une société de la connaissance démocratique, la citoyenneté ne peut se résumer à l'accès de tous aux connaissances, même si c'est essentiel. Elle implique également la participation des citoyens à la production du savoir. »

## LA REMISE EN CAUSE DES CONNAISSANCES COMME BIEN PUBLIC

Les politiques néolibérales pèsent également sur l'autre mission des universités : la production des connaissances. Le système de recherche et d'innovation connaît une crise du fait de la marchandisation de la science, de la mise en concurrence mondiale des systèmes de recherche nationaux et de l'incitation à la compétitivité des chercheurs. Ceci conduit à la fragilisation de la recherche fondamentale dans de nombreux domaines qui ne semblent pas immédiatement rentables ou qui remettent en cause le modèle de développement capitaliste et productiviste.

En poussant les chercheurs à se financer sur des crédits privés, les réformes libérales poussent à des retours sur investissements rapides, ne laissant plus à la recherche fondamentale le ▶

temps long dont elle a besoin. La recherche est ainsi devenue indissociablement associée à l'innovation économique, à la compétitivité et à la compétition. Dans ce système, seules quelques grandes recherches sont valorisées et reçoivent les fonds publics et privés. Les options non technologiques, non industrielles, peu porteuses pour le capital ou subversives sont dévalorisées. Ainsi, la stratégie dite S3 (*Smart Specialisation Strategies*) reliée au nouveau programme-cadre européen Horizon 2020 vise à une concentration des ressources sur un domaine limité à quelques secteurs scientifiques et technologiques en fonction de l'avantage compétitif que présenterait chaque région. Alertés par cette stratégie déjà à l'œuvre, les chercheurs en sciences humaines et sociales en Grande Bretagne ont poussé un cri d'alerte dans leur manifeste : « Les sciences humaines ont besoin d'un horizon plus large en 2020 ». Ils le rappellent avec insistance : sans financement adéquat et pérenne, la recherche fondamentale ne peut exister.

## PENSER AUTREMENT LE MODÈLE DE PRODUCTION ET DE DIFFUSION DES CONNAISSANCES

Face à la crise économique, sociale et environnementale, il faut repenser la place et le rôle de la production et de la diffusion des connaissances. Les problèmes auxquels il faut répondre sont nombreux : dégradation du cadre de vie, de l'environnement, problèmes de santé, de malnutrition, etc. Ces défis requièrent de manière urgente la synergie des intelligences, la coopération entre nations et laboratoires et le développement d'une éducation massive et de qualité. Il faut pour cela reconnaître que la connaissance est un bien public. Les résultats de la recherche doivent être publiés en toute liberté d'accès. Pour se développer, la recherche fondamentale doit bénéficier d'une pleine autonomie académique et la gestion démocratique du système d'ESR doit prendre appui sur la collégialité et le partage des responsabilités. La recherche doit aussi bénéficier à tous. Face à la montée des aspirations citoyennes à plus de réflexivité sur les effets des innovations, toute recherche doit intégrer une réflexion sur le principe de précaution. Il faut adopter une forme de gouvernement délibératif : le modèle de production et de diffusion des connaissances doit intégrer les citoyens. Il doit s'appuyer sur les conférences citoyennes pour pousser le débat sur les politiques de recherche en amont des choix technologiques. Le gouvernement délibératif impose de rompre avec la dictature du marché où le public est réduit à son statut de consommateur. Dans une société de la connaissance démocratique, la citoyenneté ne peut se résumer à l'accès de tous aux connaissances, même si c'est essentiel. Elle implique également la participation des citoyens à la production du savoir. ■

*Gisèle Jean est professeur de sciences économiques et sociales. Elle est membre de l'Institut de recherches de la FSU.

## LES TOURS D'IVOIRE DANS UN ROYAUME D'IGNORANCE

**Le jugement que les États-uniens, presque sans exception, portent sur leur éducation universitaire est catégorique : depuis de nombreuses décennies, elle est la meilleure du monde. Toutes les nations, pensent-ils, l'envient. Si les meilleures universités des États-Unis arrêtaient leur progrès, des pays développés comme la Chine auraient besoin d'un demi-siècle pour rattraper le retard accumulé — à condition, bien sûr, de suivre le modèle états-unien… Pour l'observateur superficiel, le classement de Shanghai leur donne raison : en 2012-2013, 17 de leurs universités sont parmi les 20 meilleures, et 53 dans le top 100 (nombre total d'universités aux États-Unis : 4 140). Ces établissements de luxe jouissent de l'environnement et des moyens les plus évolués pour actualiser les potentialités intellectuelles d'un nombre très réduit de personnes. Le coût des droits d'inscription, plus hébergement et pension, est d'environ 44 000 euros par an. Ceux qui peuvent se le payer vivent dans un campus étanche aux tracas du monde extérieur. Ceux qui sont censés être les meilleurs enseignants-chercheurs et doctorants du monde y sont achetés au prix fort. Concurrence oblige : le salaire d'un professeur est d'environ 13 000 euros par mois et l'aide aux doctorants est souvent supérieure au salaire d'un maître de conférences en France.**

**À quelques centaines de mètres de l'un de ces endroits privilégiés, une personne adulte tout à fait normale, sachant que vous venez de Paris, vous demande si Paris et la France sont la même chose et vous remercie plus encore quand vous lui apprenez que le Chili est un pays des Amériques. Ces observations personnelles n'ont rien d'exceptionnel, maintes études réalisées par les intéressés eux-mêmes font état de l'ampleur du manque de connaissances. Des statistiques montrent que les États-uniens ont moins de connaissances en histoire et en géographie universelles que les Européens. Beaucoup d'États-uniens ne savent pas que la Constitution est la loi suprême de la nation. À l'heure où leur gouvernement sonnait la charge en Afghanistan, seule une moitié d'entre eux savait ce qu'est le mouvement Taliban. Dans le pays qui forma Edwin Hubbel et qui concentre tant de connaissances en cosmologie scientifique et en biologie, presque la moitié des personnes est convaincue que les propositions de la Bible sont littéralement vraies : l'âge de la Terre ne serait donc pas d'environ 4,57 milliards d'années mais l'humanité aurait été créée par une divinité en un seul jour il y a environ 10 000 ans… Le contraste est saisissant entre ce royaume d'ignorance et ses tours d'ivoire. Il faut mesurer l'importance des universités, comme celle de toute chose, surtout par les genres et la gamme de valeurs qu'elles possèdent et qu'elles encouragent. Il y a quelques décennies, à Williams College, classé premier aux États-Unis parmi les établissements décernant une licence, il n'y avait pas d'étudiants noirs. Qu'est-ce qu'une démocratie où, tout en préservant l'excellence de quelques établissements, on ne cherche pas à améliorer la culture générale et l'éducation esthétique du peuple dans son ensemble ? Qu'est-ce qu'une civilisation où la valeur des choses et des personnes se mesure par l'argent qu'elles représentent et où l'inégalité est affichée et revendiquée ? L'ignorance est une conséquence inexorable de l'utilitarisme.**

PAR **MIGUEL ESPINOZA,**
philosophe des sciences, professeur honoraire à l'université de Strasbourg, membre du comité de la rubrique Mouvement réel de *La Revue du projet.*

# DIFFUSION ET APPROPRIATION DES SAVOIRS

PAR **JEAN-PIERRE KAHANE***

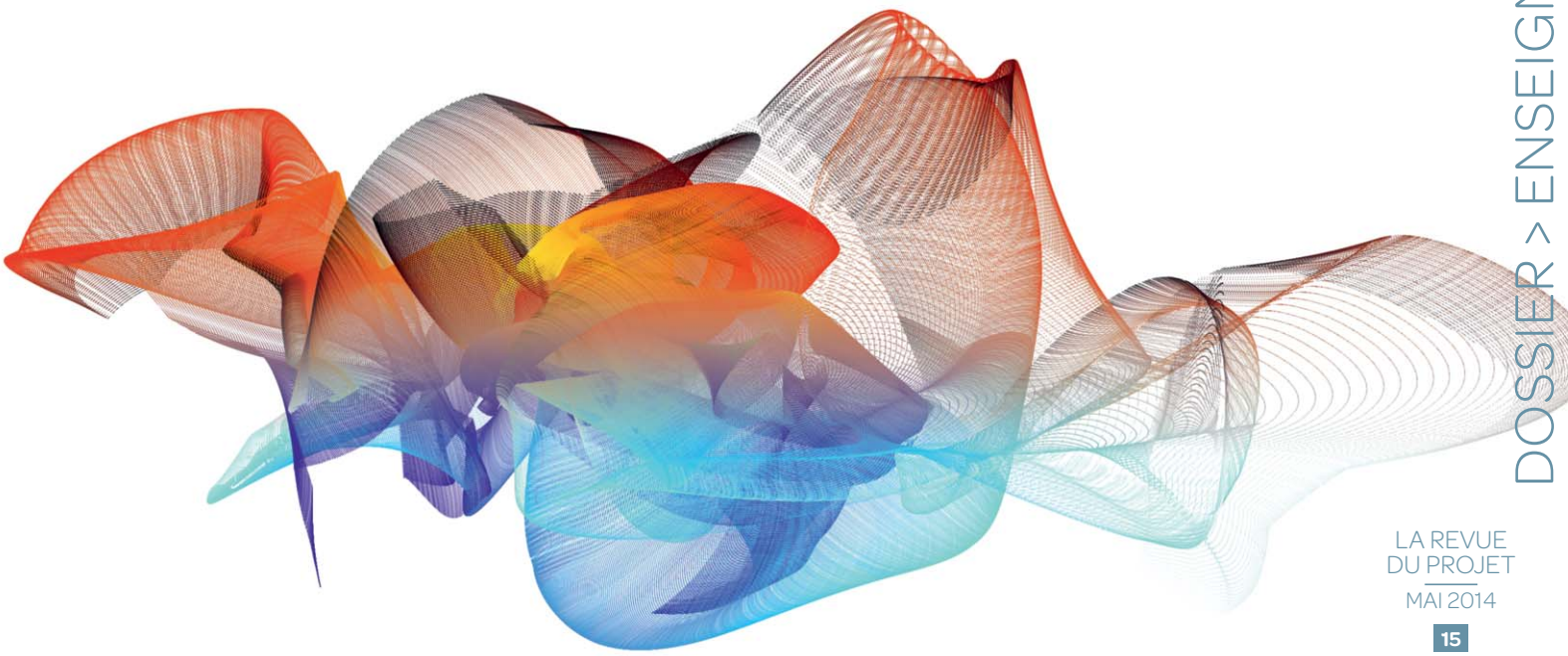
**Quel rôle doit jouer l'université dans le lien entre la production des savoirs et leur diffusion dans la société ?**
La production des savoirs déborde la production scientifique, mais je vais me limiter à la production qui s'exprime par les articles dans les revues scientifiques ou par des communications dans les colloques scientifiques. Elle est énorme. Une toute petite partie est immédiatement valorisée dans les industries et les services. Une partie encore plus petite fait l'objet d'une information dans le public. Dans l'ensemble elle reste confinée dans des cercles de spécialistes qui, dans le meilleur des cas, en tirent parti pour de nouvelles recherches. Dans le pire des cas, qui est le cas général, elles tombent dans l'oubli faute de relais rapides. Les références de la plupart des articles scientifiques (les mathématiques sont une exception) ne remontent pas au-delà de 5 ans. D'excellentes choses disparaissent faute d'être connues. La logique qui domine de plus en plus n'est pas celle du progrès des connaissances, mais celle de la rentabilité immédiate, financière en premier lieu. C'est frustrant pour les chercheurs et désastreux pour la société. Les universités sont des lieux de production des savoirs, d'enseignement et de diffusion des connaissances. S'agissant des connaissances scientifiques, elles devraient être la première étape, dans les enseignements avancés, de l'assimilation sociale de ce qui est nouveau et important dans les domaines où elles ont compétence. C'est la première justification du lien entre recherche scientifique et enseignement supérieur. Cela exigerait une augmentation considérable de ces enseignements et du nombre des étudiants avancés en sciences. Nous en sommes très loin.

**Quelle place la formation du citoyen doit-elle occuper à l'université ?**
Je ne lui vois pas une place spéciale, sous forme d'horaires réservés. Elle devrait être partout, dans les cours, les séminaires, les bibliothèques, et dans tous les aspects de la vie étudiante. La participation étudiante aux instances universitaires, si étriquée soit-elle, est une occasion d'exercer la fonction de citoyen de façon originale, à la fois proche du travail et liée à des enjeux d'avenir.

**À l'expression « démocratisation des savoirs », vous préférez « appropriation collective des savoirs ». Quels enjeux recoupent cette expression ?**
Internet et la Toile sont actuellement un moyen largement utilisé par les individus que nous sommes pour s'informer rapidement sur tout. C'est un outil merveilleux pour la démocratisation du savoir. Mais aussi, comme l'explique bien Gérald Bronner, pour une sorte de démocratisation des préjugés et des erreurs. La démocratie exige l'information mais l'information ne suffit pas ; il faut la critique, la culture, le débat. Il faut instaurer la confiance dans les sources fiables et le débat ouvert.
Il faut savoir comment et à qui faire confiance. C'est affaire d'expérience et de richesse des contacts. En cela la culture scientifique a beaucoup en commun avec la culture politique. Il ne s'agit pas pour chaque individu de tout savoir (cela a été impossible en tout temps) mais de pouvoir s'appuyer sur les autres pour se guider dans l'avalanche des savoirs. L'ambition est bien de se les approprier, comme de s'approprier les moyens de production et d'échange, les services, les pouvoirs. Il y a une lutte à mener, contre l'appropriation privée, la concurrence, la gabegie, et c'est l'appropriation collective qui en est le but et le moyen.

> « La logique qui domine de plus en plus n'est pas celle du progrès des connaissances, mais celle de la rentabilité immédiate, financière en premier lieu. »

**La massification de l'enseignement supérieur doit-elle s'adapter aux besoins des entreprises ? Comment l'université doit-elle former des futurs travailleurs ?**
La massification est un fait, dont jouent les dirigeants des entreprises. ▶



▶ Lorsqu'il y avait moins d'ingénieurs, la première année qu'ils passaient dans une grande entreprise était une année d'initiation à l'activité propre de l'entreprise. Aujourd'hui, on les engage comme produits finis. La valeur fournie par les travailleurs ne cesse d'augmenter, mais leurs salaires et leurs conditions de travail se dégradent. Un besoin social urgent est de libérer les entreprises du capitalisme. Les entreprises aujourd'hui visent le profit à court terme, et les étudiants visent naturellement l'emploi à court terme. On serait tenté de dire : l'horizon de l'enseignement doit être le court terme. Et bien sûr c'est une erreur : les étudiants ont toute une vie devant eux, les besoins des entreprises vont changer. Les uns et les autres doivent pouvoir évoluer dans un monde en plein mouvement, où que ce mouvement aille. Il faut dire plus : des étudiants bien formés, et cela n'exclut nullement la prise sur la réalité actuelle par les connaissances et les stages, seront des facteurs d'évolution des entreprises, d'une évolution démocratique si leur vie d'étudiants les y a bien préparés.

> « La démocratie exige l'information mais l'information ne suffit pas ; il faut la critique, la culture, le débat. »

**Quels liens peut-on faire entre les ambitions industrielles et celles concernant l'enseignement supérieur en particulier scientifique ?**
Un mot : l'appropriation collective. Un autre : la vision d'avenir. Un dernier : l'imagination.

**Pouvez-vous en dire plus ?**
Oui. Je vais me référer à un bon rapport de l'Académie des sciences sur la métallurgie. Scientifiquement, c'est un domaine en progrès rapide. Socialement, cela conditionne beaucoup d'industries. Industriellement, c'est encore important en France. Mais les profits y sont moins mirobolants que dans les entreprises supposées innovantes ou dans les combinaisons financières. L'enseignement de la métallurgie n'attire plus les étudiants. Dans une vraie politique de redressement productif, la métallurgie serait réanimée, et du coup son enseignement le serait aussi. Ce n'est qu'un exemple, mais justement, il pourrait avoir valeur d'exemple si l'on avait à cœur les ambitions industrielles et les ambitions universitaires : les deux sont liées. ■

*Jean-Pierre Kahane est mathématicien. Il est professeur émérite à l'université Paris-Sud Orsay. Il est directeur de la revue *Progressistes*.

Propos recueillis par Jean-Noël Aqua.

## DU BON USAGE DES MOOC

### (Massive Open Online Courses – Cours en ligne ouverts et massifs)

**Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche a été récemment pris de frénésie pour la mise en place urgente de «MOOC», cours en ligne ouverts et massifs. Après l'enseignement à distance et les premières tentatives en 2000 de partage par Internet de ressources de cours, les MOOC sont aujourd'hui massivement développés dans les universités américaines et arrivent en France. Vantés pour la démocratisation du savoir qu'ils permettraient (d'où la notion de cours ouvert), ils ne sont pourtant pas à l'abri de révéler une incompréhension profonde des enjeux liés au numérique.**

**Pour les tenants de l'austérité budgétaire, l'outil numérique semble doté de pouvoirs magiques. Il permettrait de réaliser des économies d'échelle en plaçant les étudiants, renommés « apprenants », devant leurs écrans pour suivre des cours sous forme de vidéos, forums de discussions et formulaires de correction. Cette vision est souvent accompagnée d'une volonté de former les futurs travailleurs à des compétences prédéfinies et spécifiques, au service des employeurs. Cette perspective est en rupture totale avec le rôle de l'université, qui est d'élaborer et transmettre des savoirs vivants via la recherche et de former des citoyens capables de critique, deux aspects d'ailleurs indissociables.**

**En confiant à des acteurs privés les dispositifs de support de la recherche et de l'enseignement (la publication scientifique, maintenant les cours), les politiques de ces dernières années ont encouragé la marchandisation du savoir. Elles permettent souvent la transposition de dispositifs existant avant le numérique en sources nouvelles de profits privés. Elles présentent en plus le danger d'une colonisation culturelle des pays moins développés numériquement, comme a pu l'être l'introduction du régime Licence-Master-Doctorat (LMD) dans les universités de l'Afrique francophone subsaharienne, ou encore la « mondialisation de l'excellence » qui a restreint les politiques de recherche aux thèmes économiquement porteurs.**

**Mais l'outil numérique, et les MOOC en particulier, pourraient être des outils au service du partage des connaissances. Cela requiert la mise en place aux plans national et international d'une véritable politique du numérique au service de la science en tant que bien commun. Le numérique est une nouvelle forme d'écriture qui bouscule toutes les disciplines. Il appelle de nouveaux dispositifs contributifs et collaboratifs dans lesquels la « grande discussion scientifique » pourrait avoir lieu. Ces nouveaux outils doivent être au service des enseignants, des chercheurs et des étudiants, et non le contraire. Le numérique, avec des outils pensés dans cette optique, est une formidable occasion de co-développement avec les pays émergents et encore défavorisés suite aux colonisations passées.**

**Cette réappropriation passe par une politique de recherche sur le numérique et ses effets dans toutes les disciplines, ainsi que par de nouveaux outils et usages du numérique permettant de prendre soin du savoir. Cette politique doit aboutir à la mise en place de plateformes numériques publiques de recherche, indépendantes des intérêts privés, permettant l'accès à tous et sans condition au savoir.**

**Ces nouveaux outils doivent placer l'étudiant en position d'étudier et permettre que les études supérieures soient une activité d'échanges entre professeurs et étudiants, condition *sine qua non* pour faire vivre le savoir. En d'autres termes, la question pédagogique ne saurait être considérée comme subsidiaire. Utiliser les outils numériques pour distribuer des cours à grande échelle sans se préoccuper d'organiser les échanges entre enseignants et étudiants et entre étudiants est un non-sens pédagogique. Il est impératif d'éviter que les MOOC ne soient qu'un joujou de communication, inefficace pédagogiquement. Pour cela, la recherche publique en sciences de l'éducation doit être fortement promue en y incluant les aspects numériques.**

PAR **MARC NEVEU**,
professeur d'informatique à l'université de Dijon.
ET **MAXENCE GUESDON**,
ingénieur de recherche à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique.

# L'UNIVERSITÉ AU DOUBLE DÉFI DE L'UTILITARISME ET DE LA RÉACTION

À l'inverse des choix actuels l'université doit être accessible au plus grand nombre et permettre une véritable autonomie des travailleurs tout au long de leur parcours professionnel et de formation.

PAR **JOSUA GRÄBENER***

Un grand malentendu fausse les débats politiques autour des réformes de l'université. L'inflation des titres et diplômes, tant décriée par les tenants d'une approche utilitariste du savoir, ne s'est pas doublée d'un accès massif aux emplois moins pénibles et plus rémunérateurs. Le fossé entre les aspirations légitimes à l'épanouissement par le travail et la morosité des marchés de l'emploi (entre chômage, précarité et déclassement) n'a fait que s'accroître. Les gouvernements et les hommes d'affaires ont distillé l'idée que ce fossé doit se réduire par deux principaux leviers : la restriction de l'accès aux études et la mise en adéquation des cursus avec les besoins à court terme des agents économiques dominants. À l'inverse, une perspective communiste implique d'encourager simultanément la démocratisation de l'accès et l'autonomie des parcours de formation face aux injonctions des employeurs.

## SORTIR LE DROIT À LA FORMATION DE LA MARCHANDISATION

Le premier levier proposé, voire imposé, par les apôtres du tout marché, est la limitation de l'accès à l'enseignement supérieur, notamment par la hausse (ou plutôt l'explosion) des frais de scolarité, les coupes drastiques dans les bourses et par une sélection accrue. C'est aussi la promotion rhétorique de « l'excellence » et du « jeunisme », la valorisation du modèle « campus » états-unien pour favoriser l'entre soi estudiantin, l'attraction des « meilleurs élèves », avec souvent la fuite des cerveaux et ses conséquences délétères pour les pays d'origine. Cela s'inscrit dans un projet de société malade. Les individus (sauf peut-être les 30-50 ans) seraient « trop immatures » ou « trop âgés », donc soupçonnés de performances insuffisantes. Être en droit de se former devient un luxe, indexé à la productivité marginale des individus aux yeux des capitalistes.

Face à cela, les communistes doivent encore et toujours garantir à chacun la possibilité de se former, quelle que soit son origine sociale, quel que soit son âge. Le droit à la formation doit être arraché à la marchandisation parce qu'il constitue une pièce maîtresse de l'émancipation individuelle. Le deuxième levier des dominants actuels est d'adapter les formations aux demandes du patronat en main-d'œuvre, ce qu'on appelle « l'employabilité ». La cause du chômage et de la précarité serait alors déplacée vers les seuls individus, sommés d'entretenir leur « capital humain ». Cette fourberie « adéquationniste », qui dédouane le système de ses responsabilités, est diffusée dans les établissements de formation eux-mêmes et dans les agences de recrutement. Dans cette logique, ce sont les diplômés qui doivent être immédiatement opérationnels pour les employeurs, et non ces derniers qui doivent compléter un cursus général par la transmission des compétences spécifiques. L'alliance entre marchandisation de l'université et bouleversement réactionnaire du marché du travail est évidente. La qualification se réduit à un outil supplémentaire de « lisibilité des marchés du travail ». Le jargon managérial s'est approprié l'université (comme tant d'autres symboles), dissolvant le potentiel émancipateur de celle-ci dans la mise en concurrence permanente. Les enquêtes sur le marché du travail sont pourtant formelles : un très grand nombre d'actifs occupe un poste sans rapport direct avec leur qualification.

## LE DROIT À LA FORMATION, OUTIL D'ÉMANCIPATION COLLECTIVE

C'est pour cela que les communistes incluent dans les luttes universitaires classiques celles pour l'autonomie intellectuelle et pédagogique face à la prétention du patronat (souvent soutenu par le gouvernement) d'imposer à l'université ses contenus et ses méthodes. L'université doit plus que jamais être un lieu de débat, d'apprentissages formels et informels, plutôt qu'une usine à cracher des travailleurs disponibles clés en main favorisant la compression des salaires. Revaloriser le droit à la formation comme outil d'émancipation collective implique d'en éliminer les dérives managériales.

> « Être en droit de se former devient un luxe, indexé à la productivité marginale des individus aux yeux des capitalistes. »

Le lien est évident entre la dérive utilitariste des politiques de formation et l'affaiblissement des cadres collectifs de protection des travailleurs. Les débats politiques contemporains présentent au contraire séparément les luttes « sociétales », notamment celles à l'université, et les luttes relevant strictement « du travail ». Proposer une université accessible au plus grand nombre et permettant une véritable autonomie des travailleurs tout au long de leur parcours professionnel et de formation est indissociable du projet communiste d'émancipation du travail. Un défi majeur à intégrer dans la stratégie de long terme est de combattre, de façon intelligente et constructive, la mise en concurrence des travailleurs français avec le reste de l'Europe et du monde. Car de semblables attaques ont lieu dans tous les pays. L'internationalisation du capital voue à l'échec les batailles qui se limiteraient au plan national. Une stratégie transnationale est indispensable, difficile… mais possible. Mieux : elle est déjà en marche (certes trop peu) avec des partis, syndicats et associations de tous pays. ■

***Josua Gräbener** est politiste. Il est doctorant à l'Institut d'études politiques de Grenoble.

# RECHERCHE : BALISES POUR UNE POLITIQUE DE GAUCHE

Dans des domaines très différents, la connaissance humaine vient de faire trois grands bonds avec la traque du boson de Higgs d'une part, le cœur artificiel et l'impression 3D d'autre part. Ces avancées sont éloquentes : ambition, anticipation et coopération, tels sont les maîtres mots de l'activité de recherche, tels sont les moteurs de l'imaginaire collectif dans lequel une politique de gauche doit trouver inspiration.

PAR **OLIVIER GEBUHRER***

Le gouvernement a cru bon d'ajouter un gratte-ciel bureaucratique au legs de Sarkozy, achevant ainsi une conception de la recherche, de l'innovation et de la valorisation asservies au marché.

« L'innovation est la décision d'exploiter une invention, de donner vie à un investissement au sens large. Elle est la combinaison de diverses activités qui vont de la Recherche-développement (R-D) en passant par l'invention puis l'investissement pour déboucher sur le marché. » Ainsi parle Jean-Hervé Lorenzi, professeur à l'université de Paris-Dauphine et conseiller du directoire de la compagnie financière Edmond de Rothschild.

La conférence de presse de François Hollande, le 16 janvier, est venue éclairer tout cela de la lumière sombre du projet de société présenté comme salvateur dans une crise que l'on n'identifie toujours pas. Ce gouvernement est envahi – et se laisse envahir – par la « pensée Hayek » (« Le laisser-faire en matière sociale… a été remplacé par l'idéologie de la réforme sociale qui tente de résoudre les problèmes par la fixation d'un salaire minimum, la diminution de la durée du travail et la protection sociale »). Il est assiégé – et se laisse assiéger – par la « caste cannibale ».

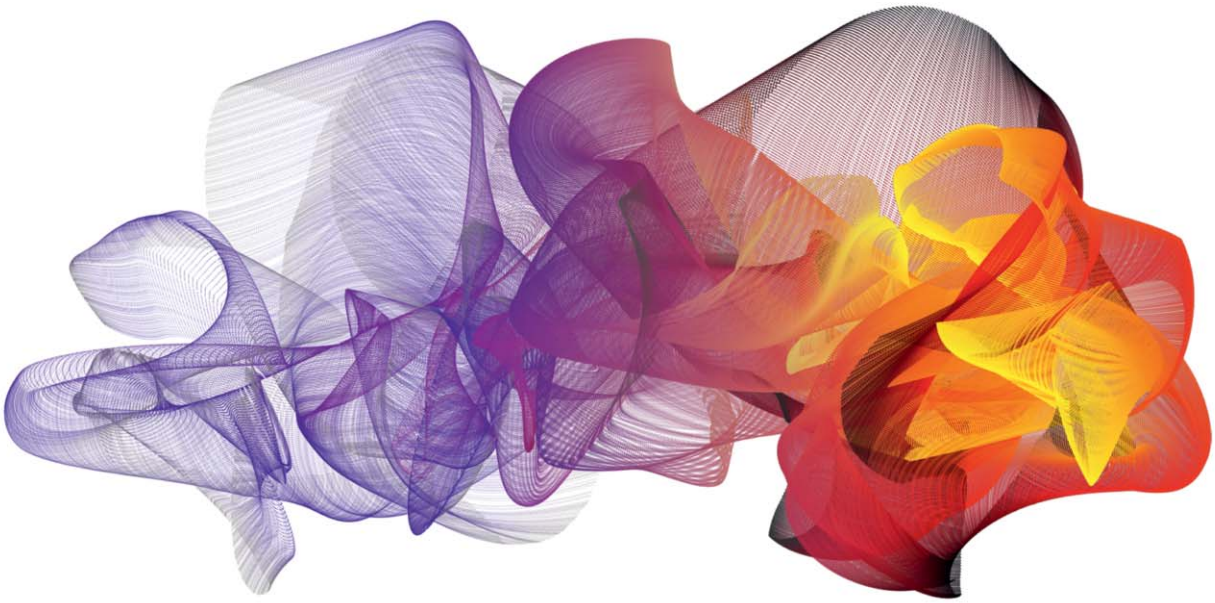
## CINQ POINTS ESSENTIELS

Nous ne voulons pas de l'imprécation impuissante. Nous sommes de ceux qui pensent que la porte de l'espérance entre-ouverte en mai 2012 doit s'ouvrir largement. C'est pourquoi il est urgent de contribuer à définir les balises d'une politique de gauche pour la recherche. C'est l'objet de ce qui suit, décliné en cinq aspects, essentiels sans être exhaustifs :

• Il est impératif d'établir les conditions de l'indépendance intellectuelle de la communauté scientifique et universitaire publique. À cet effet, deux instances sont fondamentales : le CoNRS (Comité national de la recherche scientifique) et le CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche). Ces deux instances, seules représentatives et procédant d'élections démocratiques, doivent se voir dotées de pouvoirs nouveaux en matière de politique scientifique allant jusqu'au droit d'initiative et au droit de veto législatifs. Leur périmètre doit être élargi. La mission de prospective, le principe de l'évaluation par les pairs, la cohérence territoriale des formations supérieures doivent être intégralement reconstitués et garantis dans le cadre d'une logique de service public. Les deux instances pourraient utilement s'appuyer sur des analogues en région.

• Le champ de la recherche est mondial, ni petit-européen ni eurocentré. L'exemple du CERN (Centre européen pour la recherche nucléaire) devrait inspirer toute la politique européenne de la recherche. Il est impératif d'orienter aux plans national et euro-

> « Le redressement productif, afin de ne pas être une fiction, suppose un développement des recherches en entreprise en articulation avec le secteur public de recherche. »



péen la coopération internationale scientifique et technologique vers les pays du Sud. Il s'agit également d'en finir avec le pillage des cerveaux et de permettre par des dispositions statutaires le retour des scientifiques dans leur pays d'origine.

• Le redressement productif, afin de ne pas être une fiction, suppose un développement des recherches en entreprise en articulation avec le secteur public de recherche. Ces coopérations indispensables doivent s'établir sans domination de part et d'autre (la logique de la production n'étant pas celle de la recherche) et en s'appuyant sur deux outils : un outil économique, prenant appui sur un pôle financier et bancaire public et basé sur la refonte du crédit bancaire (abandon du crédit impôt recherche) ; un outil politique, à travers un grand établissement public de recherche technologique et industrielle intégrant la BPI (Banque publique d'investissement) et chargé des missions de prospective et d'évaluation, de mutualisation des potentiels en région, etc. Ce grand établissement public veillera à la diffusion de la logique de service public sur l'ensemble du territoire et pour tous les programmes de recherche relevant de sa compétence en fixant des conditions de responsabilité sociale pour les entreprises associées aux programmes (*fablabs*, embauche de docteurs, ancrage sur un territoire, réponse aux besoins sociaux, etc.).

• L'indépendance intellectuelle n'est ni la tour d'ivoire ni le vase clos. Les citoyennes et citoyens doivent pouvoir, par le biais d'instances existantes ou à créer, s'approprier de façon continue la démarche scientifique et participer aux décisions en matière de choix technologique et de stratégie scientifique. Ce pouvoir de décision s'exerce en coopération avec l'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques) par le biais de rapports annuels et de questions au gouvernement.

• Enfin, l'indépendance intellectuelle n'est pas imaginable sans moyens matériels et garanties statutaires. Outre le doublement budgétaire sur une législature, une clause doit garantir que les moyens publics récurrents des laboratoires couvrent au moins 70 % de leurs besoins prévisibles. La précarité doit disparaître et l'emploi scientifique stable intervenir dès la soutenance de thèse.

Nous appelons toutes celles et ceux qui, impliqués ou non dans le Front de gauche, sont atterrés à juste titre par une politique qui mutile en profondeur l'essence même de la recherche à en débattre avec nous. Maintenant. ■

*Olivier Gebuhrer est mathématicien. Il est maître de conférences honoraire à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Il est un des animateurs du LEM.

# QUELLES POLITIQUES POUR FAVORISER L'ÉMERGENCE DE GRANDES DÉCOUVERTES SCIENTIFIQUES ?

ENTRETIEN AVEC **GUNNAR ÖQUIST***

**Vos fonctions à la tête de l'académie des sciences de Suède vous ont amené à rencontrer de nombreux prix Nobel. Existe-t-il un effet systémique derrière la qualité de leurs travaux ?**

Certaines institutions « produisent » de nombreux prix Nobel, ce qui indique l'importance de l'environnement de la recherche. Cependant, il est difficile de distinguer causes et conséquences car ces institutions pratiquent un recrutement sélectif. De plus, chaque prix Nobel a côtoyé en moyenne sept ou huit autres lauréats au cours de sa vie : les prix Nobel semblent « contagieux ».

Les politiques, aussi bien nationales qu'internationales, doivent assurer l'équilibre entre le support financier individuel aux chercheurs et les programmes stratégiques. Malheureusement, les programmes de l'UE ont souvent été motivés par l'utilitarisme et la vision à court terme, au lieu de nourrir les idées des (jeunes) chercheurs. Cependant, c'est avant tout aux universités et aux instituts de recherche qu'il revient de créer des conditions de recherche favorables.

**Dans votre rapport, vous avez comparé la Suède avec le Danemark, les Pays-Bas et la Suisse, trois pays au niveau de population comparable à la Suède mais qui totalisent plus de découvertes scientifiques hautement citées et donc considérées comme influentes. Vous insistez en particulier sur les différences entre systèmes de financement de la recherche et sur le poids des financements externes.**

Il ne s'agit pas d'opposer recherches fondamentale et appliquée, mais tout projet doit faire l'objet en amont d'une évaluation sérieuse sur sa pertinence scientifique. Les Pays-Bas, par exemple, comptent de nombreux programmes stratégiques public-privé qui aboutissent à des progrès scientifiques. Le problème des universités suédoises, en particulier des universités techniques, est qu'elles acceptent des financements émanant de trop nombreuses sources. Les universités suisses, elles, maintiennent leur cap stratégique, quitte à parfois refuser des financements externes si le projet proposé ne remplit pas leur cahier des charges scientifique. Quand l'argent gouverne, la qualité scientifique s'effondre !

> « Les programmes de l'UE ont souvent été motivés par l'utilitarisme et la vision à court terme, au lieu de nourrir les idées des (jeunes) chercheurs. »

**La solution serait-elle dans l'augmentation des fonds publics attribués aux universités ?**

Les chercheurs suédois ont une dépendance accrue aux financements externes par rapport à leurs homo- ▶

logues d'autres pays. Pourtant, il ne suffit pas de fournir plus d'argent public aux universités. Il faut qu'il soit utilisé de façon pertinente, c'est-à-dire pour mener à bien des politiques de recrutement international fondées sur la qualité scientifique des candidats et pour mettre en place des programmes de soutien aux (jeunes) chercheurs. De nos jours, les universités suédoises payent les salaires des chercheurs et leur recherche grâce à des financements externes. Par conséquent, les institutions deviennent des catalogues de projets de recherche sans cohérence les uns avec les autres. Les universités devraient baser leurs décisions sur une volonté politique au service de la recherche au lieu d'une vision managériale motivée par la recherche de financement.

**Votre rapport s'appuie sur des indices de recherche dits « bibliométriques » (intégrant la quantité de publications scientifiques et le nombre de citations qu'elles totalisent) et ne prend pas en compte les systèmes éducatifs et administratifs. L'éducation et l'administration ne sont-elles pas en lien avec l'émergence de grandes découvertes ?**

Tout d'abord, il faut préciser que pour réaliser des études comparatives à grande échelle, les études bibliométriques sont un outil approprié. Elles sont moins pertinentes quand il s'agit de l'évaluation individuelle des chercheurs, parce qu'elles mesurent la productivité sans rien révéler sur la créativité ou la valeur novatrice de la recherche pratiquée.

L'étude à laquelle j'ai participé n'a pas analysé directement l'importance de l'éducation, mais il est évident que sur le long terme l'éducation joue un rôle crucial dans le développement de la recherche. Pour ce qui est de l'administration, elle peut faciliter la recherche ou la freiner selon la manière dont elle est conçue. En l'occurrence, la bureaucratie et les systèmes hiérarchiques sont, comme la corruption, des obstacles à la recherche.

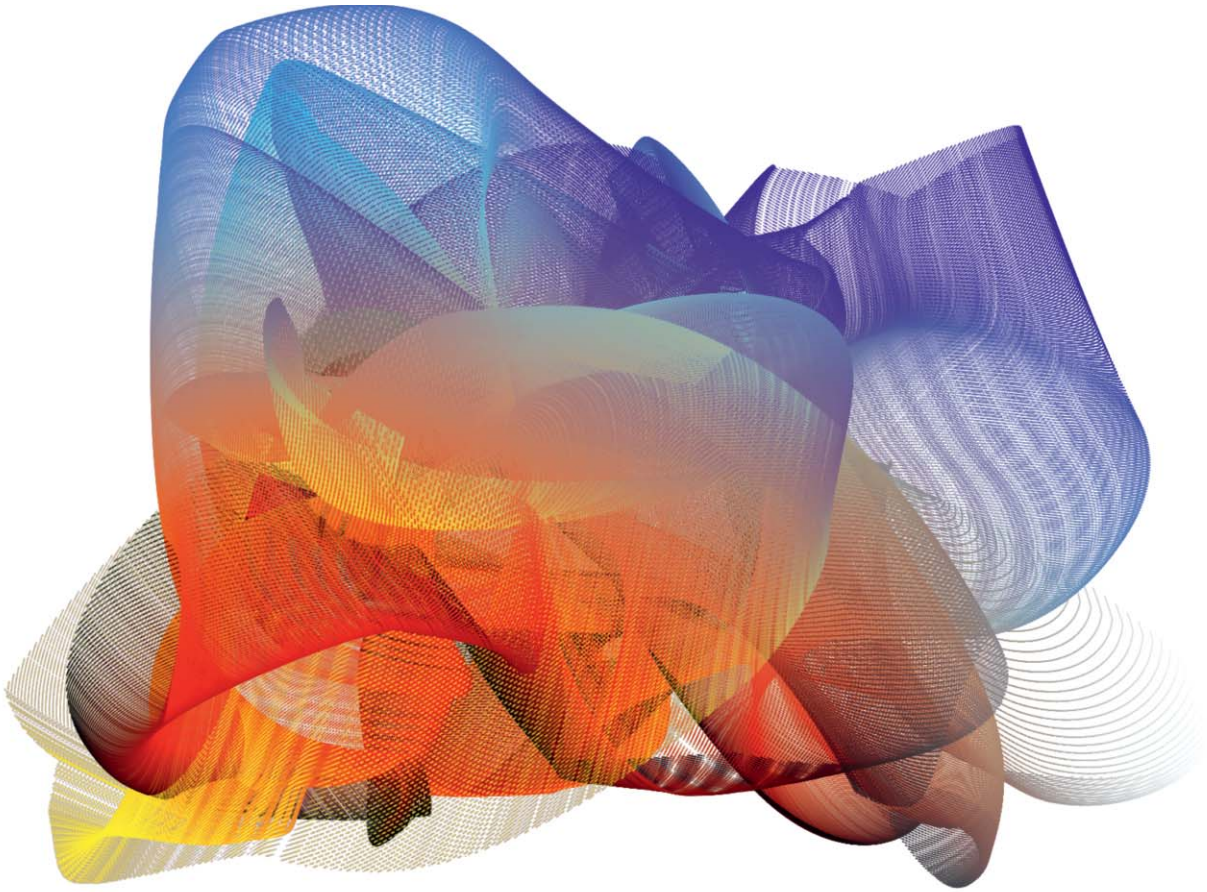
**Les recommandations qui concluent votre rapport pourraient-elles être étendues à d'autres pays ?**

Les problèmes pointés dans le rapport sont globaux, et les solutions peuvent s'appliquer partout : recrutement international de qualité, sécurisation des plans de carrière, financements pérennes pour établir des environnements de recherche multidisciplinaires. Les politiques académiques doivent financer les chercheurs, et non des projets ponctuels sur la base d'appels d'offres. Enfin, peut s'ajouter le financement de projets de long terme par des organismes tels que le Conseil européen de la recherche. ■

> « Les universités devraient baser leurs décisions sur une volonté politique au service de la recherche au lieu d'une vision managériale motivée par la recherche de financement. »

*Gunnar Öquist est biologiste. Il est professeur à l'université d'Umeå et co-auteur du rapport *Les politiques à mener afin de favoriser l'émergence de grandes découvertes scientifiques* (2012).

Propos recueillis et traduits par Sacha Escamez, membre du comité de la rubrique Sciences de *La Revue du projet*.



## SÉCURISER LES PARCOURS PROFESSIONNELS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

**Environ 162 000 personnes travaillent dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche publique. À ce chiffre, il convient d'ajouter 65 000 doctorants. Tous sont loin de bénéficier de la douce protection du statut de titulaire. La précarité, qui a explosé ces dernières années, concerne jusqu'à 40 % des effectifs de certains laboratoires et services. En plus des conditions de vie et de travail, c'est la recherche et la formation qui s'en trouvent influencées.**

### UN SYSTÈME MANDARINAL

**Tous les métiers sont touchés : enseignants vacataires, techniciens ou administratifs en CDD, post-doctorants sous contrat. Si cette situation très dégradée est la conséquence des attaques menées par la droite depuis 2001, il ne faut pas oublier le poids des pesanteurs historiques. L'université refondée par Napoléon a mis en place un système mandarinal. Seuls étaient fonctionnaires les professeurs avec chaire qui choisissaient librement les chargés de cours pour les assister. En 1980, il restait encore 10 000 assistants non titulaires qui n'ont été titularisés qu'en 1984. Mais depuis, pour faire face à l'augmentation des effectifs étudiants, de nouvelles formes de précarité ont été mises en place : attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER), vacataires, etc.**

**Quant à la recherche, pendant des siècles, elle n'a été financée que par le mécénat. C'est en 1945 que Joliot-Curie, directeur du CNRS, aligne les rémunérations des chercheurs sur celles des enseignants. Auparavant les chercheurs du CNRS ne disposaient que de bourses ! Le statut de contractuel d'État n'a été acquis qu'à la fin des années cinquante, après de longues batailles, et celui de fonctionnaire qu'en 1984.**

### UNE PLACE PARTICULIÈRE DES DOCTORANTS

**Enfin, les doctorants occupent une place particulière dans ce système. Encore considérés comme des salariés à part, ils sont parfois tout bonnement bénévoles (encore 37 % des doctorants actuels) ou avec des bourses sans cotisation retraite ni chômage, ou encore avec des « libéralités » d'associations caritatives sans Sécurité sociale ni retraite. Si certaines disciplines n'accordent plus aujourd'hui de thèse sans financement (avec cotisations), à l'heure actuelle beaucoup pensent cependant qu'il faut faire ses preuves après la thèse pendant une dizaine d'années avant d'être titularisé…**

**La bataille contre la précarité est un enjeu majeur qui n'a que peu d'écoute de la part du gouvernement actuel. Dans un pays qui prétend relancer son économie par une formation de haut niveau et par la recherche, c'est une aberration à double titre. Du point de vue social évidemment, mais aussi en termes de créativité. Explorer de nouveaux champs de la connaissance suppose une liberté qui ne peut véritablement se développer qu'avec une sécurité matérielle, notamment d'emploi. Sauf à penser que dans ce secteur, comme dans l'ensemble du monde du travail, le choix inavoué mais réel est de flexibiliser les salariés pour diminuer le prétendu coût du travail (les salaires). Avec comme avantage collatéral, le contrôle et le pilotage de la recherche et des formations. Mais avec comme dommage collatéral, l'assujettissement de la connaissance aux intérêts privés et la réduction du potentiel de recherche et de formation dans tous les domaines.**

**Tous les doctorants doivent bénéficier d'un salaire. La précarité doit être résorbée. Les personnels doivent bénéficier d'un statut de « fonctionnaire citoyen », au sens de celui mis en place par le ministre communiste Anicet Le Pors en 1984, et non de « fonctionnaire sujet », exerçant ses missions sous le contrôle étroit du pouvoir politique et des intérêts privés qui veulent piloter les universités et organismes de recherche. Il faut aussi rétablir des règles démocratiques de gestion qui respectent les collectifs de travail. C'est à toutes ces conditions que l'on pourra assurer la liberté de recherche et de formation, ainsi que l'indépendance de l'expertise. Autant de conditions pour la créativité. Un enjeu pour toute la société.**

PAR **DANIEL STEINMETZ**,
secrétaire général du Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique (CGT).

# FAVORISER L'ACCÈS AU DIPLÔME

Il est temps de donner aux étudiants les moyens de se former et d'obtenir leur diplôme, en reconnaissant leur rôle majeur dans la société et en leur accordant un statut social et professionnel cohérent avec les métiers auxquels ils se destinent.

PAR **HUGO POMPOUGNAC***

Les jeunes seraient chaque année plus nombreux à entrer à l'université. C'est l'orgueil des ministères et la fierté des gouvernements. Ils oublient de préciser que parmi l'ensemble des étudiants qui entament une licence, seul un bon tiers (35 %) obtient son diplôme trois ans plus tard. On ne peut prétendre que la jeunesse de notre pays jouisse d'un accès large à l'enseignement supérieur si elle se contente d'y faire trois petits tours, puis d'y échouer avant de retrouver ses pénates. Pourtant, les étudiants aspirent à apprendre et à exercer le métier qu'ils ont choisi et la société a besoin de salariés qualifiés pour répondre aux défis professionnels du XXIe siècle, dans des domaines aussi divers que l'enseignement, les télécoms ou l'informatique. On pose mal la question lorsqu'on parle d'accès à l'enseignement supérieur : c'est l'accès au diplôme qui manifeste l'échec de nos politiques éducatives.

### L'ÉCHEC MASSIF À L'ENTRÉE DE L'UNIVERSITÉ

Rien d'étonnant à cet échec massif à l'entrée de l'université. Les coûts de ▶

la vie sont croissants, en particulier dans le domaine du logement : les étudiants s'acquittent par exemple de 600€ de frais locatifs par mois en moyenne, de l'électricité au loyer en passant par l'assurance… Et les bourses attribuées par les Œuvres universitaires sont depuis longtemps obsolètes. Elles ne permettent que très rarement de prendre ces coûts en charge. Dès lors, la moitié des étudiants est contrainte de se salarier, ici ou là, de prendre des *jobs* en contradiction avec ses études. Il faut se sacrifier pour conduire un cursus, s'imposer des rythmes démesurés, passer les journées à courir et les soirées à réviser. Il faut sacrifier, non seulement son temps présent, mais ses perspectives : les années d'études ne sont comptabilisées, ni pour le droit à la retraite, ni pour le droit au chômage. On n'y arrive plus, on se décourage, on ne voit pas où on va : on finit par abandonner et par rejoindre les rangs des 65 % d'anciens étudiants qui n'ont pas obtenu leur diplôme.

## UN STATUT ÉTUDIANT ARCHAÏQUE

Ce gâchis gigantesque et ces projets de vie brisés tiennent d'abord à un statut étudiant archaïque, qui ne permet pas de répondre aux grands défis auxquels notre pays est confronté. On s'adresse aux étudiants comme s'il s'agissait de grands enfants oisifs qui font un peu d'exercice intellectuel avant d'entrer dans le monde du travail. On leur propose des réductions au cinéma, un peu d'argent de poche, un sandwich offert chez Mac Donald's. Ils occupent, en réalité, un tout autre rôle dans la société en tant que citoyens et salariés en formation. Ils sont les forces vives de la nation. Ils n'ont pas à quémander leur entrée dans le monde du travail : ils y sont déjà, puisqu'ils s'y forment.

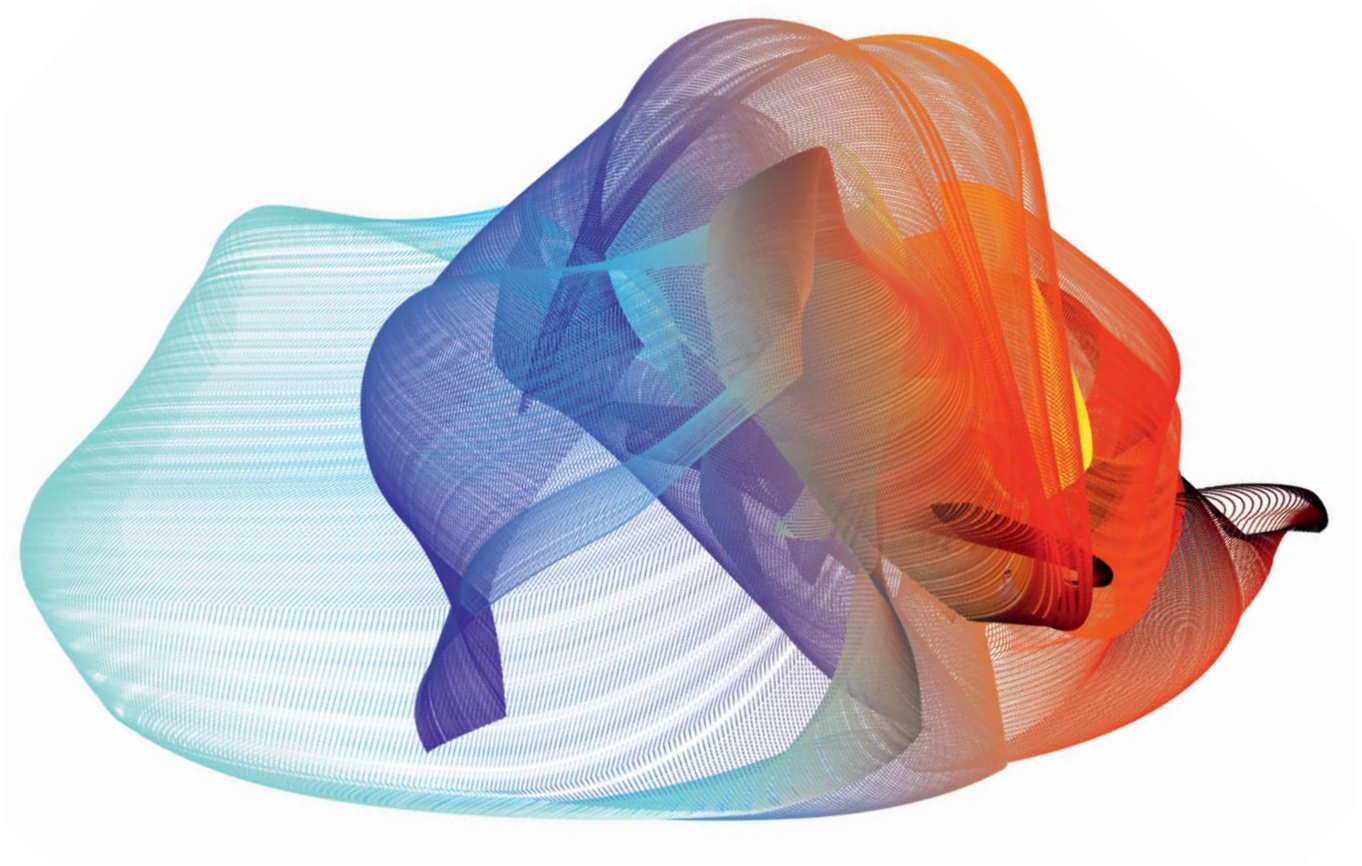
> « C'est, d'abord, un véritable salaire, à la hauteur de leurs qualifications, qui, durant leur cursus, doit permettre aux étudiants d'assumer les coûts engendrés par leurs études mais aussi de cotiser pour les caisses de retraite et pour l'assurance chômage. »

Imaginons qu'on applique à la formation continue le traitement drastique que l'on fait subir à la formation initiale. Y aurait-il un seul salarié pour suivre un cursus de formation continue, s'il devait y perdre ses droits, son salaire, ses cotisations sociales ?

## BESOIN D'UN STATUT SOCIAL ET PROFESSIONNEL

Il est temps de donner aux étudiants les moyens de se former et d'obtenir leur diplôme, en reconnaissant leur rôle majeur dans la société et en leur accordant un statut social et professionnel cohérent avec les métiers auxquels ils se destinent. C'est, d'abord, un véritable salaire, à la hauteur de leurs qualifications, qui, durant leur cursus, doit permettre aux étudiants d'assumer les coûts engendrés par leurs études mais aussi de cotiser pour les caisses de retraite et pour l'assurance chômage. L'idée n'est pas neuve : longtemps, le pré-recrutement, le versement du salaire en amont du concours, a prévalu chez les enseignants et a permis de répondre à des besoins éducatifs croissants. Si elle n'est pas neuve, elle demande à être régénérée, à se généraliser et à trouver des formes pertinentes pour chaque cursus de formation. C'est un virage gigantesque qu'il s'agit d'engager, pour donner aux universités et à la jeunesse les moyens de répondre aux défis professionnels nouveaux auxquels nous sommes confrontés. ■

*Hugo Pompougnac est secrétaire national de l'UEC.



# ÉGALITÉ FEMME-HOMME DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

Comme dans d'autres secteurs la discrimination des femmes est très présente et augmente quand on monte dans la hiérarchie. Il est urgent de se battre pour que femmes et hommes puissent investir tous les champs de l'enseignement supérieur et de la recherche.

ENTRETIEN AVEC **HÉLÈNE GISPERT***

**Y a-t-il des différences importantes entre disciplines quant à la proportion femme-homme chez les étudiants et enseignants ?**

Oui. Chez les étudiants, il y a beaucoup plus de femmes que d'hommes en lettres, en sciences humaines et sociales (SHS) ou en première année de médecine. En sciences, cela dépend des disciplines. Le pourcentage de femmes décroît de façon spectaculaire quand on passe de la biologie à la chimie, aux mathématiques et à la physique, sans parler des écoles d'ingénieurs… Souvent, on laisse entendre que, par nature, les femmes seraient plus douées pour le soin, l'aide aux personnes et les hommes pour l'abstraction, la technique. Ce genre d'explication est un peu facile et ne fait qu'agiter les stéréotypes pour justifier les inégalités. Chez les enseignants du supérieur, la sous-représentation des femmes et la discrimination s'accentuent encore. De plus, il ne faut pas se contenter de regarder le pourcentage de femmes dans les diverses spécialités. La biologie est la discipline scientifique la plus féminisée mais aussi celle où la hiérarchie entre les hommes et les femmes est le plus en défaveur des femmes. Les disparités ne sont pas qu'entre disciplines, mais aussi entre catégories de personnels. S'il y a moins de femmes que d'hommes chez les enseignants-chercheurs et les chercheurs (et cela d'autant plus qu'on s'élève dans la hiérarchie), la situation est inversée dans d'autres catégories de personnel moins valorisées. Ainsi, chez les personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens, de service et de santé (BIATSS ex ATOS), les femmes sont très majoritaires en bas de l'échelle mais leur taux diminue au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie.

**Est-ce le simple reflet de la société ou existe-t-il des raisons propres à l'enseignement supérieur ?**

C'est bien sûr un problème général, mais il y a ici des spécificités. L'université (et encore plus les grandes écoles) a été créée par et pour l'élite intellectuelle et sociale à une époque où la moitié du genre humain était exclue des élaborations et des décisions. Cela correspond à des finalités, des structures, des modes, des valeurs, des contenus et des implicites spécifiques. Depuis plus de 30 ans, on a élargi le recrutement des étudiants et des enseignants tout en conservant les mêmes règles. Les biais engendrés par l'idéologie sexiste s'introduisent donc insidieusement partout. Par exemple, la façon dont on a raconté l'histoire des sciences jusqu'à une période très récente a alimenté le déséquilibre. Les seuls acteurs dignes d'étude étaient pour l'essentiel des hommes, blancs et occidentaux. Les champs du savoir restent encore dominés par les vues des élites sociales et intellectuelles qui les ont modelés. Certes, des prises de conscience ont eu lieu, des luttes ont été menées et des acquis ont été obtenus. Mais les nouvelles donnes accentuent le déséquilibre. La jungle actuelle, la précarité, la course à « l'excellence » et à la productivité engendrent une pression maximale sur les jeunes à un âge (28-35 ans) où, du fait de leurs choix de vie (maternité, etc.), les femmes peuvent être particulièrement discriminées par rapport aux hommes. De même, le harcèlement, la souffrance au travail, le *burn-out*, c'est pour tout le monde, mais encore plus pour les femmes.

> « La façon dont on a raconté l'histoire des sciences jusqu'à une période très récente a alimenté le déséquilibre. Les seuls acteurs dignes d'étude étaient pour l'essentiel des hommes, blancs et occidentaux. »

**Est-ce que les femmes sont dans un rapport de « servitude volontaire » ?**

Non, mais il peut y avoir un déni des femmes sur cette question. Comme les hommes, les femmes ont trop souvent tendance à penser que si certaines réussissent c'est simplement parce qu'elles sont « aussi bonnes » que les hommes (et selon les mêmes critères). Alors que, du fait des discriminations, elles ont dû déployer plus d'efforts, plus de concessions, plus de talents, pour en arriver à un même niveau de reconnaissance.

**Alors que faire et comment faire ?**

À chaud, on peut au moins dégager deux urgences :

- Le plus important est de faire tomber les clichés cités plus haut (ex : les femmes sont douées pour le soin et l'humain, les hommes pour la technique) et de se battre pour que les femmes – et les hommes – puissent investir tous les champs.
- En parallèle, il s'agit d'imposer la parité dans les structures. De fait, il existe depuis longtemps une discrimination positive à l'égard des hommes. Par conséquent, la discrimination positive pour les femmes, même si ce n'est probablement pas la seule solution et que je ne suis pas sûre d'y être vraiment favorable, ne doit pas être dénigrée car elle est probablement utile et nécessaire provisoirement. ■

***Hélène Gispert** est historienne et philosophe des sciences. Elle est professeur à l'université Paris-Sud Orsay.
Propos recueillis par Pierre Crépel.

# L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU SERVICE DE LA RÉUSSITE DE TOUS

La structure de l'enseignement supérieur français n'est pas étrangère au devenir des étudiants qui le fréquentent. Quelles évolutions de cette structure faut-il mettre en place ?

PAR **GILES LASCHON***

L'enseignement supérieur français est construit sur un paradigme : la gratuité de l'accès à ses formations, reposant sur un service public d'État. Démocratisé après-guerre pour répondre à un besoin économique et social en cadres, ouvriers qualifiés, ingénieurs, enseignants…, il contribua à l'ascension sociale de toute une génération d'étudiants *baby boomers* issus de milieux modestes. Cela n'a pas pour autant empêché la progression des inégalités de revenus en un demi-siècle. Car massification ne signifie pas accès pour tous à des formations choisies. Réussir ses études relève de codes, d'us et de motivations qui favorisent la consanguinité et la reproduction d'une élite dont sont largement exclues les catégories populaires. Méritocratie ne signifie pas non plus justice sociale. D'autant que l'augmentation du coût global des études à la charge des familles accentue le fait que les plus « méritants » sont davantage issus des milieux aisés. Outre un investissement massif dans le logement étudiant, une allocation d'études dans le cadre d'une Sécurité sociale d'emploi et de formation dès la sortie du bac atténuerait ce biais.

> « Réussir ses études relève de codes, d'us et de motivations qui favorisent la consanguinité et la reproduction d'une élite dont sont largement exclues les catégories populaires. »

## UN RAPPROCHEMENT ENTRE LES UNIVERSITÉS ET LES CLASSE PRÉPARATOIRES

Une spécificité de l'enseignement supérieur français est son organisation en trois filières : les formations BTS, prolongement de l'enseignement secondaire menant à la qualification de technicien supérieur, les formations universitaires qui, du DUT au doctorat, incarnent le caractère indissociable de la production et de la diffusion des savoirs, et le système des classes préparatoires aux grandes écoles qui symbolise la réussite sociale républicaine dont sont issus nombre de cadres, hauts fonctionnaires, élites politiques, chercheurs et… universitaires. Cette diversité institutionnelle questionne la finalité des diplômes et leur objectif d'insertion professionnelle, assumé par les écoles, qui parfois le monnayent cher, nettement moins par l'université. L'expérience IUT montre qu'il est envisageable de penser des diplômes tenant compte de débouchés professionnels identifiés sans renoncer au caractère universel des contenus et à l'indépendance pédagogique (face au patronat mais aussi au pouvoir politique).

Connaître le monde professionnel (privé et public) peut donc très bien ne pas se résumer à produire des salariés formatés et dociles. Il peut signifier donner les moyens aux futurs travailleurs d'affronter les exigences capitalistes, voire de les ébranler, et de construire eux-mêmes leurs parcours professionnels en étant capables d'évoluer librement. L'université se doit de revendiquer cette mission et ne pas rester la grande perdante de la concurrence avec les formations proches des exigences court-termistes des entreprises. Pour cela, un rapprochement entre les universités et les classes préparatoires est nécessaire, en commençant par une réelle intégration des classes préparatoires dans le giron des universités, sans les sortir des lycées d'accueil pour garder la force du maillage territorial. Ce rapprochement doit s'opérer sur des bases permettant l'accès et la réussite de tous, et excluant toute sélection sociale.

## LE DÉSASTRE DE LA LOI LRU

L'enseignement supérieur français se heurte de plus en plus aux standards de la mondialisation capitaliste. Ce ne serait plus à la puissance publique d'investir pour former une population active utile à la société. Désormais chaque individu doit se constituer un « portefeuille de compétences » pour mieux se vendre sur le « marché de l'emploi », pour être directement « employable ». Universités et écoles tendent ainsi à s'insérer dans un « marché » européen de la formation dans lequel des étudiants consommateurs investissent pour leur avenir. L'État encourage cette mutation, organisant la mise en concurrence des établissements et abandonnant l'ambition de la réussite pour tous, en réduisant au passage la dépense publique. La prétendue autonomie de gestion instaurée par la loi LRU imposée par Sarkozy aux universi-

> « L'université se doit de ne pas rester la grande perdante de la concurrence avec les formations proches des exigences court-termistes des entreprises. »

tés a bien abouti au désastre annoncé dans un contexte d'austérité. Les universités, incapables de faire face aux besoins incompressibles de fonctionnement et de masse salariale, sabrent dans la pluralité et la qualité de leurs formations. Gardant la main sur les choix stratégiques, notamment sur la mise en conformité des formations avec la demande capitaliste, l'État favorise l'individualisation des parcours de formation. Il impose le regroupement d'établissements, désormais en pôles régionaux sous Hollande, pour constituer quelques vitrines jouant le jeu de la concurrence européenne dans un *mercato* où les étudiants les plus « brillants », et les plus aisés, rencontreraient les professeurs les plus « prestigieux », et les plus dociles.

### UN MAILLAGE TERRITORIAL COHÉRENT ET ÉQUILIBRÉ DES OFFRES DE FORMATION

Le projet communiste doit affirmer l'ambition d'un enseignement supérieur destiné à chaque bachelier, le menant aussi loin que possible jusqu'à une insertion sociale et professionnelle choisie. Chacun doit pouvoir décider de son parcours en fonction de ses motivations et capacités du moment, et en gardant la possibilité de retourner en formation tout au long de la vie. Cette visée passe par un maillage territorial cohérent et équilibré des offres de formation. Elle passe aussi par des instances démocratiques dans les établissements d'enseignement supérieur et au niveau national afin de garantir la liberté d'enseignement. Ces structures existent. Leur efficience relève d'une volonté politique. La question des moyens que la société alloue au supérieur demeure centrale. Au-delà du fonctionnement et des salaires, les besoins d'investissements sont considérables, par exemple au regard de la vétusté du patrimoine universitaire. Y répondre nécessite une fiscalité qui ne ménage pas les secteurs productifs et financiers, qui bénéficient amplement d'une qualification massive et de haut niveau de la population active. Sans moyens, le paradigme de l'émancipation par le savoir ne restera qu'un idéal sans réalité, du moins pour le plus grand nombre. ■

*Gilles Laschon** est physicien. Il est professeur à l'université Paris-Sud Orsay. Il est secrétaire de la section universitaire PCF Orsay (Essonne).

## REMETTRE LES STAGES AU SERVICE DE LA FORMATION

**600 000 stagiaires en 2006, 1 600 000 en 2014, dont 900 000 étudiants (source CESE). Seuls 38 % de stages sont formateurs et rémunérés, selon le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ). Seulement 20 % des stagiaires de niveau bac +4 trouvent leur emploi grâce à leur stage (source Association pour l'emploi des cadres, APEC). Des secteurs entiers (communication, publicité, commerce) ont massivement recours à ces pratiques. Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) estime à 100 000 le nombre d'emplois que cela revient à geler. Quatre lois (2006, 2009, 2011, 2013) devaient encadrer les pratiques. Mais, décrets d'applications trop lâches ou jamais pris, le droit du travail est toujours contourné. Même la loi récemment votée renvoie encore trop de mesures à de futurs décrets.**

**Pourtant, il est urgent de mettre fin aux pratiques illégales. Les mobilisations des jeunes ont mis en échec le CIP de Balladur en 1994, le CPE de Villepin en 2006, mais l'utilisation d'une main-d'œuvre peu coûteuse demeure l'objectif du patronat. Un objectif économique mais pas seulement. La pratique actuelle des stages conduit souvent à minorer l'apport du diplôme, à mettre à mal la dignité du stagiaire, et à survaloriser le rôle formateur de l'entreprise.**

**Dans l'enseignement supérieur public, technologique notamment (IUT, masters, écoles) mais pas uniquement, le stage fait partie intégrante de la formation. Il a des objectifs pédagogiques précis, au-delà de la préparation à l'insertion future. La parfaite maîtrise des savoirs, savoir-faire et techniques au cœur du diplôme passe par une expérience concrète, tout en se rappelant que la formation à un métier n'est pas la simple adaptation à un emploi. Pour ce faire, les établissements se doivent de vérifier la pertinence du stage au regard des contenus de formation, de refuser toute prolongation hors période universitaire et d'assurer un suivi de qualité. Ceci nécessite de reconnaître l'importance de cette séquence et de la valoriser comme une tâche d'égale dignité avec les autres missions d'enseignement. Les interventions dans les formations des représentants des salariés pourraient par ailleurs être généralisées. Le statut de stagiaire doit être réservé à la formation sous le contrôle de l'établissement formateur. En assurant que la grille des gratifications suive celle des qualifications, on pourrait assurer une rémunération décente des stagiaires. Ceci implique également que l'État montre l'exemple en transférant aux établissements publics ou dépendant de financements publics les budgets nécessaires à la gratification des stagiaires recrutés dans leurs propres services. Par ailleurs, le droit du travail et les conventions collectives doivent réglementer toute activité en entreprise de façon à ce qu'il ne soit plus possible d'utiliser le stagiaire comme main-d'œuvre à bas coût et simple variable d'ajustement. Ceci doit permettre de faire primer les intérêts pédagogiques sur les intérêts économiques. À cette condition seulement, le nécessaire débat sur la place du stage dans la formation pourra avoir lieu sereinement : y a-t-il lieu de donner un rôle plus important aux stages dans la formation des étudiants ? Dans quelles filières ? Selon quels critères ? Quels dispositifs mettre en place pour offrir aux étudiants un égal accès aux stages, au-delà du seul réseau individuel, dépendant de l'origine sociale et vecteur de reproduction sociale et d'exclusion ?**

PAR **JEAN-PIERRE SCEAUX**,
ancien directeur de l'Institut universitaire de technologie du Havre

# LA LAÏCITÉ À L'UNIVERSITÉ ? LE COMBAT DE LA RAISON CONTRE LES PRÉJUGÉS

Les religions fondent traditionnellement leur pouvoir et leur autorité sur des croyances imposées, à propos desquelles la discussion est empêchée voire interdite, et qui refusent de se soumettre à l'examen rigoureux de la raison. Elles ne sont cependant pas les seules : d'autres institutions (économiques, médiatiques, etc.) se comportent de façon analogue pour imposer la docilité et empêcher le débat éclairé. Explications.

PAR **PIERRE CRÉPEL***

Pour parler de laïcité (terme qui n'existait pas au XVIIIe siècle), il n'est pas inutile de revenir à Condorcet (1743-1794), qu'on considère depuis 1870 environ comme le père de cette notion. Ses écrits comme ses prises de positions législatives, tout particulièrement sur l'instruction publique, ses principes et son organisation, visent moins à combattre la religion ou les Églises (du moins lorsqu'elles n'empiètent pas sur les droits des autres), qu'à assurer le triomphe de la raison sur les préjugés et, ainsi, à établir l'autonomie de l'esprit. La vérité ne réside pas dans un seul camp et ne s'établit pas en une génération. Il faut répandre les lumières, plutôt que convertir.

## DE L'INSTRUCTION LAÏQUE

Condorcet a évolué. En 1773-74, lorsqu'il rédigeait l'*Almanach anti-superstitieux*, il s'agissait seulement de pourfendre l'intolérance et le fanatisme, pour éclairer « les princes et les gens en place ». En 1791, dès la première page du *Premier Mémoire sur l'instruction publique*, c'est tout autre chose : « La société doit au peuple une instruction publique [...] comme moyen de rendre réelle l'égalité des droits ». Suivent deux sous-titres : « Cette obligation consiste à ne laisser subsister aucune inégalité qui entraîne de dépendance » et « L'inégalité d'instruction est une des principales sources de tyrannie ». Ce n'est donc plus seulement l'Église qui est visée mais, *dans un même mouvement*, « les prêtres, les jurisconsultes, les hommes qui avaient le secret des opérations de commerce [...] ». Dans une note de janvier 1793, après le débat qui a suivi son rapport sur l'instruction publique, il insiste à nouveau sur ceci : « Deux classes ont presque partout exercé sur le peuple un empire dont l'instruction seule peut le préserver : ce sont les gens de loi et les prêtres ; les uns s'emparent de sa conscience, les autres de ses affaires ». Dit de façon anachronique, il peut donc y avoir pour lui des « cléricalismes » (ce mot n'existait pas non plus alors) autres que strictement religieux. En outre, que signifie vraiment ce mot « religieux » ? Il est difficile de ne pas rapprocher ces réflexions de ce qu'affirment aujourd'hui de nombreux économistes, atterrés ou simplement critiques, à propos de l'économie dite néoclassique qui nous est imposée : « depuis des décennies, elle se comporte comme une religion, décrivant surtout le monde tel qu'elle voudrait qu'il soit et forgeant des instruments pour faire advenir cet idéal » (la citation est d'André Orléan, économiste). Ces intolérances et cette mise des peuples en état de dépendance peuvent d'ailleurs se rejoindre, s'alimenter réciproquement : l'Église catholique est beaucoup moins regardante qu'au Moyen Âge contre l'usure et le prêt à intérêt !

> « L'université n'est pas le reflet de la société présente mais l'anticipation sur la société future : l'état et les débats de la recherche ne sont pas du ressort des décideurs politiques, mais des chercheurs eux-mêmes, bien entendu à l'écoute de la société. »

## LES CONDITIONS DE LA LAÏCITÉ

Pour nous, la laïcité, ce n'est donc pas l'indifférence ou le silence face aux enjeux de société. Les étudiants, pratiquement tous majeurs, sont des adultes. Leur est donc due la liberté de point de vue sur l'organisation de la cité. Ils ont le droit de vivre leurs aspirations à une société plus juste, même s'ils puisent cette aspiration dans leur foi, du moment qu'ils ne l'imposent pas dans l'en-commun au nom de leur religion, du moment qu'il ne s'agit pas de propagande religieuse. Cela entraîne trois conditions :

- L'enseignement supérieur et la recherche doivent être institutionnellement indépendants des Églises, mais aussi des intérêts particuliers (technocratiques, économiques, politiques), y compris dans les grandes écoles et les filières dites professionnalisantes.

> « L'étudiant doit non seulement pouvoir apprendre un métier, mais également obtenir le recul pour en changer et acquérir le bagage du citoyen et de l'humaniste. »

- Les contenus de l'enseignement et le choix des professeurs doivent être indépendants des pouvoirs politiques. D'ailleurs, l'université n'est pas le reflet de la société présente mais l'anticipation sur la société future : l'état et les débats de la recherche ne sont pas du ressort des décideurs politiques, mais

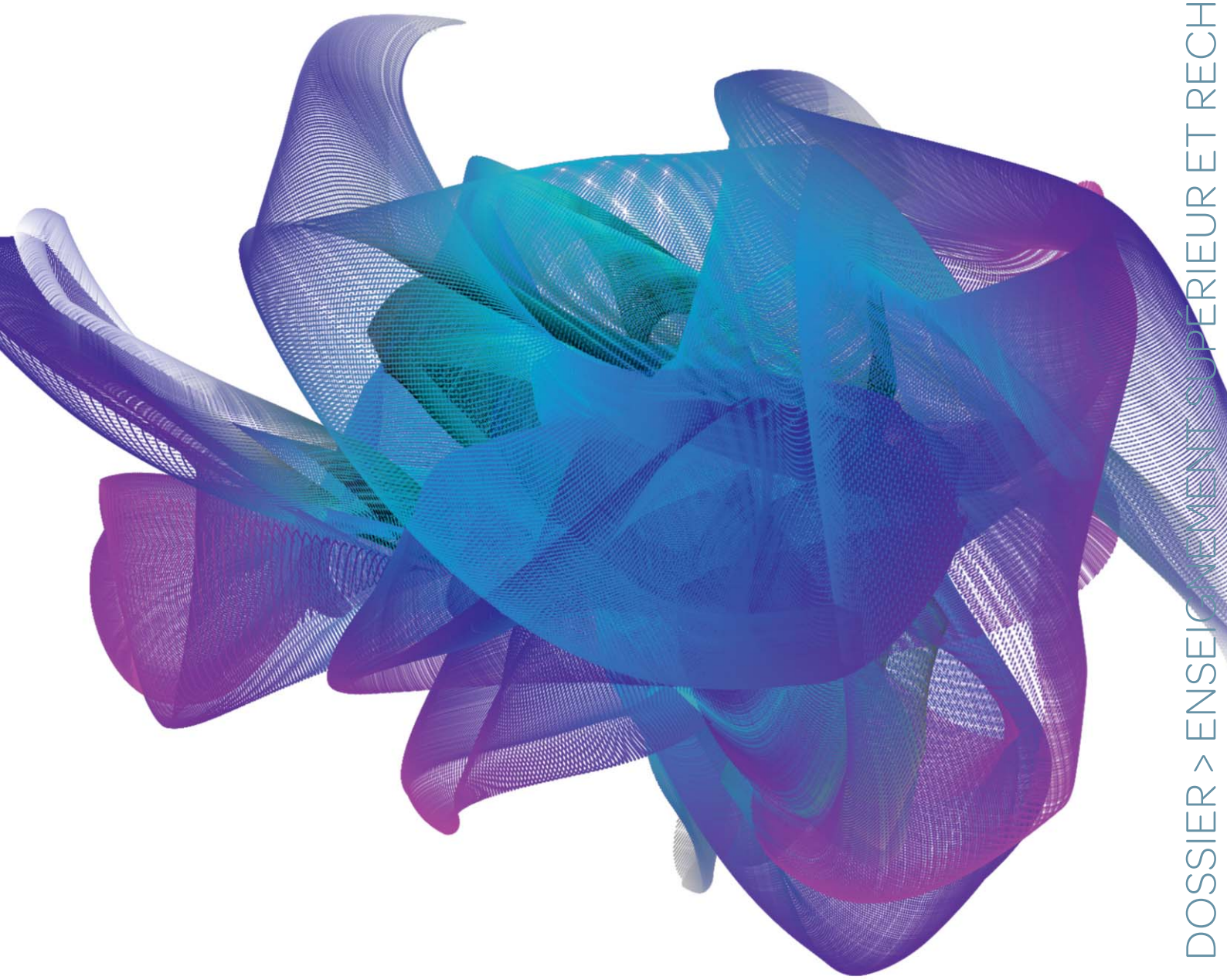
des chercheurs eux-mêmes, bien entendu à l'écoute de la société. Condorcet remarquait déjà ceci : « En général, tout pouvoir, de quelque nature qu'il soit, en quelques mains qu'il ait été remis [...] est naturellement ennemi des Lumières ».

• Pour jouir de la plénitude de leurs droits, pour ne pas être en état de dépendance, les citoyens doivent être instruits des grands enjeux des sciences et techniques, des principaux acquis et discussions des sciences humaines et sociales. Cette instruction n'est pas un catéchisme, elle doit aussi faire apparaître les questions ouvertes et donner le coup d'envoi des débats. L'université est aussi le lieu pour apprendre à débattre, à être bousculé dans ses représentations.

En d'autres termes, l'étudiant doit non seulement pouvoir apprendre un métier, mais également obtenir le recul pour en changer et acquérir le bagage du citoyen et de l'humaniste.

Bien sûr, Condorcet avait ses limites. En particulier, il croyait que « toutes les classes de la société n'ont qu'un même intérêt » et que toutes les mauvaises décisions politiques ont pour origine des ignorances ou des « erreurs » de raisonnement. Il se faisait aussi quelques illusions sur les bienfaits de la liberté du commerce (dans des conditions certes différentes des nôtres). Les siècles suivants ont montré l'existence d'autres dimensions. Mais, comme l'a pointé Jaurès dans l'*Histoire socialiste de la Révolution française*, une fois ces nouveaux éclairages pris en compte, le message de Condorcet sur la laïcité et l'instruction publique reste très actuel. ■

***Pierre Crépel** est responsable de la rubrique Sciences de *La Revue du projet*.



# LA CULTURE DE L'ÉVALUATION

Les gouvernements successifs ont essayé de faire entrer la culture de l'évaluation pour, officiellement améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) (qualité dont il n'existe pas de définition). En ces périodes de diminution drastique des crédits publics, les objectifs réels sont plutôt le pilotage des formations et de la recherche, mais aussi un outil de « gestion des ressources humaines » (GRH).

PAR **MAURICETTE NEVEU***

On ne peut pas évaluer tous les « objets » de la même manière et par les mêmes acteurs, nombreux et variés comme l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), l'Agence nationale de la recherche (ANR), le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), le Comité national de la recherche scientifique (CoNRS), le Conseil national des universités (CNU), etc.

## L'EXCLUSION DES RECHERCHES FONDAMENTALES

La culture de l'évaluation s'est accompagnée du financement sur projet à court ou moyen terme, à la place des crédits récurrents sur un temps long, par le biais de l'ANR, tendant à exclure les recherches fondamentales, et en particulier les recherches non « utilitaristes ».

L'évaluation des laboratoires, équipes, et projets a été confiée à l'AERES qui par une note globale et un tri des membres des équipes en « produisant » et « non produisant », a mis en concurrence établissements, laboratoires, équipes, enseignants-chercheurs… Les crédits attribués aux équipes étant liés à ces indicateurs arithmétiques sans base ni scientifique ni qualitative, les soi-disant « non produisant » peuvent subir des sanctions allant jusqu'à l'exclusion. C'est ce qui est vécu dans les établissements depuis plusieurs années. Que deviennent alors travail en équipe, répartition des rôles dans une équipe, responsabilité collective, qu'il nous faut rétablir d'urgence ?

Ce « tri » est une tentative d'évaluation individuelle des enseignants-chercheurs, confiée au CNU en 2009 par la réforme du décret statut mais refusée par le CNU car liée à la modulation de service : une « mauvaise » évaluation entraînant un service d'enseignement à la hausse sans paiement d'heures supplémentaires. L'enseignement devient alors une punition pour les « mauvais » chercheurs. L'évaluation est bien là, un outil de gestion des personnels et un palliatif à la non-création de postes d'enseignants-chercheurs.

Comment admettre l'évaluation des enseignants-chercheurs alors qu'ils ne disposent plus des minima pour exercer correctement leurs missions, et que les conditions de travail se dégradent de jour en jour et de réforme en réforme ?

> « L'enseignement devient alors une punition pour les « mauvais » chercheurs. »

Certains voient l'évaluation au niveau national, essentiellement des enseignants-chercheurs, comme un contre-pouvoir à l'autonomie des établissements mise en place par la loi LRU ou encore comme l'obligation qui est faite aux fonctionnaires de rendre des comptes à l'opinion publique.

## UNE CULPABILISATION DE LA PROFESSION

Une évaluation qualitative, individuelle peut-être, collective sûrement, sur la base du volontariat et incluant les conditions de travail, doit permettre de trouver des solutions au décrochage possible de certains enseignants-chercheurs. Cette évaluation ne peut être pratiquée que par un dialogue direct entre une instance nationale telle le CNU, composée d'élus, indépendante des pouvoirs politiques locaux et nationaux et les demandeurs.

S'il est vrai que les fonctionnaires doivent des comptes aux citoyens, les enseignants-chercheurs dans leur très grande majorité, font leur travail et même au-delà et sont évalués régulièrement par le biais des concours permanents (promotions, congés pour recherches ou conversions thématiques (CRCT)…). Faire croire le contraire c'est essayer de culpabiliser l'ensemble de la profession, comme on culpabilise les malades sur le déficit de la sécurité sociale. Si la situation économique était autre et si les pouvoirs politiques acceptaient enfin de donner les moyens à l'ESR, et aux services publics, les « décrocheurs » seraient sans doute moins nombreux et plus besoin d'individualiser les services ou placardiser quelques-uns.■

***Mauricette Neveu** est professeur d'informatique.

**Réagissez aux articles, exposez votre point de vue.**
**Écrivez à** revue@pcf.fr

Le site **http://www.change.org** met en ligne une pétition adressée au ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Celle-ci a reçu déjà plus de 10 000 soutiens. Votre Revue vous propose de la signer et de la faire signer largement.

*Ce texte, comme d'autres qui régulièrement rencontrent un écho important, montre la conscience et la résistance du milieu universitaire aux contre-réformes libérales.*

## PÉTITION

# POUR UN RÉEL CHANGEMENT À L'UNIVERSITÉ ET DANS LA RECHERCHE

Nous, membres de la communauté universitaire et scientifique, avons été étonné par la lecture de l'article paru sur le site du *Monde* ce 2 avril 2014 sur la politique « consensuelle » menée par Madame la ministre Geneviève Fioraso. La situation est si grave que quelques exemples glanés ces derniers mois suffisent pour prendre la mesure du désastre de la poursuite de la LRU - loi relative aux libertés et responsabilités des universités - par le gouvernement Ayrault.

Le 25 octobre 2013, la Conférence des présidents d'universités (CPU) a tiré la sonnette d'alarme avec sa « Motion relative aux moyens des universités » : « Aujourd'hui, les solutions utilisées et les efforts consentis atteignent leurs limites [...] la situation à laquelle nous sommes confrontés sera bientôt intenable pour la majorité de nos établissements. À court terme, l'ensemble des universités françaises risque de ne plus pouvoir assurer les missions de service public que l'État leur a assignées ». Tout récemment, le mois dernier, le Conseil scientifique du CNRS et l'Académie des sciences ont fait de même.

Le monde universitaire bruit de nouvelles atterrantes qui émaillent notre quotidien : chargés de travaux dirigés (TD) congédiés la veille des cours, non-recrutement et précarisation de fait des non-titulaires, mise sous tutelle de certaines universités par les rectorats (contrairement aux promesses de campagne), dégradation des lieux d'enseignement, chauffage coupé, etc. Thomas Piketty, directeur d'études à l'EHESS, dénonçait aussi la « faillite silencieuse à l'université » (*Libération*, 18 novembre 2013), principal échec de la présidence Hollande, alors même que le transfert financier à effectuer est minime pour résoudre la crise actuelle, l'enseignement supérieur et la recherche étant dotés d'un budget très restreint par rapport à d'autres pays d'importance comparable. Dans un texte remarqué, Alain Prochiantz, professeur au Collège de France, reprenait les commentaires de la Cour des comptes relatifs à l'inefficacité du très dispendieux Crédit impôt recherche (CIR), pour mieux souligner à l'inverse la sous-dotation de la recherche française fondamentale, à qui il manquerait selon lui 2 à 3 milliards d'euros (à comparer aux 6 à 7 milliards d'euros de la niche fiscale que constitue ledit CIR).

Hier impensable, l'idée d'une faillite financière des universités semble aujourd'hui une quasi-fatalité. Elle est le résultat d'un effet mécanique de la LRU, comme le montre la situation dramatique de l'université qui avait été la (trop ?) bonne élève de la mise en œuvre des réformes Pécresse : l'université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Après avoir risqué la cessation de paiement, obtenu entre-temps de l'État deux avances remboursables, être passée sous tutelle rectorale, l'université connaît enfin son budget pour 2014. Certes, le ministère a pointé la responsabilité de l'ancienne présidente et l'a démise de ses fonctions de rectrice de l'académie de Dijon ; mais le système qui a rendu cette situation possible est en place dans toutes les universités.

L'Association des sociologues enseignants du supérieur (ASES) montre que d'autres universités avec des ressources et des statuts fort différents connaissent actuellement, du fait de l'autonomie imposée, les mêmes difficultés financières qui menacent leurs missions d'enseignement et de recherche à court et moyen termes. Dans l'incertitude, les universités bricolent : réduction des semaines de cours, diminution des heures de travaux dirigés (qui sont pourtant la meilleure chance de réussite des étudiants), suppression d'enseignements, tarification des heures de cours magistral au coût des heures de TD (ce qui revient à faire plus d'heures de cours, mais payées beaucoup moins). Contrairement à ce qui est affirmé aujourd'hui, on ne pourra certainement pas échapper à l'augmentation des droits d'inscription. Payer davantage pour un enseignement supérieur de moindre qualité et une recherche au rabais ? Comment croire que c'est ainsi que l'on veut rendre l'Université et la Recherche meilleures ?

Il est pour le moins paradoxal qu'un gouvernement dit « de gauche » poursuive la fragilisation, si ce n'est le démantèlement, des missions de service public en appelant notamment à reproduire le modèle – supposé plus efficace – de l'entreprise, loin de toute négociation ou même concertation.

Quels que soient leur discipline, leur institution, leur statut et même leur sensibilité, les témoignages des acteurs du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur concordent. Tous s'alarment du peu d'intérêt porté à une véritable politique de la recherche dans un contexte d'austérité programmée, du peu de crédit accordé à la parole même des chercheurs et des enseignants, du peu de respect pour le travail des personnels administratifs noyés sous le flot incessant des réformes, des réorganisations et autres refontes de nomenclatures qui ne cessent de produire des situations inextricables et des injonctions contradictoires. Du côté des grands organismes, le manque de transparence des procédures choque de la part d'un gouvernement qui en avait fait son engagement. [...]

Le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur attendait beaucoup de ce remaniement : la prise en compte de l'immense déception suscitée par la politique menée depuis deux ans. Non, il n'y a donc pas apaisement, mais bien au contraire montée de la colère et du découragement. Sans aucune perspective d'amélioration.

Ne serait-il pas temps aujourd'hui d'insuffler enfin une nouvelle dynamique pour conduire la politique qui avait été promise et souhaitée : allégement de l'incroyable empilement bureaucratique et de l'inénarrable accumulation des évaluations qui paralysent plus qu'elles ne stimulent la recherche ; confiance envers les chercheurs et les enseignants-chercheurs ; soutien au développement d'un monde scientifique fondé sur la coopération et l'échange ; frein à l'absurde logique de compétition et de course à la prétendue excellence qui n'est le plus souvent que la preuve la plus éclatante de la capacité à se conformer aux attentes du politique ? Bref, rendre encore possibles l'invention scientifique et l'innovation pédagogique.

Au moment où la « compétitivité » de la recherche française à l'international est évoquée comme le Saint Graal, pourquoi mettre en danger l'attractivité des universités et de la recherche ? Pourquoi poursuivre aveuglément des réformes qui accentuent les défauts qu'elles visent à réformer ? L'inquiétude sur la pérennité du modèle universitaire et scientifique français est-elle moins forte aujourd'hui ? Non. Elle n'a même certainement jamais été aussi grande.■

## COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET

**Pierre Laurent**
Secrétaire national du PCF
**Responsable national du projet**

**Isabelle De Almeida**
**Responsable nationale adjointe du projet**

**Marc Brynhole**

**Olivier Dartigolles**

**Jean-Luc Gibelin**

**Isabelle Lorand**

**Alain Obadia**

**Véronique Sandoval**

## COMITÉ DU PROJET

### AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT

**Xavier Compain**
xcompain@pcf.fr

### CULTURE

**Alain Hayot**
ahayot@wanadoo.fr

### DROITS ET LIBERTÉS

**Fabienne Haloui**
fabienne.haloui@wanadoo.fr

### DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME

**Laurence Cohen**
cohenperdrix@gmail.com

### ÉCOLOGIE

**Hervé Bramy**
hbramycg93@wanadoo.fr

### ÉCONOMIE ET FINANCES

**Yves Dimicoli**
ydimicoli@pcf.fr

### ÉDUCATION

**Marine Roussillon**
marine.roussillon@wanadoo.fr

### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - RECHERCHE

**Anne Mesliand**
amesliand@orange.fr

### JEUNESSE

**Isabelle De Almeida**
idealmeida@pcf.fr

### MOUVEMENT DU MONDE

**Jacques Fath**
jfath@pcf.fr

### PRODUCTION, INDUSTRIE ET SERVICES

**Alain Obadia**
alain.obadia@orange.fr

### PROJET EUROPÉEN

**Patrick Le Hyaric**
plehyaric@humanite.fr

### RÉPUBLIQUE, DÉMOCRATIE ET INSTITUTIONS

**Pierre Dharréville**
pdharreville@bdr13.pcf.fr

### SANTÉ, PROTECTION SOCIALE

**Jean-Luc Gibelin**
jean-luc.gibelin@orange.fr

### SPORT

**Nicolas Bonnet**
nbonnet@pcf.fr

### TRAVAIL, EMPLOI

**Véronique Sandoval**
sandoval_ve@yahoo.fr

### VILLE, RURALITÉ, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Isabelle Lorand**
ilorand@pcf.fr

ÉCONOMIE POLITIQUE
**Frédéric Rauch**
frauch@pcf.fr

Progressistes
**Amar Bellal**
bellal.amar@gmail.com

LA REVUE DU PROJET
**Guillaume Roubaud-Quashie**
gquashie@pcf.fr

espaces Marx
**Patrice Cohen-Seat**
pcohen-seat@pcf.fr

lem
**Michel Laurent**
Lieu d'études sur le mouvement des idées et des connaissances
mlaurent@pcf.fr

## L'ÉQUIPE DE LA REVUE

**Guillaume Roubaud-Quashie**
Rédacteur en chef

**Caroline Bardot**
Rédactrice en chef adjointe

**Hélène Bidard**
Rédactrice en chef adjointe

**Davy Castel**
Rédacteur en chef adjoint

**Igor Martinache**
Rédacteur en chef adjoint

**Noëlle Mansoux**
Secrétaire de rédaction

**Frédo Coyère**
Mise en page et graphisme

**Sébastien Thomassey**
Mise en page

**Vincent Bordas**
Relecture

**Gérard Streiff**
Combat d'idées

**Marine Roussillon**
Critiques

**Côme Simien**
Histoire

**Florian Gulli**
Mouvement réel

**Nicolas Dutent**
Mouvement réel/Regard

**Francis Combes**
Poésies

**Franck Delorieux**
Poésies

**Corinne Luxembourg**
Production de territoires

**Étienne Chosson**
Regard

**Jean Quétier**
Mouvement réel

**Renaud Boissac**
Droit

**Amar Bellal**
Sciences

**Pierre Crépel**
Sciences

**Anthony Maranghi**
Communication

**Michaël Orand**
Statistiques

**Léo Purguette**
Travail de secteurs

**Alain Vermeersch**
Revue des média

**Séverine Charret**
Production de territoires

LA REVUE DU PROJET

# CHAQUE MOIS UN THÈME QUI VOUS CONCERNE
# POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE
# UN PROJET D'ÉMANCIPATION HUMAINE

***En ligne sur : http://projet.pcf.fr***

# CITOYENNES, CITOYENS... PARTICIPEZ !

## « BEAUCOUP METTENT DE L'ÉNERGIE À RÉSISTER, IL EN FAUT TOUT AUTANT QUI SE MÊLENT DU DÉBAT POLITIQUE ! »

**Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a invité ainsi l'ensemble des forces sociales, syndicales, associatives, à investir le débat d'idées et à participer à la construction d'une véritable alternative politique à gauche.**

Nous voulons nous appuyer sur l'expérience professionnelle, citoyenne et sociale de chacune et chacun, en mettant à contribution toutes les intelligences et les compétences. *La Revue du projet* est un outil au service de cette ambition.
Vous souhaitez apporter votre contribution ? Vous avez des idées, des suggestions, des critiques ? Vous voulez participer à un groupe de travail en partageant votre savoir et vos capacités avec d'autres ?

**LAISSEZ-NOUS VOS COORDONNÉES, NOUS PRENDRONS CONTACT AVEC VOUS.**
**OU ÉCRIVEZ-NOUS PAR COURRIEL À : revue@pcf.fr**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse postale : .....

Portable : ..... Adresse électronique : .....

Profession : .....

Centre d'intérêt et/ou compétences : .....

**La Revue du projet - 2, place du Colonel-Fabien - 75019 Paris**

Entretien réalisé par **Léo Purguette**



# Toutes les familles ont les mêmes droits

La journée internationale de lutte contre l'homophobie a lieu le 17 mai. L'occasion de faire le point avec **Ian Brossat**, responsable national du PCF en charge des droits des personnes LGBT (lesbiennes, gays, bi et trans), sur une bataille loin d'être gagnée en France un an après le vote de la loi Taubira.

**Un an après le débat autour de la loi sur le mariage pour tous, quelle est la situation de l'homophobie en France ?**

Au moment du débat sur la loi, la parole homophobe s'est libérée. Les positions d'un certain nombre de responsables politiques de droite – voire leur soutien aux manifestations hostiles au mariage pour tous – lui ont donné une forme de légitimité insupportable. De l'automne 2012 au printemps 2013, nous avons tous constaté une recrudescence des violences homophobes dans la plupart des grandes villes de France. SOS Homophobie évoque ainsi une hausse de 27 % des témoignages en 2013, la plus forte hausse depuis huit ans. Plus préoccupant encore, l'homophobie en milieu scolaire a explosé la même année : +35 %. La parole homophobe n'est pas une parole comme une autre. Ce n'est pas une opinion. L'homophobie est un poison, un mal contagieux. Si l'on agite des idées homophobes tous les jours à la radio et à la télévision, elles s'insinuent, elles prospèrent. Après les insultes, les coups et le sang – c'est toujours ainsi.

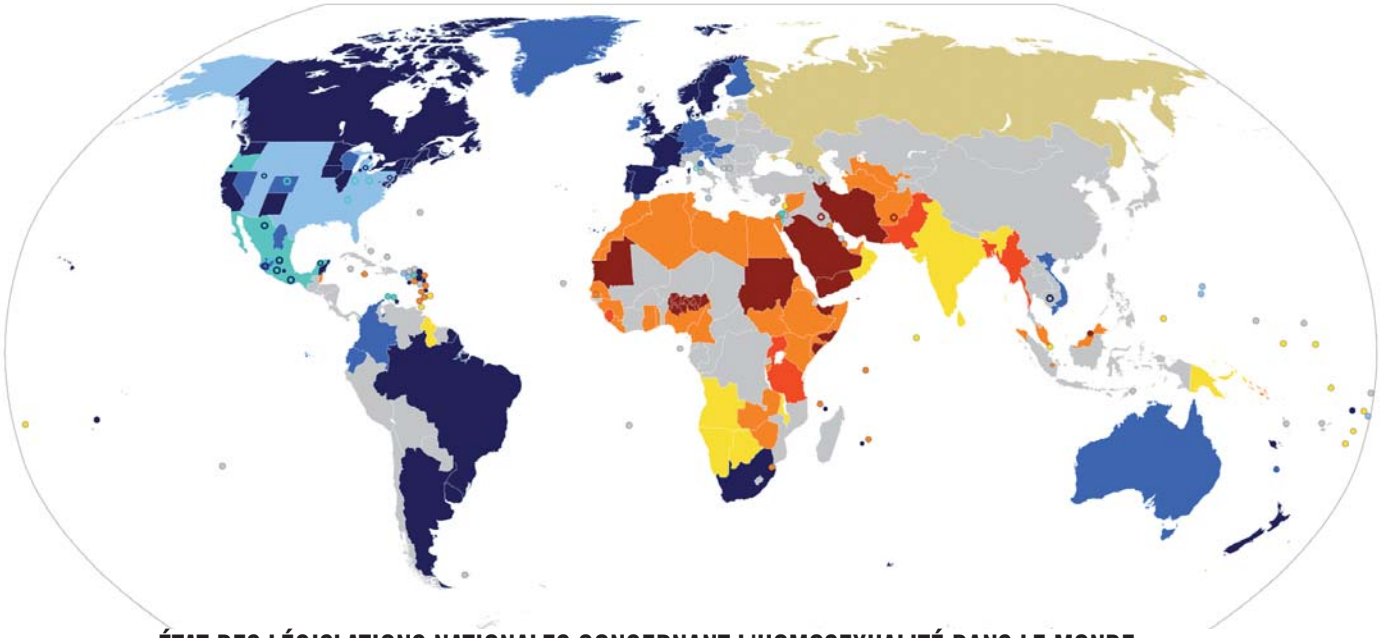
Aujourd'hui, je constate, certes, que les agressions et les violences physiques homophobes ne font plus les gros titres. En revanche, le discours, lui, s'est banalisé. La droite française porte la responsabilité d'un recul et d'un déchirement. Le mariage pour tous prenait acte d'une évolution de la société française – de l'égalité de tous les couples et de toutes les familles. Pour certains, cette égalité était inacceptable et ils l'ont fait savoir. Si la loi est passée, les cicatrices de ce débat seront longues à refermer. Les insultes, les violences mettent du temps à s'oublier. Mais surtout, la banalisation du discours homophobe porte la menace constante d'une nouvelle explosion de haine. Et c'est en ce sens que je parle de recul, de régression. Il nous faut reprendre tout un travail d'explication, de pédagogie, qui a été beaucoup fragilisé, notamment auprès des plus jeunes. La responsabilité des apprentis sorciers de la haine, de tous ceux qui ont joué avec le feu, par idéologie ou par calcul politique, est immense. L'homophobie, aujourd'hui, est une bête réveillée, dont la laisse est coupée et qui est aux aguets, une bête qui attend son heure. Nous devrons être au rendez-vous pour la combattre.

> « L'homophobie, aujourd'hui, est une bête réveillée, dont la laisse est coupée. »

**Comment analysez-vous le succès de la rumeur sur la prétendue « théorie du genre » à l'école ? Que nous dit-il sur l'état de la société ?**

La rumeur sur la prétendue « théorie du genre » illustre exactement ce que je vous disais sur l'homophobie. La haine, la peur, n'attendent qu'un prétexte pour se manifester. Toute occasion est bonne à prendre. Une société de l'information comme la nôtre est aussi une société de la rumeur. La distinction est parfois difficile. Quand une société va bien, elle fait plus ou moins la part des choses. En ce qui concerne la « théorie du genre », le sillon creusé par les opposants au mariage pour tous était trop profond, trop frais, pour que la rumeur ne se propage pas. Elle répétait l'amalgame nauséabond de l'enfance en danger et de l'homosexualité sur un autre mode, sous d'autres formes. Le refrain est connu, on l'a beaucoup entonné ces derniers temps. Mais surtout, cette guerre un peu ridicule contre la prétendue « théorie du genre » en cache une autre – contre l'égalité. Ce que l'on refuse, c'est l'égalité des hommes et des femmes. Car c'est un combat qui commence dès le plus jeune âge, quand les premières représentations, parfois les premières caricatures, se fixent. Et le plus consternant dans toute cette affaire, c'est de voir qu'une partie de la gauche se défile, voire bat en retraite. Quand Manuel Valls plaide pour « l'apaisement sur les sujets de société », à l'occasion de son discours de politique générale, il est comme un boxeur qui hésite, qui esquive sans jamais répondre aux attaques de l'adversaire. Il a déjà perdu le combat. Je trouve que le succès de cette rumeur sur la prétendue « théorie du genre » à l'école démontre deux choses : les conséquences à long terme d'un discours de haine désormais installé et légitime, ainsi que les atermoiements dangereux d'une partie de la gauche au moment où il s'agit pourtant de s'engager. On ne peut pas s'étonner quand on laisse faire.

**Des élus et candidats de gauche ont dénoncé l'instrumentalisation par la droite et l'extrême droite du mariage pour tous à l'occasion des élections municipales pour s'adresser à un électorat populaire notamment de religion**



**ÉTAT DES LÉGISLATIONS NATIONALES CONCERNANT L'HOMOSEXUALITÉ DANS LE MONDE**

**HOMOSEXUALITÉ LÉGALE**

- Mariage homosexuel
- Autre type de partenariat (ou concubinage)
- Mariage reconnu mais non célébré
- Mariage reconnu seulement au niveau fédéral
- Unions de personnes de même sexe non reconnues

**HOMOSEXUALITÉ ILLÉGALE OU RÉPRIMÉE**

- Restrictions de la liberté d'expression
- Sanctions non appliquées
- Peine de prison
- Jusqu'à la prison à vie
- Peine de mort
- Pas d'information sur la peine

**musulmane et le détourner des progressistes. Partagez-vous ce constat ? Est-il possible d'en mesurer l'effet ?**
Il s'agit d'une question difficile. Il est évident qu'une partie de la droite et l'extrême droite ont sciemment décidé de jouer la carte électorale anti « mariage pour tous ». Il faut se souvenir, cependant, que le rapprochement entre la droite et l'extrême droite ne date ni de 2013, ni du mariage pour tous. Depuis la campagne présidentielle de 2007, les discours se confondent, l'image se brouille. Marine Le Pen se dédiabolise à mesure que la droite française s'encanaille et se perd. Sans projet, en proie aux guerres intestines, c'est une droite qui est prête à tout, à réveiller la haine et à exciter les peurs pourvu que cela marche. D'un certain point de vue, je ne suis pas surpris qu'à l'occasion des élections municipales, la droite et l'extrême droite se soient retrouvées dans ce calcul immonde.

> « Et le plus consternant dans toute cette affaire, c'est de voir qu'une partie de la gauche se défile, voire bat en retraite. »

Pour le reste, je crois que les électeurs savent aussi faire la part des choses. Je crois que les raisons d'un vote, notamment aux élections municipales, sont plus complexes que cela. Mars 2014 n'a pas été un référendum pour ou contre le mariage pour tous. En grande majorité, les électeurs se sont prononcés sur des enjeux locaux et contre l'austérité des politiques gouvernementales. L'électorat populaire a surtout fait la « grève des urnes » pour dire sa déception et son opposition à l'austérité. Pour moi, l'incidence du mariage pour tous est minime. Certes, il existe, pour une part. Il y a une tentation, de la part de la droite, visant à bâtir une alliance des « conservatismes » sur des sujets de société, rassemblant des gens qui ont, par ailleurs, des intérêts économiques et sociaux totalement contradictoires. Il nous appartient de déjouer ce piège.

**Au gouvernement, la question de l'ouverture de la PMA aux couples de femmes semble définitivement abandonnée. Qu'en est-il pour les communistes ?**
Pour les communistes, la question est très claire. Il s'agit d'un droit qu'on ne peut pas différer. Et sur lequel il n'est pas question de rogner. La demi-mesure est déjà un recul. Il n'y a pas de moitiés de droits, de gens plus ou moins égaux que d'autres. Les familles ont toutes les mêmes droits, nous avons le devoir de n'en abandonner aucune. Je suis très déçu que le gouvernement batte en retraite, aujourd'hui. Il donne raison à ceux qui n'aiment pas l'égalité et qui ont manifesté en 2012 et 2013 avec des slogans ignobles. Quand il s'agit de l'égalité, il faut avoir du courage, la cause est trop importante pour qu'on se permette des manœuvres dilatoires et des compromis de coulisses ! Comment l'histoire aurait-elle jugé Robert Badinter s'il avait préféré ne pas « froisser » les partisans de la peine de mort – et qu'il ne l'avait abolie que jusqu'à un certain point ? Aujourd'hui, arrivé à la moitié du chemin, le gouvernement recule. Nous, nous ne reculerons pas. À chaque pas que le gouvernement fera sur place ou en arrière, nous serons d'autant plus déterminés et combatifs.

> « Mars 2014 n'a pas été un référendum pour ou contre le mariage pour tous. »

**Comment répondez-vous à ceux qui à gauche jugent ces questions secondaires au regard de l'urgence sociale ? Comment la lutte pour l'égalité des droits des personnes LGBT prend sa place dans le projet communiste ?**
Pour les communistes, il n'y a pas de hiérarchie entre les combats, les injustices ou les inégalités. L'émancipation est au cœur du projet communiste, quelle qu'elle soit. Le pire ennemi des militants de l'égalité, c'est d'accorder plus de valeur intrinsèque à une lutte qu'à une autre. Dévaluer un combat au profit d'un autre. Il n'y a pas de concurrences entre les inégalités à moins de tomber justement dans le piège de l'inégalité – et d'en créer à nouveau. ■

## Génocide au Rwanda : « la décision du gouvernement est grave et regrettable »

Qu'attendent encore les autorités françaises pour ouvrir leurs archives diplomatiques et militaires sur le génocide au Rwanda et les années qui l'ont précédé ?

Vingt ans après, la vérité cherche toujours à se frayer un chemin. Et tant qu'on ne créera pas les conditions pour faire toute la lumière sur cet épisode tragique de l'histoire, la France restera prisonnière d'une logique préjudiciable au continent africain et à elle-même.

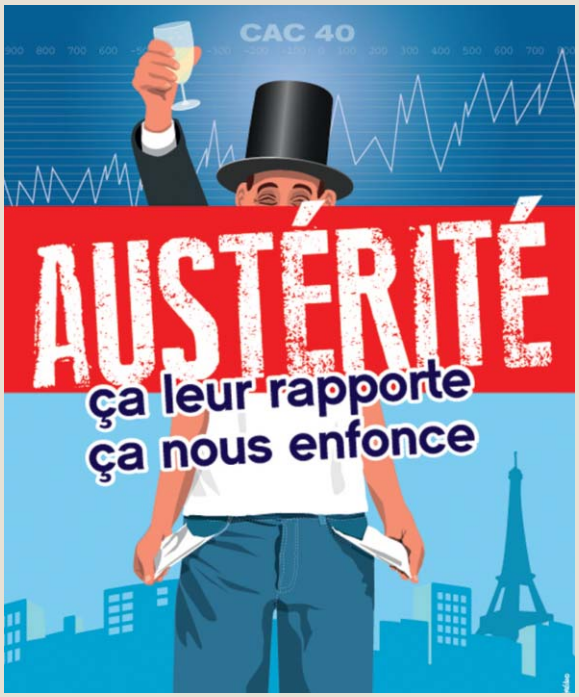
Alain Juppé, ancien ministre des Affaires étrangères à l'époque du génocide, a appelé samedi François Hollande « à défendre l'honneur de la France », face à ce qu'il qualifie « d'inacceptable mise en cause de la France » par le président rwandais Paul Kagamé. Mais défendre l'honneur de la France, ce n'est pas faire semblant de s'insurger, c'est produire des actes : si Monsieur Juppé et les acteurs de l'époque veulent vraiment défendre l'honneur de notre pays, c'est très simple, qu'ils commencent par demander la levée du secret-défense, la communication aux chercheurs, aux parlementaires et au public de tous les documents officiels concernant le rôle de la France, y compris les archives de l'Élysée portant sur le génocide.

La réalité est qu'il y a beaucoup trop de zones d'ombre sur ces années entre 1990 et 1994 où la France a soutenu le pouvoir rwandais qui préparait le génocide, en livrant des armes et en participant au commandement militaire à Kigali (opération Noroît). Les services diplomatiques et militaires avaient alerté en vain le gouvernement français sur l'imminence d'un massacre organisé. Le rôle complice des autorités françaises dans le génocide est hélas attesté. Elles ont même facilité la fuite des assassins vers le Congo voisin.

Il y a une leçon à tirer pour la France elle-même du drame inhumain qui s'est déroulé. Nous devons reconsidérer de fond en comble nos relations avec les peuples et les États africains, plutôt que de considérer l'Afrique comme une zone d'intervention prioritaire sur le plan militaire sans jamais promouvoir une véritable politique de coopération et d'échange laissant aux Africains la maîtrise de leurs choix politiques et économiques de leurs pays.

La décision du gouvernement français de ne pas envoyer de représentant officiel de haut rang aux cérémonies du vingtième anniversaire est grave et regrettable : la politique de la chaise vide porte d'abord atteinte à la mémoire du million de femmes, d'enfants et d'hommes victimes de la barbarie génocidaire.

**INTERNATIONAL**




## Le pacte de responsabilité va piller la Sécurité sociale

Le gouvernement annonce une ponction sans précédent sur la Sécurité sociale. Les régressions déjà portées sur l'accès aux soins, les retraites de base, les retraites complémentaires, la politique familiale, l'assurance-chômage ne vont pas « suffire » à ce pacte.

En se soumettant au diktat de la commission européenne, plutôt que d'agir pour la transformation de sa politique, le gouvernement envisage qu'une somme de 21 milliards soit ponctionnée sur la Sécurité sociale. En fait, le pacte de responsabilité sera financé, pour la moitié, par une ponction sur la Sécurité sociale. Il serait payé directement par une baisse de la sécurité pour les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes.

C'est pour opérer cette ponction insupportable que le budget de la Sécurité sociale a été retiré au ministère des affaires sociales.

Les profits peuvent être tranquilles, les dividendes aux actionnaires, les grands groupes financiers ne seront pas concernés par cette nouvelle cure d'austérité.

Décidément ce pacte est inacceptable, il n'est ni responsable, ni solidaire. Au contraire, la gauche doit mener une politique de reconquête de la Sécurité sociale. Il faut agir pour une Sécurité sociale qui rembourse à 100 % les soins prescrits, développer le service public hospitalier, le service public ambulatoire de proximité. Il faut agir pour une Sécurité sociale universelle, et non la piller.

**SANTÉ-PROTECTION SOCIALE**

# RETOUR SUR LA DROITISATION

Je fais partie des lecteurs qui attendaient avec impatience le numéro sur la droitisation de *La Revue du projet*. Ce concept à usages multiples devait, à mon sens, faire l'objet d'une déconstruction salutaire, ce que le dossier réalise très bien en restituant les dynamiques de long terme qui démontrent les lacunes de cette notion. Pourtant, malgré ces apports, l'actualité est parfois cruelle pour les rédacteurs des revues, puisque le numéro *Pour en finir avec la droitisation* est sorti le même mois qu'une vague de mobilisation à droite puissante et dévastatrice. Massive, sans concession dans ses conquêtes, la mobilisation de la droite n'invalide pas les réflexions du dossier, qui insiste sur l'attachement aux valeurs de gauche tout en pointant ses difficultés à gagner une politisation durable pour la transformation sociale. Elle invite, cependant, ceux qui voudraient se rassurer à bon compte à ne pas écraser la complexité de la situation actuelle. Ainsi je voudrais insister sur deux des nombreux apports du dossier mais également sur deux compléments qui pourraient les amender.

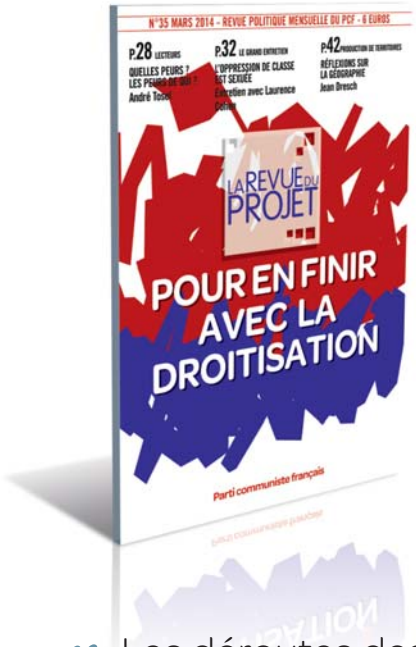
Premier apport : la thématique de la droitisation est une thématique aux usages multiples qui porte parfois une forme de disqualification des classes populaires. Ces dernières sont souvent identifiées, dans le discours médiatique, comme des classes conservatrices et réactionnaires. Le dossier insiste à juste titre sur les limites de ce type de constats. Les raccourcis sur le vote FN « populaire » servent par exemple à dédouaner la gauche de ses responsabilités en matière de mobilisation de l'électorat ouvrier et employé.

Second apport : le dossier met en avant les équilibres des rapports de force électoraux gauche/droite à long terme et l'attachement de la population française aux valeurs de gauche (anti-libéralisme économique, tolérance, etc.). Il s'agit à mon sens de deux points clés qui montrent la persistance de l'idée que la gauche reste partiellement identifiée à un idéal capable de mobiliser des majorités populaires sur un vote à défaut de changer la vie des salariés et des citoyens.

L'ensemble de ces résultats doit inciter à la vigilance face au discours noircissant le tableau des valeurs et des projets qui traversent la société française. Ces constats « dramatisant » l'état de la politique sont peu propices à l'action mais surtout ils évitent de réfléchir aux ressources subjectives disponibles pour notre combat. La gauche n'est pas encore en état de « mort cérébrale »… il lui reste des points d'appui dans les consciences, les votes et l'action collective.

Pourtant, les déroutes des 23 et 30 mars 2014 imposent un cadre de réflexion nouveau qui aggrave une partie des contradictions qui animent la gauche depuis 1981. Lorsqu'en une élection la gauche perd des villes symboles comme Quimper, Roubaix, Limoges pour le PS, Aubagne ou Villejuif pour le PCF, il est nécessaire d'ajouter quelques questions substantielles au constat de la présence importante des valeurs de gauche dans notre société. Celles-ci portent à mon sens sur la question de l'incapacité de la gauche à « changer la vie » en s'appuyant sur des relais à l'échelle des quartiers et des entreprises.

Les valeurs déclarées dans les enquêtes sur le rapport au capitalisme semblent renforcer la critique populaire du système économique capitaliste. Cependant la droite et le libéralisme peuvent ne pas avoir gagné la bataille des valeurs mais dominer celle du possible et du crédible. Dans un contexte marqué par le reniement des principes d'action de gauche par le gouvernement, la mise en œuvre de programmes de transformation sociale apparaît comme de plus en plus « utopique ».




« Les déroutes des 23 et 30 mars 2014 imposent un cadre de réflexion nouveau qui aggrave une partie des contradictions qui animent la gauche depuis 1981. »

La droite a réussi depuis 2012 à trouver les média de politisation – association de défense de la famille traditionnelle, syndicat de petits entrepreneurs, etc. – qui ont pris le relais sur le terrain des valeurs énoncées nationalement par l'UMP. La crise de la mobilisation à gauche est aussi une crise de sa vie associative – associations laïques, syndicats de salariés, etc. Déboussolés par la perte de repères organisée par le PS, déçus par les projets de réforme du gouvernement, ils n'ont pu participer à une mobilisation populaire. Le constat est à nuancer selon les situations et les forces politiques menant les listes mais une question s'impose à nous : où sont les organisations de la société « civile », au sens noble du terme, qui peuvent donner à voir notre projet comme celui du voisin ou de l'ami ? Notre absence et celle de relais dans la vie de quartier ou de l'entreprise coûte aujourd'hui cher aux dynamiques prônant l'alternative.

La victoire de mars est une victoire en trompe-l'œil pour la droite, parce qu'elle est signe avant tout de l'échec de la gauche. Cette dernière n'est plus identifiée par les citoyens à une force capable d'améliorer la vie. Le cadre néolibéral, accepté par le PS, rend les stratégies de négociation, d'amendement et d'amélioration de plus en plus difficiles. Il impose un réalisme « non négociable ». Dans un tel contexte, changer la société implique d'annoncer et de crédibiliser le changement comme une rupture sur les règles du jeu en vigueur dans société. Il faut des mots et des gestes capables de redonner aux forces populaires le statut de forces « héroïques » qui peuvent imposer un choix de société. ■

**Yann Le Lann** est sociologue.
Il est un des animateurs d'Espaces Marx.

# Le roman noir de 14-18

Longtemps, le roman noir contourna la Grande Guerre. Le morceau était-il trop gros ? La boucherie trop grande et le crime individuel, du coup, dérisoire, comparé au meurtre de masse ? Il faudra attendre les années quatre-vingt pour voir le roman policier jouer son rôle de dénonciateur et de révélateur d'injustices occultées.

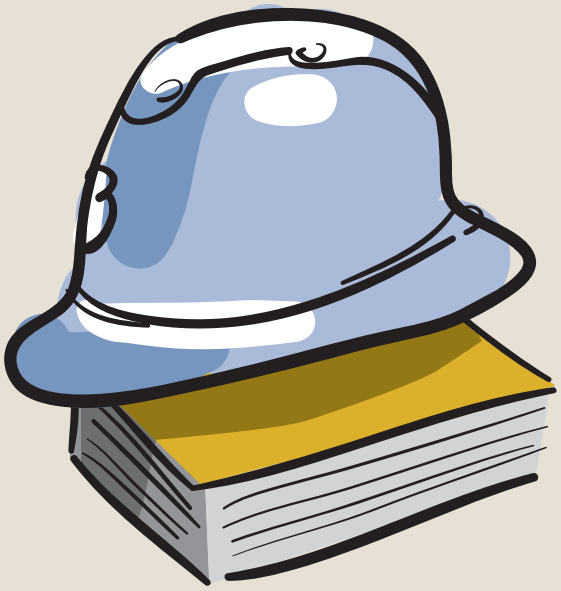
PAR **GÉRARD STREIFF**

La guerre de 14-18 est parfois évoquée dans quelques romans policiers des années vingt. Le premier Agatha Christie, par exemple, *La mystérieuse affaire de Styles*, 1920, se passe durant la première guerre et l'auteur suggère, un moment, que le responsable du meurtre pourrait bien être un espion allemand ! La collection Bouquins vient de ressortir un roman d'espionnage de Conan Doyle sur la même période. Cette guerre va avoir un rôle important dans la vie et la carrière des grands noms du polar américain des années trente. Dashiel Hammett fut brancardier ; Raymond Chandler se retrouva mobilisé en France en mars 1918 ; Horace Mac Coy, bombardier, sera décoré de la Croix de guerre en août 1918 par le gouvernement français. S'ils ne mettent pas en scène cette guerre dans leur livre (à notre connaissance), l'épreuve, s'ajoutant à la dépression économique une dizaine d'années plus tard, va peser sur leur imaginaire noir et leur production ( Peter Cheyney « fit » également 14-18 ). Mentionnons encore ici le grand Jim Thomson qui fut le scénariste du génialissime film, *Les sentiers de la gloire*, de Kubrick (1957).

Il faudra attendre cependant les années quatre-vingt pour que le roman noir français s'empare véritablement du sujet.
C'est Pierre Siniac, un des romanciers les plus originaux et inventifs du polar français, Siniac le rabelaisien, qui ouvre le feu, en 1980, avec un recueil de nouvelles, *L'unijambiste de la cote 284*, Série noire n°1773, qui recevra le Grand prix de la littérature policière 1981, puis avec *Ras le casque,* Collection Engrenage/ Fleuve noir, 1984 : Rémi, aigrefin devenu poilu bien contre son gré, anar et déserteur, se glisse dans la peau d'un colonel qu'il vient de buter et se retrouve prisonnier des Allemands. Las, un flic le reconnaît…
Jean Amila/Meckert réalise dans la foulée un monument du noir avec *Le boucher des Hurlus*, Série noire, 1982. Un groupe de quatre minots, en 1918, font le mur de leur orphelinat de Courbevoie. Il y a là notamment Michel, 8 ans, fils d'un fusillé de 1917, dont le projet est simple, et précis : venger son père et tuer le général Des Gringues, dit le boucher des Hurlus, zone de combats insensés où l'état-major sacrifia des masses d'hommes. Les enfants traversent un Paris en proie à la grippe espagnole, passent Gare de l'Est, haut lieu de mémoire. Ils croisent les fameux BMC, les bordels militaires de campagne, empruntent un train pour Chalons, retrouvent les charniers… Un formidable pamphlet antimilitariste, dans un style fulgurant.
Toujours en 1982, Alain Scoff écrit *Le pantalon*, inspiré de l'affaire Lucien Bersot. Ce poilu, sur le front de l'Aisne, début 1915, souffre du froid dans son pantalon de toile, et réclame un pantalon de laine, réglementaire. Un sergent lui propose le pantalon d'un mort, taché, déchiré. Bersot refuse. Le colonel Auroux, voulant faire un exemple, fait passer Bersot en Conseil de guerre : il sera condamné à mort, et fusillé pour désobéissance.

> « Beaucoup d'auteurs de polars sur 14-18 s'inscrivent dans un discours critique sur la guerre, souvent antimilitariste. »

Deux ans plus tard, en 1984, Didier Daeninckx, dont on sait l'admiration qu'il porte à Amila/Meckert, frappe un grand coup avec *Le der des ders*. Cette enquête policière se passe en 1919, avec un privé à l'américaine et son amante-secrétaire. Le privé est sollicité par un colonel (Fantin), bourgeois cossu qui s'inquiète pour sa femme (au passage, il est question de la mutinerie de troupes russes présentes en France, sauvagement réprimées : ces révoltés seront canonnés). En fait, le colon, pendant la guerre, a tué un témoin de sa lâcheté, un anar. En 1919, les libertaires (héritiers du mouvement de Cochon, qui occupait les logements vides) vont faire chanter l'officier. Pris en tenailles, le privé y laissera sa peau. Belle écriture, là encore.



En 1991, Sébastien Japrisot nous offre *Un long dimanche de fiançailles*. Hiver 1917 : cinq soldats, accusés de s'être auto-mutilés, sont condamnés à mort, et conduits vers les premières lignes du front. Plus tard, Mathilde, la fiancée de Benech, l'un des cinq, veut comprendre et mène l'enquête. Ce formidable roman aura le prix Interallié, et sera adapté au cinéma en 2004 par Jeunet.
*La vigie* de Thierry Jonquet est une nouvelle publiée dans *Le Monde* en 1996 puis reprise dans un recueil en 1998 : la disparition d'une vingtaine de personnes de la ZUP de Feucherolles-les-Essarts a peut-être à voir avec la présence dans la ville du dernier poilu, Laheurtière...

« Refus de la guerre, désobéissance, répression aux armées figurent parmi les grands thèmes de cette littérature noire. »

Robert Deleuse, avec *Un petit regain d'enfer*, en 1999, publié en Jeunesse, raconte la recherche, par les siens, d'un soldat disparu.
Jean Vautrin , avec *Quatre soldats français*, crée une série de quatre ouvrages sur « des rescapés de la sanglante offensive Nivelle, témoins et acteurs des mutineries de 1917 et qui aborderont au cours de courtes rémissions une société civile en pleine mutation qui, déjà, ne les attend plus ».
Plus près de nous, Patrick Pécherot signe *Tranchecaille*, en 2008, à la Série Noire. C'est l'histoire (le procès) d'un fusillé pour l'exemple durant l'été 1917. Lors d'une sortie de tranchée, un officier est tué par un de ses soldats. Tout semble accuser un poilu, un type simple, bougon, colérique, Jonas, surnommé Tranchecaille. Un officier est chargé de mener l'enquête mais cette justice est parodique, pour la forme, et la frime. Alors qu'on comprend que Tranchecaille n'y est (probablement) pour rien, que le coupable est repéré, la hiérarchie accélère la procédure et fait exécuter Jonas. Un récit à la tonalité grise : Pécherot évite le noir et le blanc, la victime inquiète, le bourreau est sans illusion. La Grande Guerre est également très présente dans un autre polar de Pécherot, *Les brouillards de la butte,* qui se passe dans le Paris des années vingt.

On terminera cette revue littéraire avec Pierre Lemaitre, *Au revoir là-haut*, Goncourt, 2013. Ce n'est pas à proprement parler un « polar » même s'il commence par un meurtre, provoqué par un officier pour ressouder ses troupes hésitantes, contre la barbarie boche, dans les tout derniers jours du conflit. L'auteur, comme il l'a reconnu lors de la remise du prix, utilise son« savoir-faire » du roman policier.

Refus de la guerre, désobéissance, répression aux armées figurent parmi les grands thèmes de cette littérature noire, qui participe à sa manière à la mémoire du conflit. ■

## BIBLIOGRAPHIE

**Siniac,** *L'unijambiste de la cote 284,* Série noire, 1980
**Alain Scoff,** *Le pantalon,* 1982
**Jean Amila/Meckert,** *Le boucher des Hurlus,* Série noire, 1982
**Didier Daeninckx,** *Le der des ders,* Série noire, 1984
**Sébastien Japrisot,** *Un long dimanche de fiancailles,* Denoël, 1991 (prix Interallié).
**Thierry Jonquet,** *La vigie,* 1996
**Robert Deleuse,** *Un petit regain d'enfer,* Seuil/jeunesse, 1999
**Jean Vautrin,** *Quatre soldats français,* Laffont : *Adieu la vie, adieu l'amour* (2004), *La femme au gant rouge* (2004), *La grande zigouille* (2009), *Les années Faribole* (2012)
**Thierry Bourcy,** *Les aventures de Célestin Louise, flic et soldat,* Nouveau monde éditions : *La cote 512* (2005) ; *L'arme secrète de Louis Renault* (2006), *Le château d'Amberville* (2007), *Les traîtres* (2008), *Le gendarme scalpé* (2009), *Le crime de l'Albatros* (2010).
**Patrick Pécherot,** *Tranchecaille,* Série noire, 2008
**Gérard Streiff,** *La guerre des petits soldats,* 2003, Flammarion/Castor (roman jeunesse)

**On lira aussi avec profit la biographie intitulée *Jean Meckert, dit Jean Amila, du roman prolétarien au roman noir contemporain*, signé Pierre Gauyat, aux éditions Encrage, 2013.**

« **Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes.** » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande.*



# Détours matérialistes

Aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles les expressions du matérialisme étaient soit censurées, soit clandestines ou parodiques.

PAR **OLIVIER BLOCH***

Des termes en – *isme* et – *iste* servaient dès longtemps avant le début des Temps modernes à désigner des prises de parti en faveur d'une entité, croyance religieuse, secte, ou doctrine, et leurs partisans.

Les termes « matérialisme » et « matérialiste », au singulier comme au pluriel, ne remontent pas, eux, en deçà des dernières décennies du XVII^e^ siècle en Europe, où on les trouve, en anglais d'abord, sous la plume d'auteurs qui entendent en prendre le contre-pied. Le terme, avec l'attitude qu'il désigne, signifie ici prise de parti en faveur de « la matière », aux sens plus ou moins anciens que le mot pouvait avoir, il fait dans ces premiers emplois office de repoussoir, les auteurs qui l'introduisent y mettent la connotation péjorative qu'a conservé l'usage courant (« être bassement matérialiste ») : il faudra attendre le XVIII^e^ siècle pour voir des philosophes, en l'occurrence, explicitement, La Mettrie, auteur de *L'Homme machine*, se réclamer d'une telle prise de parti.

## UNE ATTITUDE MATÉRIALISTE PRIMITIVE ?

Ces caractéristiques renvoient à bien d'autres questions. D'abord, peut-être, à celle du caractère primitif et/ou spontané du matérialisme, ou au contraire de son caractère second, réactif et/ou instruit, supposant une culture, se situant dans une histoire où il est confronté à des idéologies liées à des instances sociales et à des institutions qui les défendent : on ne peut à mon sens retenir sans illusion rétrospective, et de sérieux mécomptes théoriques, l'idée qu'il existe, quoi qu'il en soit de la présence ou non du terme, une attitude matérialiste primitive, spontanée, antérieure ou sous-jacente aux illusions et terreurs constitutives des formes les plus anciennes du rapport au monde ; c'est bien ce que, sans le terme donc, met en relief ce monument du matérialisme antique, en l'occurrence atomistique, qu'est le poème épicurien *De la nature* lorsque Lucrèce, son auteur, s'attache au 1^er^ siècle de notre ère à y dénoncer ces illusions et terreurs auxquelles il entend fournir le remède.

La prise en considération de ce caractère second, réactif, curatif, implique elle-même que l'on prenne en compte le rapport, les rapports du matérialisme, des matérialismes, aux instances où ils se situent et avec lesquelles ils interfèrent : structures et armatures sociales, science(s) et religion(s), politique, pouvoir(s), et moyens de contrôle qu'ils exercent sur les idées et leur expression – en l'occurrence, la censure sous ses différentes formes, fonction exercée de nos jours au premier chef par l'appareil médiatique et ses manipulations.

Je me limiterai ici au domaine qui m'est un peu familier, à savoir les XVII^e^ et XVIII^e^ siècles en Europe, la situation, les courants, et les formes d'expression qui y sont celles du matérialisme et de ses différentes options. Contrairement aux visions scientistes ou positivistes de leur rapport à la science contemporaine, il ne s'agit pas d'une relation directe, immédiate et univoque.

## LA CENSURE

Les révolutions scientifiques caractéristiques de ce début des Temps Modernes, celle de l'héliocentrisme en astronomie avec le système de Copernic défendu par Galilée, celle, dans les lois du mouvement, des mécanismes sous leurs figures cartésienne ou atomistique, qui se manifestent et s'alimentent aussi, avec d'autres courants de pensée, dans la biologie de Harvey, tous ces acquis de la modernité, s'ils ouvrent des voies propices à la prise de parti matérialiste en leur fournissant des prémisses nouvelles, n'y conduisent pas automatiquement : ils peuvent aussi bien faire l'objet d'une interprétation et/ou de récupérations, disons « idéalistes », voire être, comme dans le cas de Descartes lui-même et d'une partie de ses disciples, ou dans les décennies suivantes celui de Newton et du newtonianisme, l'ouvrage de savants et penseurs situés de ce bord-là. Cela tient bien sûr aux idéologies dès longtemps dominantes, aux structures sociopolitiques qu'elles expriment, et dans lesquelles se situent les auteurs et acteurs de la pensée, scientifique ou non.

« La prise en considération de ce caractère second, réactif, curatif, implique elle-même que l'on prenne en compte le rapport, les rapports du matérialisme, des matérialismes, aux instances où ils se situent et avec lesquelles ils interfèrent. »

La domination en question s'exerce assurément par tout un ensemble de processus et sous toute sorte d'aspects, mais il en est un qui est alors le plus voyant, le plus redoutable, et le plus immédiatement efficace, celui de la censure, à différents niveaux et sous diverses formes, alliant en proportions diverses et sous des figures changeantes le temporel et le spirituel, telles que l'Inquisition, la censure ecclésiastique faisant appel au bras séculier, dont deux des expressions les plus spectaculaires sont à l'aube et au début du XVII^e^ siècle l'envoi au bûcher de Giordano Bruno à Rome en 1600, et à Toulouse en 1619 celui de Vanini, ou telles que, moins effrayantes, mais non moins efficaces aussi longtemps qu'elles peuvent être effectivement appliquées, les interdictions de publier ou de représenter prononcées en France par les censeurs royaux.

C'est de ce point de vue qu'il faut, me semble-t-il, prendre en compte certaines des formes que prend en France aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles l'expression du matérialisme pour échapper à la censure, formes qui sont aussi des voies pour son développement.

J'ai ici premièrement en vue une série de textes de cette période, manuscrits et/ou imprimés, auxquels de vastes recherches sont consacrées depuis un siècle, ensemble que l'on peut ou doit ranger sous la catégorie de la « tradition philosophique libertine et clandestine ». Elle connote assurément la clandestinité proprement dite, de fait, et par force, dans la rédaction et la transmission d'écrits impubliables parce qu'hétérodoxes et subversifs, et ce à différents niveaux, dont deux cas extrêmes sont un *Theophrastus Redivivus* anonyme, traité d'athéisme (rédigé en français malgré son titre…) daté par son auteur de 1659, dont la circulation manuscrite est attestée précocement, – ou le *Mémoire*, matérialiste et révolutionnaire, achevé par le curé Meslier dans les années 1720, laissé en trois copies à l'intention de ses paroissiens après sa mort en 1729, qui ont donné lieu à une circulation manuscrite restreinte dans la première moitié du XVIII^e^ siècle. Un grand nombre d'autres textes manuscrits plus ou moins notoires, d'orientation plus ou moins radicale, parfois issus eux-mêmes de la déformation d'ouvrages moins subversifs, et/ou de publications ayant échappé à la censure, qui sont en général le fait d'auteurs de second plan, ont circulé pendant la même période. Une grande partie d'entre eux a fait l'objet, à partir du milieu du siècle, de publications elles-mêmes plus ou moins clandestines, à l'étranger ou prétendument à l'étranger, de façon anonyme ou pseudonyme.

## L'EXPRESSION CLANDESTINE

Mais il faut, à côté de cette clandestinité-là, faire toute sa place à la clandestinité d'expression, celle qui dans des ouvrages publiés – ou des pièces représentées sur le théâtre, recourt à la pratique du double sens, du double langage, des messages subreptices, codés ou cryptés, dont les auteurs peuvent se défendre en affirmant la pureté de leurs intentions, et en taxant de mauvaise foi leurs dénonciateurs… C'est celle-là qui fait l'objet des dénégations des auteurs, et de la contestation des interprètes, en particulier concernant les textes « libertins » ou ceux qu'on peut interpréter comme tels.

Dans cette catégorie-là se situent, au XVII^e^ siècle, les ouvrages publiés de Cyrano de Bergerac, et, à mes yeux en tout cas, une partie des textes de Molière. L'œuvre de Diderot au XVIII^e^ siècle recouvre les deux faces de la clandestinité : ouvrages publiés comme l'*Encyclopédie* elle-même et les articles dont il y est l'auteur, jouant à cache-cache avec une censure alors plus ou moins complice, – ouvrages non publiés (sinon en périodiques) de son vivant, comme ce fut le cas jusqu'à la fin du siècle ou au siècle suivant de textes majeurs comme *Le neveu de Rameau*, *Jacques le Fataliste*, ou *Le Rêve de d'Alembert*.

Il me paraît significatif que ce soit dans ce genre d'œuvres, dans les genres et formes d'expression dont elles participent, que se situent les textes les plus matérialistes, ce qui contribue à les mettre pour le moins à distance du domaine scientifique en un sens étroit : on a affaire, comme dans les quelques exemples que je viens de donner, non à des genres proprement philosophiques (exposés, démonstrations, traités, méditations, etc.), mais à des enquêtes, lettres, réponses à tel ou tel, dialogues, essais, poèmes, œuvres théâtrales, où l'auteur peut énoncer sans avoir l'air de les prendre à son compte les idées et thèses les plus subversives, et donc est en mesure de se défendre de les avoir lui-même soutenues. Je pense en particulier ici, outre les exemples déjà donnés, au cas de Cyrano de Bergerac, qui au milieu du XVII^e^ siècle le fait à la fois par le biais de propos tenus par les personnages de sa tragédie *La Mort d'Agrippine*, par celui de *Lettres* fictives, et par celui de la fiction romanesque dans *L'Autre Monde*, où à la fois l'affabulation et les discours des interlocuteurs donnent à lire des énoncés et aperçus parmi les plus hardis en matière philosophique que l'on ait pu avancer à l'époque ; et je pense aussi, peu d'années plus tard, au cas de Molière, tout spécialement au *Dom Juan* représenté (sous le titre incongru *Le Festin de Pierre*) pendant quelques semaines au début de 1665, publié en France en 1682 seulement, et alors gravement censuré, où je pense pouvoir repérer dans les propos de Sganarelle joué par l'auteur en personne, en particulier sous la forme d'allusions et d'antiphrases parodiques, les insinuations et énoncés les plus hardiment matérialistes possibles à l'époque.

> « On a affaire à des œuvres […] où l'auteur peut énoncer sans avoir l'air de les prendre à son compte les idées et thèses les plus subversives, et donc est en mesure de se défendre de les avoir lui-même soutenues. »

Dans de tels cas, on a affaire à un rapport spécifique du matérialisme à la littérature qui, à côté de son rapport direct aux structures sociales, conditionne en partie sa possibilité d'expression, et aussi ses perspectives de développement ; en d'autres temps, ce type de rapport doit, toutes choses égales par ailleurs, être pris en compte à d'autres moments et dans d'autres situations, s'il est vrai que ni la connaissance scientifique, ni le matérialisme, ni les rapports sociopolitiques ne sont jamais, ni ne seront jamais situés dans une transparence absolue… ■

*Olivier Bloch est historien de la philosophie. Il est professeur émérite à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne où il a fondé et dirigé le Centre d'histoire des systèmes de pensée moderne.

« L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir. » Jean Jaurès



# Jaurès et la Révolution française : (re)lire l'*Histoire socialiste*

Encore Jaurès ? L'année 2014 ne manque pourtant ni d'initiatives publiques, ni de publications diverses à son sujet. Elles ne se valent pas toutes mais, incontestablement, les multiples éditions de textes déjà parues ou annoncées permettront à un large public de mieux connaître le tribun socialiste assassiné le 31 juillet 1914.

Par **Jean-Numa Ducange***

Il y a quelque paradoxe à « commémorer » un événement aussi tragique… Tout comme on peut se demander ce qu'il y a à célébrer en 2014 quand on sait l'immense boucherie que fut la Première Guerre mondiale. La France a certes l'habitude des commémorations ; on se souvient notamment du Bicentenaire de la Révolution française en 1989. Mais revenir sur l'expérience révolutionnaire avait un sens pour un large spectre politique et historiographique : célébrée ou étudiée, la Révolution était fondatrice du monde contemporain et avait notamment engendré la première expérience républicaine en France. Certains étaient plus Danton que Robespierre, d'autres plus Babeuf que Carnot, mais la Révolution demeurait un événement majeur, que l'on pouvait apprécier de diverses manières. On ne peut guère revenir avec le même entrain sur la guerre de 1914-1918, même s'il existe là aussi des débats historiographiques intenses sur les origines de son déclenchement.

## LA GRANDEUR DE L'ŒUVRE RÉVOLUTIONNAIRE

Saluons dans tous les cas le choix d'avoir fait figurer Jaurès en bonne place. S'il existe maintes façons d'envisager son œuvre et son action politique, il faut se souvenir que son œuvre principale, sous l'angle quantitatif (et peut-être qualitatif !), fut consacrée à l'histoire de la Révolution française, que la République avait déjà commémorée avec éclat en 1889. 1889, c'est l'année où Jaurès célèbre la grandeur de l'œuvre révolutionnaire à un moment où il opère progressivement son « passage au socialisme », que Gilles Candar a admirablement décrit à travers une étude fine de ses écrits entre 1889 et 1892. Mais il fallut attendre plusieurs années pour que Jaurès trouve le temps de se lancer dans son projet de rédiger une vaste *Histoire socialiste de la France contemporaine,* dont les premières pages parurent au tout début du vingtième siècle. Battu aux élections en 1888, il lance son grand projet, dont il faut rappeler qu'elle était une œuvre collective. Jaurès ne s'occupe « que » des premières années 1789-1794, d'autres socialistes traitant des périodes ultérieures, notamment Gabriel Deville et Albert Thomas.

## LE CONFLIT AVEC GUESDE

Un des grands ténors du socialisme français, Jules Guesde, devait initialement y participer. Brouillé avec Jaurès sur un plan politique, il s'y refuse finalement. Le conflit avec Guesde ne doit rien au hasard : en 1899 ce dernier est en désaccord avec Jaurès sur un point essentiel, la participation d'un ministre socialiste à un gouvernement d'union plus large, sous la houlette de Waldeck-Rousseau. Face aux dangers qui menacent la République dans le contexte de l'Affaire Dreyfus, Jaurès soutient l'idée que les socialistes doivent participer à la « défense républicaine ». Guesde, lui, suivant en cela l'opinion majoritaire de ses camarades sociaux-démocrates allemands, s'y refuse. S'il est étroit de réduire la grande fresque historique jaurésienne au contexte politique de l'époque, il serait tout aussi vain de l'ignorer. D'autant que, en 1889, un certain Karl Kautsky (soutien de Guesde de 1899…), alors fort connu dans le socialisme européen et surnommé le « pape » du marxisme, avait publié une lecture marxiste de la Révolution française dans un petit ouvrage, qui considérait les « traditions

> « Si Jaurès critiquait les approches marxistes développées par certains sociaux-démocrates allemands, la référence à Marx reste pour lui fondamentale et essentielle : la Révolution ne peut se comprendre sans l'étude de ses soubassements économiques et sociaux. »

jacobines » comme néfastes pour le mouvement ouvrier français. Le socialisme de Jaurès, lui, s'inscrit nettement dans un héritage républicain, qu'il relie à la Révolution de 1789. Tant la conjoncture politique que l'existence de certains écrits historiques « marxistes » ont donc bien motivé Jaurès dans la rédaction de son *Histoire socialiste* même si, assurément, sa passion pour l'histoire révolutionnaire remonte à loin.

## L'HOMMAGE AU PEUPLE

Mais, là encore, ne réduisons pas la perspective jaurésienne à un seul règlement de compte interne aux mouvements socialistes. Depuis notamment Hippolyte Taine et ses *Origines de la France contemporaine* (1875-1893), puis surtout Gustave Le Bon et sa vision négative des « foules » révolutionnaires (1895), tout un courant hostile aux mouvements populaires (associés au chaos, l'anarchie et le désordre) et critique de l'héritage de 1789, voire ouvertement contre-révolutionnaire, rencontre un certain succès dans l'espace public. C'est à ce mouvement que Jaurès, républicain et socialiste, entend aussi répondre. La Révolution a été faite par le peuple : c'est à lui que le grand tribun entend notamment rendre hommage. Jaurès souhaite écrire, selon ses propres mots, sous la triple inspiration de Michelet, Plutarque et Marx. Du premier, il reprend le lyrisme que l'on retrouve au fil de son écriture : *l'Histoire* jaurésienne est une magnifique évocation des mouvements populaires et de leur action. Du second, le rôle dévolu à certaines individualités ou plus précisément l'adéquation entre certaines individualités et le mouvement de l'histoire : on lira des portraits entraînants et singuliers des grandes personnalités révolutionnaires. Marx, enfin. Si Jaurès critiquait les approches marxistes développées par certains sociaux-démocrates allemands, la référence à Marx reste pour lui fondamentale et essentielle : la Révolution ne peut se comprendre sans l'étude de ses soubassements économiques et sociaux. C'est peut-être sur ce dernier point que Jaurès innove le plus, en fondant une longue tradition d'étude, dont l'emblème fut une commission parlementaire créée à son initiative en 1903 (et de ce fait restée ensuite dans l'histoire comme la « commission Jaurès »), dont l'objectif était de publier des documents de toutes origines sur l'histoire de la Révolution. Approche stimulante lui permettant de s'intéresser à des faits qui, jusqu'alors, n'avaient que peu retenu l'attention des hommes politiques et historiens. Pour ne citer que deux exemples, Jaurès fut l'un des premiers à consacrer de nombreuses pages à l'influence de la Révolution en Europe, mais aussi aux mouvements anticoloniaux.

Il était donc temps de faire redécouvrir cette *Histoire socialiste* souvent citée, mais rarement lue. Après une première publication du temps de Jaurès, c'est l'historien Albert Mathiez qui, vingt ans plus tard, proposa une nouvelle édition de l'œuvre avec des présentations et annotations. Il faudra ensuite attendre la fin des années 1960 pour qu'Albert Soboul prenne l'initiative de republier cette œuvre avec un nouvel appareil critique plus dense et détaillé, et enrichie de deux très belles préfaces d'Ernest Labrousse et de Madeleine Rebérioux. Puis, à l'approche du Bicentenaire de la Révolution, Claude Mazauric décida de republier cette édition.

## LES ACQUIS DE LA RECHERCHE JAURÉSIENNE

C'est à nouveau celle-ci que nous publions, afin de faire connaître une des œuvres les plus importantes sur l'histoire de la Révolution. Depuis Albert Soboul, l'histoire de la Révolution a beaucoup progressé : c'est la raison pour laquelle il nous est apparu indispensable de solliciter l'actuel président de la Société des études robespierristes, Michel Biard, pour nous livrer son précieux point de vue dans une préface sur l'apport de Jaurès au regard des évolutions de l'historiographie de ces quarante dernières années. Pour notre part, nous proposons, également en préface, un texte présentant les acquis de la recherche jaurésienne et la réception de l'*Histoire socialiste* dans son contexte, texte qu'accompagnent quelques documents rares, voire jamais réédités depuis l'époque.

L'essentiel reste bien de lire Jaurès et la façon dont il met en scène avec entrain celle que l'on désignait alors comme la « Grande Révolution » tout en maniant – avec une rigueur inégale, il est vrai, mais remettons-nous dans le contexte du moment ! – les nombreuses archives qu'il avait pu consulter. À ceux que ces milliers de pages effraieraient, soulignons combien lire quelques passages sur telle figure ou tel épisode est possible et plaisant ; le magnifique travail d'érudition d'Albert Soboul permet de ce point de vue de préciser les points obscurs, tout en laissant la possibilité de lire uniquement quelques pages, grâce à un découpage savant et ingénieux. ■

*Jean-Numa Ducange est historien. Il est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Rouen.

Jean Jaurès Histoire socialiste de la Révolution française

*Une réimpression attendue : L'édition Albert Soboul du chef-d'œuvre de Jean Jaurès. Quatre forts volumes, respectivement de 1188, 1385, 1422 et 728 pages, illustrés de plus de 450 gravures d'époque, sur un papier offset fin, brochés dos carré, couverture à rabats. Chaque volume, 30 € à parution à la mi-juillet 2014. En souscription dès maintenant au prix global de 80 € (au lieu de 120 €) Faites parvenir votre règlement dès maintenant, vous recevrez votre collection à la mi-juillet ou à la date que vous souhaitez.*

Jean Jaurès Histoire socialiste de la Révolution française

Nouvelles préfaces de Jean-Numa Ducange et Michel Biard

PRÉNOM :
NOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL : VILLE :
TÉLÉPHONE :
ADRESSE ÉLECTRONIQUE :

Renvoyez cette étiquette aux Éditions sociales, 109 rue Orfila 75020 Paris, avec un règlement de 80 € et vous recevrez votre collection de l'**Histoire socialiste de la Révolution française** à la mi-juillet ou à une date plus lointaine à préciser ci-dessous.
DATE D'ENVOI DIFFÉRÉE :

éditions sociales

voir les détails, télécharger le bon de souscription, bientôt payer en ligne sur www.editionssociales.fr

Les essentielles

**Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.**

# Les places de la colère et du changement en Égypte

## Une analyse de la géographie d'une révolution (2/2)

Les places du changement ont ouvert de nouveaux horizons stimulateurs pour la réhabilitation des rues et des places en réponse aux désirs émergents de sociabilité, de fusion, d'inclusion, de contestation, d'une meilleure qualité de vie pour tous et pour les futures générations.

PAR **GALILA EL KADI***

Depuis le 25 janvier au Caire, le rayon d'influence de la place s'est élargi pour inclure d'autres espaces suivant un système dynamique qui s'adaptait aux mouvements de flux de la mobilisation. Ainsi, quand la place atteignait sa capacité optimale, le trop-plein débordait sur les axes qui y convergent qui le redistribuent à leur tour aux rues et places secondaires. Cette répartition a généré un réseau structuré dans lequel certaines rues ou places jouaient le rôle de premières lignes de défense de la place telle la rue et Mohammad-Mahmoud. Celle-ci fut baptisée, rue *des yeux de la liberté,* à cause des dizaines de révolutionnaires qui y ont perdu un œil, ou deux par les tirs de chevrotine. De même la place Talaat-Harb, qui est le nœud de concentration d'un réseau de rues regroupant les sièges des partis de l'opposition et des cafés de rencontre des activistes, est devenue en quelque sorte, l'arrière-scène de la Grande place.

### RÉSISTANCE À L'OBSCURANTISME PAR L'ART

Une des manifestations les plus spectaculaires des transformations des relations dialectiques entre les gens et l'espace public fut celle des graffitis qui apparurent partout. D'une grande diversité artistique et thématique, ils ont fait parler les murs du centre-ville. Telles les bandes dessinées qui ornent les temples de l'Égypte antique, ils nous restituent l'histoire de la révolution, avec ses marches glorieuses vers la liberté, ses souffrances, ses morts et ses bourreaux. Une conscience nouvelle est née entre l'individu et le lieu de sa mouvance, elle l'a amené à se l'approprier, à lui donner un nouveau sens, à lui attribuer de nouvelles fonctions à le meubler et à le décorer à son goût. Il suffit d'observer le spectacle au cours des grandes mobilisations pour prendre la mesure du changement. On n'y trouve qu'une seule masse compacte, soudée par le même esprit revendicatif et les mêmes objectifs. Dans cette fusion, les individus se surpassent et se fondent dans un tout animé par la colère et le refus, exprimés par des slogans unitaires scandés par une seule voix, qui transcrit un moi collectif. Cette présence, cette proximité, cette fusion, d'individus que tout sépare, l'âge, le sexe et l'appartenance sociale, de façon permanente dans l'espace public, témoigne d'un désir d'inclusion dans cet espace et de sa jouissance, du droit à la ville. Il s'est cristallisé autant aux moments de la colère que du loisir. Car, pour la première fois l'art s'exhibe sur la place publique au cours d'un événement nommé, *l'art est place,* qui se tenait une fois tous les premiers samedis du mois, sur la place Abdine au Caire et d'autres places de la révolution dans d'autres villes du pays. Cet événement a redonné vie à cette énorme place carrée, qui était tombée dans l'oubli après l'affectation du palais royal à des fonctions administratives et muséales. Désormais, elle pavoisait tous les premiers samedi du mois et accueillait force manifestations culturelles, peintures, marionnettes, graffitis, travaux artisanaux, expositions du livre, chants, projection de films documentaires, etc. Ainsi Abdine a-t-elle acquis de nouvelles valeurs en tant que lieu de rencontre et de loisir, de culture, de la résistance à l'obscurantisme par l'art, lieu d'échange des expériences et de lutte contre la discrimination sociale.

Au cours des 18 jours de la révolution, deux nouveaux lieux de contre-révolution sont nés, sur la rive ouest, à la place de la mosquée Mostapha-Mahmoud, et à quelques kilomètres à l'est de Tahrir à la place Abasséya, sans pour autant altérer la primauté de Tahrir. En dépit des divergences croissantes entre les trois tribunes qui l'encadraient, et sa transformation en une énorme mosquée en plein air aux heures de la prière, elle a gardé son unité. Mais les différends idéologiques et politiques, contenus dans les cœurs, ont éclaté le 18 février, lorsque les courants islamiques ont achevé leur mainmise sur la place et usurpé la révolution. La séparation des jeunes révolutionnaires qui s'est ensuivie va s'articuler sur l'espace pour entraîner l'émergence d'espaces de contestation de différentes couleurs, et des revendications concurrentes. « Une seule main », slogan répété durant près de trois semaines, n'existait plus.

### LA PLACE TAHRIR

Au cours du contexte trouble de la période de transition gérée par les militaires, qui alla du 11 février 2011 au 30 juin 2012, date de l'élection de l'ex-président Morsi, la révolution ne séteignit jamais. Elle se poursuivit contre le suprême conseil des Forces militaires et ses alliés, les frères musulmans.

La place Tahrir fut au centre des enjeux entre les différentes composantes politiques tandis que d'autres espaces apparaissaient. Parmi les plus importants, Maspéro, un espace situé devant la maison de la Radio, sur la Corniche du Nil. Il accueillit tout d'abord les seuls contestataires de la corruption des média, avant de devenir le lieu de rassemblement des chrétiens victimes de la discrimination religieuse sous toutes ses formes. Cet espace fut surtout marqué par une répression violente le 9 octobre 2011 lors d'une manifestation de chrétiens et musulmans venus protester contre la destruction d'une église dans un village à Assouan. Bilan, 24 morts et de nombreux blessés. Mais le sang a coulé ailleurs et au cours de différents affrontements entre les forces armées et les manifestants : le 19 novembre, à la rue des *yeux de la liberté*, 100 morts et des dizaines de milliers de blessés ; le 23 décembre, 17 morts et plus de mille blessés. Alors que les divisions s'exacerbent entre les jeunes révolutionnaires, ceux-ci et l'armée qui dirige le pays avec le soutien des Frères musulmans, entre ces derniers et les partis de l'opposition, le pays, déjà exsangue, commence à sombrer dans le chaos. Les murs qui s'élèvent entre les alliés d'hier, se doublent par des vrais murs en béton, qui barrent l'accès des axes principaux abritant les lieux de commandement à la place Tahrir. La victoire écrasante des islamistes et des salafistes aux élections législatives, redonne un nouveau souffle à l'obscurantisme religieux. Ceci se manifeste concrètement à l'occasion du 60e anniversaire de la révolution de juillet 1952, par l'occupation de la place Tahrir par tous les courants islamistes pendant une semaine, avec familles et enfants, le spectacle était effrayant, et les peurs d'une dérive à la pakistanaise pointent à l'horizon. Elles s'expriment par les slogans qui couvrent les murs du Caire, comme « À bas les militaires, et rien n'est plus traître, que les militaires et les Ikhwans (frères musulmans) » remplacent ceux qui étaient présents peu de temps auparavant « peuple et armée sont une seule main et tous unis ». Tout cela se passe sur fond de crise économique, sociale et politique, la contestation gagne le pays avec des dizaines de grèves et de sit-in par jour, un nouveau vent de révolution souffle sur le pays.

**Les graffiti rue Mohammad-Mahmoud, et sur la barrière élevée pour barrer l'accès au ministère de l'intérieur. © G.EL Kadi**

À un tournant historique éprouvé, Tahrir a de nouveau rassemblé tous les Égyptiens, du moins ceux et celles qui avaient voté pour le candidat des frères musulmans. Par conviction pour certains, vote de sanction pour d'autres contre un général de l'ex-régime. Mais le nouveau président a renié tous ses engagements, et la contestation qui s'est ensuivie fut à la hauteur de la désillusion. Elle s'exprima d'abord dans l'arrière-scène de Tahrir, la place Talaat-Harb, avant d'affluer sur Tahrir au moment de la levée du rideau. Ce fut au lendemain de la déclaration constitutionnelle du 21 novembre 2012 où Morsi, s'octroie des pouvoirs absolus et protège ses décisions contre tout recours.

Le Front du salut national (FSN), créé à cette occasion, qui regroupa tous les partis de l'opposition, a immédiatement appelé à des manifestations qui se sont transformées en journées de mobilisation à raison de trois par semaine pendant 21 jours. Tahrir pavoisait de nouveau, avec des foules qui rappelaient celles du 11 février, où Moubarak a démissionné. Les forces libérales et démocratiques ont de nouveau dominé la place Tahrir, dans une nouvelle vague révolutionnaire. Celle-ci a rassemblé d'autres acteurs, jusque-là silencieux, ceux qu'on appelle le « parti du canapé », et ont inauguré un nouvel espace d'importance égale à Tahrir, Itihadéya, face au palais présidentiel situé à Héliopolis. Un encadrement rigoureux des manifestations s'imposa. Ainsi, le Grand Caire comme toutes les autres villes, a été divisé en quartiers. Dans chacun d'entre eux, les manifestants se rassemblaient en un point de repère clé, la place principale ou celle d'une mosquée. Les cortèges, conduits par un des chefs du FSN, empruntaient ensuite des itinéraires bien balisés qui débouchaient sur les deux grandes places. Ce système a généré des nouveaux espaces secondaires qui furent intégrés dans la géographie de la contestation. Au cours de leur rassemblement et de leur marche, les révolutionnaires écrivaient l'histoire de ces lieux, marqués à jamais par leur procession, leurs slogans et leurs graffitis.

La monopolisation de ces espaces clés de la capitale par les forces laïques a poussé les frères et leurs alliés vers d'autres espaces plus excentrés et de moindre importance. Le plus important est un carrefour qui se trouve en face de la mosquée Rabaa-Adawiya dans la banlieue est de Madinet-Nasr. Mais au cours des manifestations des 30 juin et 3 juillet qui ont mené à la destitution du président Morsi par l'armée, la différenciation de tous les espaces précédemment cités s'est estompée sous le tsunami des masses qui formèrent un *continuum*. Quant aux deux sites des islamistes hostiles au 30 juin et ses conséquences, ils représentent dans l'imaginaire collectif des lieux de la contre-révolution, de la torture et du terrorisme.

La révolution du 25 janvier n'a pas changé la morphologie urbaine des villes égyptiennes. Elle n'a pas altéré les rues, les places et les ruelles. Les pierres n'ont pas bougé. Mais elle a radicalement et irréversiblement transformé les êtres qui, de sujets, sont devenus citoyens et ont arraché leur droit à la parole et à la ville. Au cours de leur longue marche pour la liberté, le pain et la justice sociale, leur présence et leurs processions, l'alternance de leur colère et de leur joie ont donné de nouveaux visages à l'espace public, son vrai sens. En Égypte comme au Yémen et en Tunisie, les places Tahrir, l'avenue Habib-Bourguiba à Tunis, les places Al-Hikma à Sanaa, Al-Horéya à Taez et Looloa à Manama, ont acquis une renommée mondiale et sont entrées dans l'histoire de l'humanité comme symbole et icône des printemps arabes. D'autres ont acquis une célébrité à l'échelle locale, telles que les places Qaid-Ibrahim à Alexandrie, Arbiin à Suez, Massala à Port Saïd, Manar à Ismailyah, Thawra à Mansoura et à Fayoum, Choune à Mahallah, Mahatat à Tanta, Saa à Damiette et à Damanhour, Palace à Minya, Torky à Assiout, Abou-Hagaga à Luxor, la liste s'allongerait si l'on ajoutait les places dans les petites et moyennes villes.

Les places du changement ont cristallisé une aube nouvelle pour la liberté et la citoyenneté. La révolution n'est pas finie, ses phases se succèdent encore, et les jeunes continuent à dessiner un avenir autre pour leurs villes, pour l'ensemble de la patrie. ■

***Galila El Kadi** est géographe. Elle est directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

**Erratum : une erreur s'est glissée dans la présentation de la partie 1 de la version papier. Correction a été faite sur la version numérique. projet.pcf.fr/53362**

**La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une actualité scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » et conscience sans science n'est souvent qu'une impasse.**



# Du rôle des techniques dans l'histoire globale

L'ouvrage de David Edgerton, *Quoi de neuf* ? sous-titré *Du rôle des techniques dans l'histoire globale*, paru l'an dernier au Seuil, dans la traduction de Christian Jeanmougin, mais datant en anglais de 2006, *The Shock of the Old*, a fait quelque bruit et l'objet de nombreux débats chez les historiens des sciences ces derniers temps. Nous nous proposons d'en évoquer les enjeux.

Montage **Ernest Brasseaux***

L'auteur, célèbre historien anglais, actuellement au King's College de Londres, est considéré comme l'un des rénovateurs de la pensée sur les sciences et techniques, non seulement dans le passé mais aussi dans la société présente et à venir. Il a publié de nombreux ouvrages et articles, dont un en français, intitulé « De l'innovation aux usages : Dix thèses éclectiques sur l'histoire des techniques » (*Annales. Histoire, Sciences sociales*, 1998).

L'histoire et les réflexions classiques sur les techniques et leurs rôles sociaux insistent en général sur quelques inventions géniales : l'aviation, la pilule, l'informatique, la bombe atomique. Dans cet essai, Edgerton change le point de vue pour prendre en compte une grande variété de technologies moins visibles mais non moins importantes, venant de diverses parties du monde. Il analyse les usages collectifs, démontre à quel point nombre de techniques anciennes recèlent des potentiels de rénovation considérables ; il remet en cause l'idée selon laquelle nous vivrions une ère de transformations techniques toujours plus rapides.

Ouvrage stimulant qui ne peut laisser indifférent ! Certains en sont assez enthousiasmés, d'autres le trouvent intéressant mais unilatéral et source potentielle de dangers. Deux débats ont eu lieu au laboratoire S2HEP d'histoire et philosophie des sciences de Lyon, ils sont ici transformés en une discussion fictive entre **A** (enthousiaste) et **B** (réservé), dont on ne saura pas les identités, car tous les participants ont été à la fois séduits et interrogatifs.

> « Il remet en cause l'idée selon laquelle nous vivrions une ère de transformations techniques toujours plus rapides. »

**A.** On nous présente habituellement les sociétés comme déterminées par l'innovation, par les découvertes majeures : les nouvelles techniques entraîneraient le progrès, d'où l'adaptation nécessaire du système économique et politique, le changement social. Il y aurait certes des variantes et des retards, mais ce schéma serait inévitable. Et ce processus s'accélérerait, en particulier avec les révolutions scientifiques et techniques, informationnelles. Edgerton a raison de se méfier de cette histoire et de ce futurisme technologique. Il reconnaît un certain déterminisme technique, mais celui-ci doit prendre en compte les techniques *vraiment utilisées*, plus que les innovations dont la plupart ne débouchent pas sur des modifications profondes des usages. L'histoire des innovations n'examine que le moment de leur apparition, alors qu'il faut regarder les techniques tout au long de leur vie, dans leur diffusion, au moment de leur utilisation maximale, de leur déclin, ce qui couvre un temps considérable.

**B.** Dans son article des *Annales*, Edgerton dit : « Le déterminisme technique est d'abord une théorie de la société, pas une théorie de la technique », puis : « Le plus connu et le plus important des déterminismes techniques est, en un sens, le matérialisme historique de Karl Marx ». Il ajoute que, selon ce dernier, le moulin vous donne une société avec le seigneur féodal, alors que « le moulin a vécu à travers toutes les structures économiques et superstructures politiques concevables ». Marx serait donc « insoutenable ». Or, il s'agit là, non de Marx, mais des caricatures simplificatrices de certains « marxistes du XX^e^ siècle ». L'auteur évoque ailleurs plusieurs réflexions pertinentes d'autres historiens : « l'histoire des techniques est écrite en général par des hommes blancs, plutôt nord-américains, des classes moyennes ; elle éviterait ainsi d'envisager les conflits ouverts qui seraient provoqués par une volonté de partage autre des richesses existantes ». Cependant, il hésite, semble-t-il, à prendre ces points de vue à son compte et n'est pas très explicite sur ceux qui profitent de l'idéologie usuelle pour laquelle le progrès technique résout les problèmes et rend les luttes syndicales

inutiles, voire nuisibles parce qu'elles retarderaient un développement finalement inévitable.

**A**. Voici deux thèses affirmées par l'auteur : « Inventions et innovations débouchent rarement sur des usages mais un usage conduit souvent à des inventions et des innovations ». « De la même façon qu'on ne doit pas confondre innovation et technique en usage, on ne doit pas confondre recherche (ou savoirs en innovation) et savoirs en usage ». En d'autres termes, il note l'importance des savoirs anciens dans l'industrie, celle des formes de travail, telles que la formation, les tests de routine, l'entretien, et montre comment celles-ci, pratiquées par des gens qui ne sont pas « non éduqués », débouchent sur des changements autres que ceux issus du « laboratoire ». Son livre, qui porte essentiellement sur le XX^e^ siècle, donne de nombreux exemples assez convaincants.

**B.** Pour les découvertes scientifiques et les innovations, il faut mieux distinguer l'influence à court terme et celle à long terme. L'équation des cordes vibrantes au milieu du XVIII^e^ siècle n'a rien changé à la pratique du violon ; mais c'est grâce à elle qu'on a pu ultérieurement comprendre et maîtriser les ondes, les phénomènes vibratoires dans leurs multitudes, pas seulement en mécanique, cela eu des conséquences très concrètes sur la vie matérielle à partir du XIX^e^ siècle.

**A**. Edgerton souligne la thèse suivante : « L'histoire de l'innovation et l'histoire des techniques en usage sont remarquablement différentes du point de vue de la géographie, de la chronologie et de la sociologie qu'elles impliquent ». En d'autres termes, « les études centrées sur l'innovation sont généralement aveugles à l'expérience des techniques qui est celle des femmes, des noirs et des pauvres ». Une discussion des usages des techniques insisterait au contraire sur ces catégories.

> « Ce livre apporte de nombreux éléments concrets sur les pièges des visions apologétiques de la modernité et sur la créativité des gens ordinaires. »

En outre, la façon dont l'idéologie dominante parle des techniques n'est pas exempte de nationalismes ; elle nous a justifié la bombe atomique, promis cent fois la paix en raison des modifications des techniques de guerre et le résultat est plutôt l'inverse.

**B.** Je reconnais que ce livre apporte de nombreux éléments concrets sur les pièges des visions apologétiques de la modernité et sur la créativité des gens ordinaires. La bibliographie est très informative et permet des prolongements intéressants. Toutefois, les gens dont il parle adaptent, accommodent, bricolent, parfois avec ingéniosité, mais ne s'organisent guère pour contester les régimes dominants.

**A.** Un peu partout, les sciences et les techniques nous sont présentées comme un appel à admirer les génies et leurs exploits : Galilée, Newton, Pasteur, Einstein, la relativité, la mécanique quantique, l'ADN. On nous vante les prix Nobel ; en fin de compte on nous intime l'ordre de faire preuve d'ébahissement et de docilité vis-à-vis des grands. Le peuple est considéré comme passif, tout juste bon éventuellement à servir de caisse de résonance à ces messieurs (rarement ces dames). Or la création existe à tous les étages, dans tous les pays, dans toutes les classes de la société, par tous les sexes. Cet ouvrage peut donc contribuer à sortir les petites gens de l'humiliation dans laquelle on les enferme.

**B.** Oui, à certains égards, mais ce n'est pas entièrement nouveau. Depuis plusieurs décennies, la réflexion sur les sciences et techniques s'est diversifiée : des historiens, des sociologues, des linguistes, des ingénieurs se sont lancés, à leur façon, vers de nouvelles perspectives à propos des temps passés ou récents, se penchant sur la culture scientifique, l'enseignement, les relations avec les techniques, les réseaux de chercheurs, etc. Ici, Edgerton est un peu unilatéral. Cela me rappelle l'ouvrage de Clifford D. Conner, *Histoire populaire des sciences*, éd. fr. L'échappée, 2011 et aujourd'hui en poche (Points-Sciences) (version américaine, 2005). Ce livre, inspiré, jusque dans le titre, d'*Une histoire populaire des États-Unis* de Howard Zinn, met exclusivement en avant toutes les contributions des paysans de la préhistoire, des marins, des artisans du Moyen-Âge, des bricoleurs en informatique dans les garages, présentés comme les vrais moteurs de la science et de la technique. Évidemment, il réhabilite souvent à juste titre la créativité des gens du peuple ; mais en ne sélectionnant que les exemples à l'appui de sa thèse, il tombe dans l'excès contraire et minimise l'importance de la concentration, de la recherche théorique à long terme. Quels arguments reste-t-il alors pour combattre ceux qui voudraient licencier la moitié des chercheurs professionnels ou du moins les précariser et les mettre au rendement, selon des critères décidés par les dominants, c'est-à-dire les hommes politiques et les hommes d'affaires ?

**A.** Edgerton ne va pas jusque-là. D'abord,

> « Il affirme à juste titre que les inventions, certes intellectuellement intéressantes, sont beaucoup moins déterminantes qu'on ne le dit pour la vie économique et sociale. »

il ne se prononce pas ici sur les sciences, en particulier sur leur côté théorique, sur la démarche de connaissance et son côté émancipateur. Il cherche seulement à faire entrer les techniques dans l'histoire réelle, en mettant l'accent sur celles qui sont vraiment utilisées. Il affirme à juste titre que les inventions, certes intellectuellement intéressantes, sont beaucoup moins déterminantes qu'on ne le dit pour la vie économique et sociale.

**A et B**. En tout cas, l'un des mérites de ce livre est de nous permettre de poser, avec davantage d'esprit critique, diverses questions fondamentales pour l'avenir. Et finalement, il importe peu que l'auteur y ait répondu de façon exacte ou biaisée. Quels liens y a-t-il entre le PIB par habitant, la croissance, l'économie et l'innovation ? Le pouvoir est-il passé de la terre au capital, puis au savoir ? Les « nouvelles technologies » font-elles tomber les frontières et le monde est-il vraiment devenu un « village global » ? Les guerres ont-elles changé de nature et de dimension ? Les « services » sont-ils si immatériels qu'on le dit ? Les nouvelles techniques favorisent-elles les conservateurs ou les révolutionnaires ? Tout s'accélère-t-il hier, aujourd'hui et demain ? ■

Merci à Jesse, Thibaut, Hugues, Fabrice ...

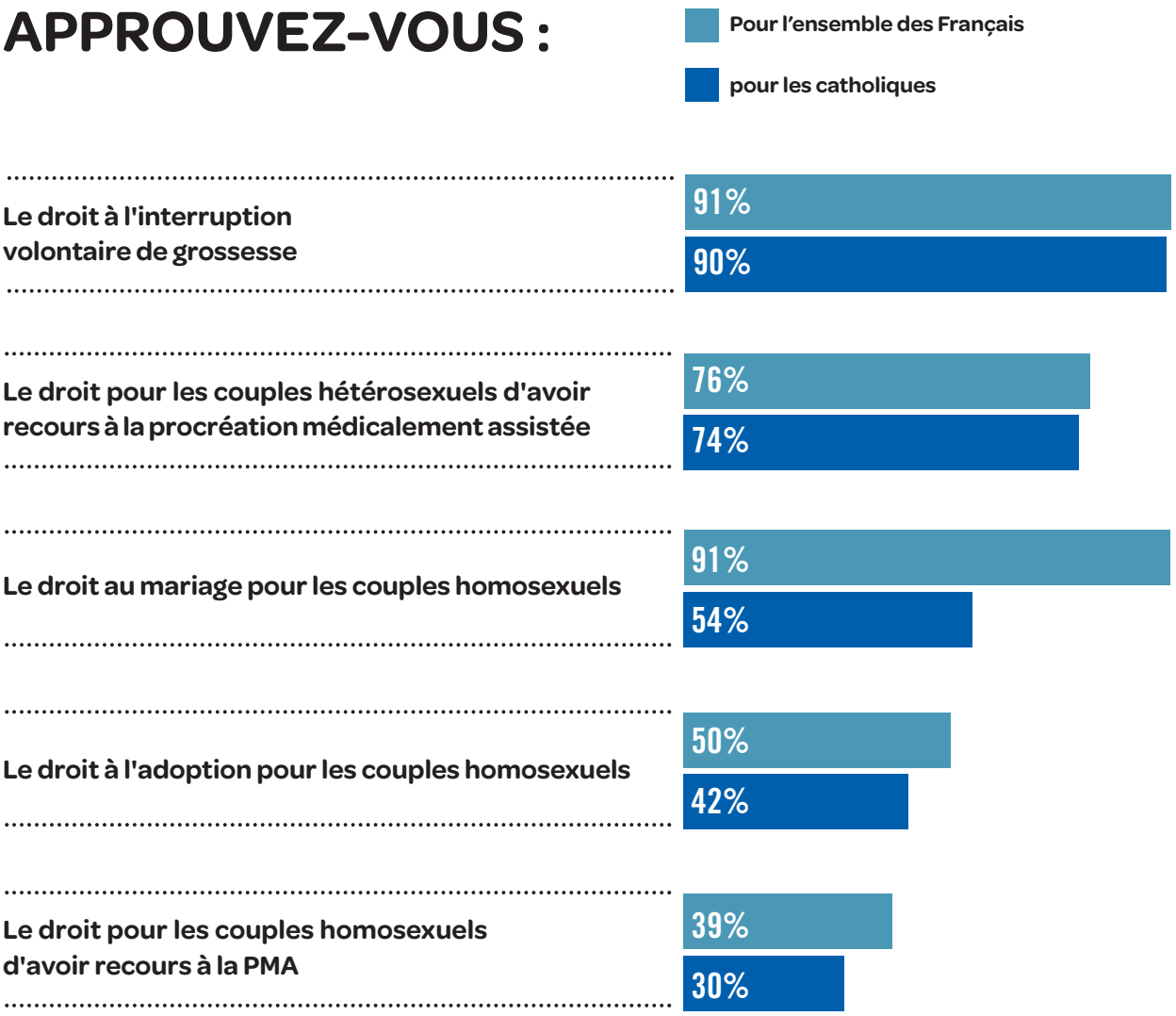
*Ernest Brasseaux est historien des sciences.

PAR GÉRARD STREIFF

# Cathos = réacs ? À voir...

Les manifestations à répétition des opposants au mariage pour tous et des commentaires rapides ont entretenu l'image de cathos réacs, confits dans l'eau bénite. Or l'enquête BVA pour *Le Parisien*, fin février, bouscule cette idée reçue. Certes, des nuances existent entre catholiques non pratiquants, pratiquants occasionnels et pratiquants réguliers. Reste que l'étude montre que le mariage pour tous est accepté par la majorité des catholiques (54%), lesquels approuvent massivement le droit à l'IVG (90%) et le droit pour des couples hétéros d'avoir recours à la PMA (74%).
Le clivage se fait sur l'homoparentalité : seuls 42% acceptent le droit à l'adoption et 30% la PMA pour les couples homosexuels. Un clivage qui dépasse la cathosphère puisque 66% des Français de gauche sont pour la PMA pour les couples homos contre 84% des citoyens de droite qui y sont opposés.
Notons que les catholiques souhaitent massivement (entre 83 et 92%) que l'Église adopte des réformes en matière d'utilisation des méthodes de contraception, concernant l'usage du préservatif, le mariage des prêtres, la possibilité d'avoir des femmes prêtres et le fait d'accepter de remarier des divorcés.

## APPROUVEZ-VOUS :



PAR MICHAËL ORAND

# Un quart des sans-domicile travaille

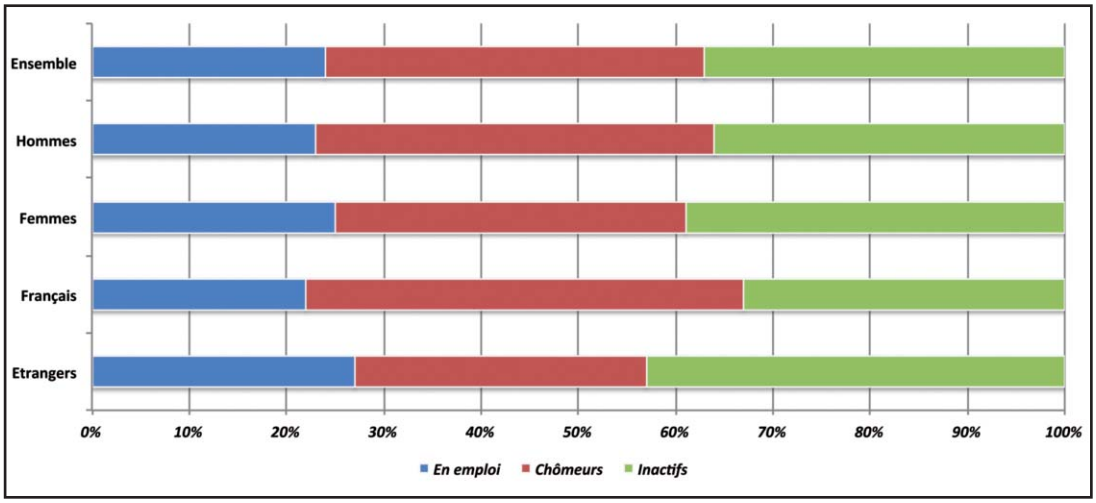
Connaître la population est un des objectifs de la statistique publique. La tâche n'est pas toujours aisée en général, et elle l'est encore moins lorsqu'on s'intéresse aux marges de la société. Difficulté d'accès aux personnes, méfiance vis-à-vis des enquêteurs, etc. : les obstacles sont plus nombreux et parfois plus difficiles à franchir. Pourtant, il apparaît indispensable d'aller sonder la situation de ces marges, tant elle éclaire celle de la société en général. C'est pourquoi l'INSEE, en partenariat avec l'INED, s'est attelé à partir de 2001 à mener une enquête auprès des sans-domicile, c'est-à-dire, selon la définition utilisée, des personnes ayant passé la nuit précédant l'enquête dans un lieu non prévu pour l'habitation ou dans un service d'hébergement spécialisé. Les résultats du millésime 2012 de cette enquête ont été publiés par l'Insee au mois d'avril dernier (Les sans-domicile et l'emploi : des emplois aussi fragiles que leurs conditions de vie, INSEE Première, n° 1494, avril 2014).

Parmi les 66 300 sans-domicile francophones adultes vivant dans les agglomérations de plus de 20 000 habitants en 2012, 24 % sont en emploi, qu'il s'agisse d'un emploi régulier ou d'un « petit boulot ». Plus d'un tiers d'entre eux (37 %) sont considérés comme inactifs : c'est le cas par exemple des retraités, des invalides, ou des sans-papiers n'ayant pas le droit de travailler par exemple. Les 39 % restant sont chômeurs. Si l'on constate assez peu de différences entre les hommes et les femmes sur ce point, en revanche, l'écart entre les Français et les étrangers est assez important : en particulier, ces derniers sont moins souvent chômeurs mais plus fréquemment inactifs que les Français.

Les emplois occupés par les sans-domicile sont pour la grande majorité peu qualifiés et précaires. Ainsi, 93 % d'entre eux sont ouvriers ou employés, alors que c'est le cas en moyenne de seulement un Français sur deux. La part d'ouvriers non-qualifiés parmi les sans-domicile est également remarquable : 31 % contre 7 % sur l'ensemble de la population. Le statut sous lequel ils sont employés est la majeure partie du temps précaire : 39 % des sans-domicile salariés sont en CDI, à comparer aux 87 % de salariés français bénéficiant de ce type de contrat. Plus d'un sans-domicile sur cinq est par ailleurs salarié sans pour autant avoir un contrat de travail. C'est souvent le cas lorsqu'ils sont employés par une association ou un centre d'hébergement. Les plus jeunes et les plus vieux sont par ailleurs relativement plus exposés à cette précarité dans l'emploi, avec 36 % des 18-24 ans sans domicile ayant un travail temporaire (intérim, stage, saisonnier), et 32 % des sans-domicile de 50 ans ou plus salariés n'ayant pas de contrat de travail.

Naturellement, plus la situation d'une personne est précaire en matière de logement, plus il est rare qu'elle ait un emploi. Les personnes vivant dans un logement fourni par une association travaillent dans 31 % des cas, contre 25 % parmi celles vivant dans un centre à la journée, 21 % parmi celles vivant à l'hôtel et 13 % seulement pour celles qui résident dans un centre ouvert uniquement la nuit ou qui vivent dans la rue. Le principal obstacle à la recherche d'un emploi pour les sans-domicile au chômage est le transport, et en particulier son coût. Le coût des démarches nécessaires à l'obtention d'un emploi (correspondance, internet, téléphone, etc.) est également un frein important : cela est d'autant plus difficile que seulement 16 % des sans-domicile au chômage bénéficient d'une allocation-chômage. Au total, un Français sans-domicile sur dix et un étranger sur quatre déclarent ne disposer d'aucun revenu.

## SITUATION PROFESSIONNELLE DES SANS-DOMICILE EN FONCTION DE LEUR SEXE ET DE LEUR NATIONALITÉ




**Source : INED-INSEE, *Enquête sans-domicile***
**Champ : sans-domicile francophones de 18 ans ou plus, vivant en France métropolitaine**
**Lecture : en 2012, 24 % des sans-domicile adultes francophones étaient en emploi, 39 % étaient au chômage et 37 % étaient inactifs.**

# Valls : comment le bébé Tigre a dévoré ses pairs

PAR **ANTHONY MARANGHI**

Manuel Valls, après son grand oral devant l'Assemblée nationale du mardi 8 avril, en vue d'obtenir la confiance des députés, affiche une cote de popularité toujours aussi insolente, qui n'a *a priori* pas de lien direct avec le supposé « état de grâce » que l'on attendrait autour du tout nouveau premier ministre fraîchement désigné. Non, avec 62 % d'opinions positives, selon *Le Monde* du 11 avril, force est de constater que l'habileté et l'expérience du nouveau chef du gouvernement dans le domaine de la communication n'est plus à prouver. Ce dernier semble même passer comme une flèche au milieu de ces chiffres qui l'ont accompagné dans son ascension récente, en multipliant les annonces de réformes et de « remises à plat ». Annonces qui, par leur opacité et leur vide pédagogique, ont laissé la place à un déferlement de portraits et de « biographies express » du nouveau premier ministre.

## DÉPOLITISATION DES ANALYSES DU PROGRAMME

Dire que la personnalité médiatique de Manuel Valls contribue à la dépolitisation des analyses que l'on fait de son programme annoncé le 8 avril n'est plus nécessaire. Le poids évident du nouveau premier ministre au sein de l'équipe socialiste laisse à penser qu'enfin, tout va rentrer dans l'ordre que la Constitution de 1958 avait établi : le premier ministre conduit l'action du gouvernement… jusqu'à s'en accaparer certains portefeuilles.

Mais il n'est pas inutile de rappeler que les efforts de communication de Manuel Valls ne seraient rien sans l'aval des média eux-mêmes. Ainsi, ces derniers ont commencé à annoncer pêle-mêle, à partir de juillet 2013, le succès de M. Valls auprès des Français. Thibault Roques en fait le bilan dans la revue en ligne *Acrimed*, et souligne donc que fin juillet, les sondés sont 47 % à considérer que Manuel Valls ferait « un bon premier ministre » (18/11/2013). Mais comme c'est bien souvent le cas avec les sondages et leurs analyses, la contenance du verre n'est affichée qu'à l'aune du message que l'on veut faire passer. À savoir ici, que Manuel Valls est un bon ministre, si ce n'est le meilleur, que les Français croient en lui et que la déroute populaire et électorale du PS lui offrent une voie toute tracée vers Matignon. La dialectique établie entre l'impopularité du président et les succès dans les sondages du ministre de l'Intérieur ont d'ailleurs largement servi de grain à moudre aux prétendues analyses du charisme de Valls.

## DES COUPS MÉDIATIQUES ET POLÉMIQUES

Les deux coups médiatiques et polémiques qu'il a lui-même contribué à mettre en place, et à l'issue desquels il n'est sorti que plus renforcé encore, sont bien connus. Les affaires Leonarda et Dieudonné ont mis à jour « la méthode Valls » : ce dernier a ainsi réuni ces derniers mois tous les ingrédients d'une cuisine démagogique. En faisant de deux faits d'actualité une occasion pour monter une partie de la population contre une autre, grâce à la stigmatisation et à l'inflation médiatiques d'événements dont le malaise social actuel se serait bien passé, la becquée est ainsi rapidement donnée. Sans taches ni fioritures, si ce n'est d'avoir accentué au sein de la population tous les sentiments qui corrompent actuellement notre cohésion sociale : le racisme anti-Roms, l'antisémitisme, la défiance envers les élites et les média. Il s'agit bien ici, au-delà d'une simple opération de *com*, d'aviver un peu plus encore les tensions entre les Français. Et pour adoucir l'image du « sinistre de l'Intérieur », Manuel Valls n'a pas hésité à montrer qu'il savait également tendre la main aux personnes les plus démunies comme à sa sœur cadette, Giovanna, qu'il a aidée à sortir de l'enfer de la drogue, selon la Une du journal *people VSD* du 5 juin 2013. En le mettant en avant, Manuel Valls nous offre du *storytelling* cher à son ancien homologue, Nicolas Sarkozy, et à ses amis anglo-saxons qui saluent sa « vision moderne et rafraîchissante de la gauche » (*Slate*, 21/12/2012).

En s'imposant aussi « physiquement » dans les média, par de nombreux déplacements sur le terrain, Manuel Valls huile un rouage encore peu présent au sein du PS. La stratégie d'un affichage, alliant les déclarations choc et la transparence, s'accorde tout naturellement avec l'efface-

ment latent du contenu politique de nos dirigeants. Et en puisant dans les confusions idéologiques (*Nouvel Observateur*, 08/04/2014) qui frappent le paysage politique français, il ne se retient pas de fustiger le déclin permanent du PS dont il trouve le nom suranné. Le 14 juillet 2009, la première secrétaire du Parti, Martine Aubry, fait publier au *Parisien* une lettre ouverte à Manuel Valls au sein de laquelle elle lui écrit : « Tu donnes l'impression d'attendre, voire d'espérer la fin du Parti Socialiste » (*Le Parisien*, 14/07/2009). Trois ans après sa défaite à la primaire socialiste en 2011, où il n'avait obtenu que 5,63% des voix, l'ascension politique de Manuel Valls prouve et entérine une stratégie gouvernementale qui semble indéniable aujourd'hui : l'alliance de la communication comme outil royal pour accéder au pouvoir et le réformisme « réaliste » comme projet politique. Et depuis ses débuts en politique, il n'a jamais dérogé à cette idéologie pragmatiste.

> « La stratégie d'un affichage, alliant les déclarations choc et la transparence, s'accorde tout naturellement avec l'effacement latent du contenu politique de nos dirigeants. »

## UN RÉFORMISTE RÉALISTE DE LONGUE DATE

En 1980, alors âgé de 17 ans, Manuel Valls adhère à l'aile droite du Mouvement des jeunes socialistes afin de soutenir Michel Rocard et part étudier l'histoire au centre Tolbiac de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Dès son arrivée à la fac, il se lie d'amitié avec Stéphane Fouks, le futur communicant de Dominique Strauss-Khan, et l'homme de réseaux sarkozyste, et accessoirement criminologue, Alain Bauer. Il forme avec eux un triumvirat rocardien alors que Tolbiac est un haut lieu de l'extrême gauche étudiante. Le réformisme était leur idéal, ils étaient déjà « très sociaux-démocrates et pas très refaiseurs de monde », se souvient trente ans plus tard Alain Bauer alors qu'ils fêtent tous trois leurs cinquante ans au Drouault (*Le Monde*, 28/11/2012).

En 1981, alors militant à l'UNEF indépendante et démocratique, qui s'opposait à l'UNEF communiste de l'époque, Manuel Valls conseille Michel Rocard – alors ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire (1981-1983) sous la présidence de François Mitterrand – sur les affaires étudiantes. Sur le campus étudiant, quand on lui demande ce qu'il souhaite devenir, le Catalan ne laisse pas de place au doute et répond : « Moi, j'aime la France, j'aimerais bien devenir président de la République. Mais pour ça, avant, il faut que je sois Français », nationalité qu'il obtiendra l'année suivante. En 1990, le jeune rocardien devient jospinien en tant que chargé de la communication et de la presse au cabinet de Lionel Jospin, alors premier ministre sous la troisième cohabitation (1997-2002). Tâche qu'il trouve indigne de son destin national, ce qu'il fait comprendre en se montrant très arrogant à l'égard de la presse « qu'il prenait de haut », selon une journaliste qui couvrait Matignon.

Le 18 mars 2001, Manuel Valls est élu maire de la ville d'Évry dans l'Essonne avant d'être élu député de la 1re circonscription du département, le 16 juin 2002. Alors qu'il sera réélu aux élections législatives de 2007 et à la mairie d'Évry en 2008, Valls se montre pourtant distant et peu à l'aise vis-à-vis de ses administrés (*Le Nouvel Observateur*, 31/03/2014). En juin 2009, lors d'une émission de *Direct 8*, il dérape en déplorant la « mauvaise image » qui était montrée de sa ville et en demandant à l'homme qui l'accompagne : « Tu me mets quelques Blancs, quelques *White*, quelques *Blancos* » (*Libération*, 15/06/2009). En décembre 2013, le magazine *Capital* met en exergue la mauvaise gestion des deniers publics de la ville dont Valls a été maire pendant onze ans avant d'y renoncer suite à sa nomination au poste de ministre de l'Intérieur, dans le gouvernement de François Hollande. Il lui est notamment reproché d'avoir utilisé Évry comme « tremplin pour servir ses desseins » (*Capital*, 17/12/2013).

Aujourd'hui, comme Georges Clemenceau dont il arborait un portrait dans son bureau du ministère de l'Intérieur, Manuel Valls incarne « l'autorité et la fermeté », selon l'historien Michel Winock (*Le Monde*, 3/04/2014). Tout comme « Le Tigre », alors « Premier flic de France », il est ensuite arrivé à la tête du gouvernement. Reste encore à savoir si, tout comme Clemenceau en 1906, il s'avérera y être un affreux réactionnaire. Pour le moment, Valls nous a gratifiés d'un certain lyrisme lors de l'évocation de l'austérité budgétaire en critiquant ses prédécesseurs n'ayant pas donné « assez de sens aux sacrifices » des Français – du Clemenceau dans le texte – et en rappelant ses racines catalanes dans son discours d'investiture devant l'Assemblée nationale. Toutefois, le fait de faire partie d'une minorité nationale, qui a réussi son « parcours d'intégration », ne l'a pas empêché de mener – jusqu'à maintenant – une politique de fermeté à l'égard des immigrés, des Roms et « des aides au retour », tout cela avec un nombre d'expulsions toujours en hausse par rapport aux années Sarkozy (*Politis*, 23/01/2014). Laissons au député communiste honoraire du Val-de-Marne, Jean-Claude Lefort, le mot de la fin : « Quand on est de gauche, on n'a pas la matraque en guise de cœur. C'est un Français d'origine manouche qui t'écrit et qui écrit au Français de fraîche date que tu es. C'est un fils de "brigadiste" qui se rappelle à toi. Souviens-t'en : Celui qui n'a pas de mémoire n'a pas d'avenir ». ■

# Pierre Dardot et Christian Laval : le commun contre le néolibéralisme

Pierre Dardot et Christian Laval, respectivement philosophe et sociologue, viennent de publier un nouvel ouvrage intitulé *Commun – Essai sur la révolution au XXIe siècle.* Depuis quelques années, leurs travaux, qui portent principalement sur Marx et sur la critique du néolibéralisme, connaissent un important succès dans le champ de la gauche intellectuelle. Que pouvons-nous en retenir et que faut-il en penser ?

Par Jean Quétier

## UNE CRITIQUE DU NÉOLIBÉRALISME D'INSPIRATION FOUCALDIENNE

Animateurs depuis 2004 d'un groupe d'études et de recherches intitulé « Question Marx », c'est surtout la parution de *La nouvelle raison du monde* qui va contribuer à faire connaître Pierre Dardot et Christian Laval. Les deux auteurs y défendent une thèse forte à propos de ce qu'ils nomment la « société néolibérale » dans laquelle nous vivons. Loin d'être une simple idéologie, le néolibéralisme représente pour eux une véritable forme de rationalité disséminée un peu partout, jusque dans la sphère individuelle la plus intime. À cet égard, ils reconnaissent d'emblée une dette importante à l'égard de Michel Foucault et de sa théorie de la biopolitique, forme de domination diffuse qui devient difficilement assignable dans la mesure où elle implique une intériorisation qui tend à brouiller le partage entre dominants et dominés et à placer la domination au cœur même des individus. Tel serait, selon Dardot et Laval, le mode de domination spécifique du néolibéralisme. Un néolibéralisme dont le préfixe « néo- » est en réalité trompeur car il peut faire croire qu'on en reviendrait à une forme pour ainsi dire épurée de libéralisme classique, celle d'un Adam Smith par exemple, après la parenthèse keynésienne de l'après-guerre. Or, les deux auteurs considèrent au contraire que le néolibéralisme change de terrain et ne se place plus dans la problématique qui était centrale pour le libéralisme classique, celle des limites du gouvernement. En effet, Dardot et Laval affirment, et c'est là à notre sens une thèse convaincante, que la caractéristique principale du néolibéralisme n'est justement plus le laisser-faire mais la construction active du marché. Ainsi, le paradigme que le néolibéralisme mettra en avant ne sera plus l'échange, comme c'était le cas pour le libéralisme classique, mais bien la concurrence. Abordant aussi bien la théorie économique de l'ordo-

> « Dardot et Laval affirment, et c'est là à notre sens une thèse convaincante, que la caractéristique principale du néolibéralisme n'est justement plus le laisser-faire mais la construction active du marché. »

libéralisme allemand, laquelle sera une des références principales du gouvernement de la RFA dans l'après-guerre et consacrera le concept d'économie sociale de marché avant que celui-ci ne fasse l'objet d'une réappropriation paradoxale de la part du social libéralisme, que les positions défendues par Friedrich Hayek, les deux auteurs cherchent à montrer que le modèle du marché mettant en œuvre une concurrence pure et parfaite, loin d'être un donné qui préexisterait à toutes les interventions étatiques, est bien plutôt un objet qu'il s'agit de

construire. Ils rappellent ainsi à toutes fins utiles que Friedrich Hayek, souvent présenté comme un farouche adversaire de l'État, n'avait pas hésité à soutenir la « dictature libérale » d'Augusto Pinochet au Chili. Dardot et Laval considèrent ainsi que le néolibéralisme tend moins à faire disparaître l'État qu'à le transformer en entreprise. Le néolibéralisme est en effet présenté comme un vaste mouvement de contamination qui n'épargne aucune sphère de la société, reprenant ainsi, avec des nuances, la thèse développée par Antonio Negri et Michael Hardt dans *Empire*. Dès lors, comment lutter contre cette nouvelle forme de rationalité qui conduit à une véritable « fabrication du sujet néolibéral » ?

### LA TENSION IMMANENTE À L'ŒUVRE DE MARX

La réponse à cette question a conduit les deux auteurs à faire un long détour par l'œuvre de Marx en proposant un ouvrage qu'on peut à bon droit nommer une somme : *Marx, prénom : Karl*. Dans ce livre, c'est le rapport de Marx à Hegel qui va jouer un rôle central, au point de le voir presque à chaque ligne. Dardot et Laval mettent en avant la problématique, à leurs yeux décisive, de la présupposition. En effet, le rêve de Hegel et de tout l'idéalisme allemand était de fonder une philosophie « dépourvue de présupposition », une philosophie qui ne partirait de rien d'autre qu'elle-même. Dardot et Laval entendent donner toute son importance au mouvement de la réflexion spéculative tel qu'il est développé dans la Doctrine de l'essence de la *Science de la logique*. Comme c'est souvent le cas chez Hegel, ce qui fait la spécificité du mouvement de la réflexion spéculative, c'est qu'on ne sort de soi que pour mieux y revenir, c'est que l'Esprit n'a pas d'extériorité. Le concept de présupposition sera repris par Marx dans *L'idéologie allemande*, lorsque ce dernier affirmera que les « présuppositions effectives » sont justement ce dont le théoricien matérialiste doit nécessairement partir s'il ne veut pas poursuivre des chimères. D'une part, l'usage de cette conceptualité héritée de Hegel permet de comprendre comment le capital devient sa propre présupposition, c'est-à-dire comment il se reproduit lui-même, mais d'autre part elle pose une difficulté majeure qui, pour Dardot et Laval, constitue une tension à l'intérieur de l'œuvre de Marx : comment en sortir ? Si le capital est sa propre présupposition, comment comprendre un projet post-capitaliste qui ne soit pas utopique ? La logique du capital et la logique de l'affrontement de classe semblent difficilement conciliables. À cet égard, pour Dardot et Laval, le communisme demeure chez Marx à l'état de projection idéaliste, même s'il y a des éléments bien réels qui permettent selon eux d'atténuer la tension. Le premier élément est constitué par l'exemple de la Commune de Paris, présentée comme la « négation de la négation à la française ». Le second élément est la situation de la Russie à la fin du XIX^e^ siècle, avec la perspective d'un passage non-linéaire du capitalisme au communisme permis par la spécificité de l'organisation de la commune slave.

### LE COMMUN CONTRE L'ÉTAT

Le dernier ouvrage de Dardot et Laval a, quant à lui, pour ambition de proposer une alternative politique au néolibéralisme. Pour eux, cette alternative porte un nom : commun. Prenant acte de ce qu'ils considèrent comme l'échec du communisme, engendré dans les pays du « socialisme réel » par un étatisme exacerbé, les deux auteurs passent en revue les nouveaux mouvements alternatifs, qu'ils soient écologistes ou altermondialistes, fondés sur la notion de biens communs. Ces mouvements s'opposent à ce qu'ils nomment la « nouvelle enclosure du monde », c'est-à-dire l'appropriation privée tous azimuts de biens qui passaient pour inappropriables, comme l'air ou l'eau. Ils prêtent également une attention appuyée à la manière dont les droits coutumiers des pauvres sont remis en question par l'institution juridique. Ils en arrivent à l'idée que le commun ne doit pas être compris comme un bien qui appartiendrait à tous, mais comme un principe d'organisation qui découle d'une activité commune, celle des membres de la société. L'ouvrage se termine sur un certain nombre de « propositions politiques » qui ont l'inconvénient d'être à la fois très abstraites et très ambitieuses. La proposition 8 s'intitule par exemple : « Il faut instituer les communs mondiaux »... Par ailleurs, la virulence dont Dardot et Laval font preuve à l'encontre de toute possibilité d'un « commun étatique » nous semble un peu mal venue et difficilement justifiable. Il est d'ailleurs symptomatique que, parmi les très nombreuses expérimentations du commun abordées dans le livre, celle de la Sécurité sociale dans la France de l'après-guerre soit expédiée en quelques lignes. ■

## OUVRAGES DE PIERRE DARDOT ET CHRISTIAN LAVAL :


- **PIERRE DARDOT, CHRISTIAN LAVAL, EL MOUHOUB MOUHOUD,** ***Sauver Marx ? Empire, multitude, travail immatériel***, La Découverte, Paris, 2007.
- **PIERRE DARDOT, CHRISTIAN LAVAL,** ***La nouvelle raison du monde – Essai sur la société néolibérale***, La Découverte, Paris, 2009.
- **PIERRE DARDOT, CHRISTIAN LAVAL,** ***Marx, prénom : Karl***, Gallimard, Paris, 2012.
- **PIERRE DARDOT, CHRISTIAN LAVAL,** ***Commun – Essai sur la révolution au XXI^e^ siècle***, La Découverte, Paris, 2014.

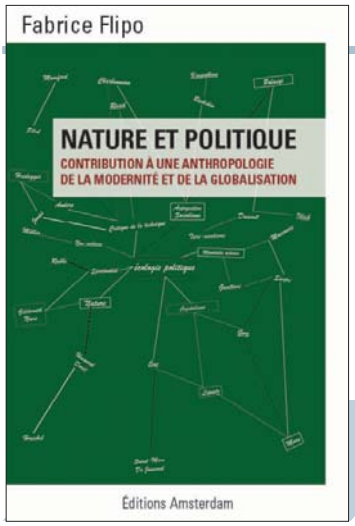

## POUR ALLER PLUS LOIN :


- **KARL MARX, FRIEDRICH ENGELS, JOSEPH WEYDEMEYER,** ***L'idéologie allemande***, Première et deuxième parties, Les éditions sociales, Paris, 2014 (à paraître en septembre).
- **MICHEL FOUCAULT,** ***Naissance de la biopolitique – Cours au Collège de France, 1978-1979***, Seuil, Paris, 2004.
- **ANTONIO NEGRI, MICHAEL HARDT,** ***Empire***, 10/18, Paris, 2004.

## *Nature et politique, Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*

Éditions Amsterdam, 2014

**FABRICE FLIPO**




**PAR FLORIAN GULLI**

Ce livre est une véritable somme. La bibliographie est immense. Une bonne partie de ce qui est écrit sur l'écologisme en langue française y est exposée et discutée.
Il n'est pas question de définir le mouvement écologiste, tant celui-ci est complexe (comme tout mouvement). Fabrice Flipo tente plutôt d'élaborer des « sites de controverses » afin de ne pas nier les contradictions de l'écologisme en exagérant son unité. Quatre grandes questions sont retenues : « Les droits de la nature contre l'humanisme ? », « L'écologisme, un mouvement antidémocratique », « Une « économie écologique » ? », « Un monde "réenchanté" ». L'examen de ces questions fait un sort aux nombreuses caricatures des thèses écologistes.

Qu'est-ce que l'écologisme ? C'est un courant de pensée qui n'a pas seulement pour objet de protéger l'environnement. Il entend « remonter aux causes de la destruction de la nature et […] porter une alternative globale de société ». L'écologisme veut être un nouveau paradigme, alternatif aux deux grands modèles qui se sont partagés la modernité jusqu'aux années 1970 : le libéralisme et le marxisme. Bien qu'opposés, ils partagent un certain nombre de présupposés communs que l'écologisme s'emploie à mettre en lumière. Le développement technique est le point aveugle du libéralisme et du marxisme. Le marxisme en particulier oscille entre l'enthousiasme pour le développement des « forces productives » et l'acceptation sans critique de la technique. L'idée est que les moyens techniques sont neutres et qu'ils sont simplement annexés par la logique capitaliste prédomine. Les thèses d'Illich affirmant qu'au-delà d'un certain seuil l'accumulation des moyens est source d'inefficacité n'ont pas été discutées.
Fabrice Flipo analyse longuement les rapports entre les Verts et les Rouges. Si des convergences sont envisageables pratiquement, le Vert demeurerait malgré tout irréductible au Rouge. Si l'auteur se défie de l'« écosocialisme », du « socialisme vert » ou encore de l'« écocommunisme radical », c'est parce qu'il doute de l'intérêt, pour l'écologisme, de la référence au socialisme, référence encore trop entachée de productivisme ou au contenu trop imprécis.
L'indétermination des projets socialistes et communistes est sans doute exagérée. Néanmoins, c'est l'ambition de *La Revue du Projet* de contribuer, avec les mouvements sociaux, à renouveler ces idées. La convergence des Rouges et des Verts pourra alors peut-être dépasser le stade des rencontres ponctuelles pour devenir plus théoriques.

## *Comment travaille Pierre Soulages*

Le temps des cerises, 2012

**ROGER VAILLAND**

**PAR AMBRE BLONDEAU**

Le peintre et graveur Pierre Soulages, né en 1919, est aujourd'hui reconnu comme l'une des figures majeures de l'abstraction en France et dans le monde. Ses toiles se distinguent par leur dominance de noir, sans qu'il soit nécessairement lié à l'obscur, comme en témoigne le titre de l'exposition parisienne de 1996 : *Noir Lumière*. Mais ce n'est pas l'artiste français le plus cher aux enchères que rencontre l'écrivain communiste Roger Vailland (1907-1965). C'est un homme encore jeune – il a à peine plus de 40 ans – et peu connu que le romancier déjà auréolé des prix Interallié (1945) et Goncourt (1957) veut voir, étudier, comprendre. C'est cette rencontre d'un artiste du verbe avec un artiste de la matière que donne à lire le bel opuscule paru au Temps des cerises. Il propose deux textes du romancier : *Comment travaille Pierre Soulages* suivi du *Procès de Pierre Soulages*.

La préface d'Alfred Pacquement, directeur du Musée national d'art moderne, décrit la première rencontre entre Soulages et Vailland, dès le printemps 1949. Ce dernier ayant eu « l'intuition du potentiel de ce peintre que les amateurs d'art viennent tout juste de remarquer », lui propose de réaliser les décors de sa première pièce *Héloïse et Abélard*. De cette collaboration fructueuse naitra une amitié entre les deux hommes.

Le 27 mars 1961, Vailland décide alors d'entrer dans l'intimité de l'artiste, au cœur de sa création.

Ainsi s'opère une description minutieuse du travail de Soulages. L'écrivain révèle toutes les étapes des préparatifs, mettant ainsi en lumière les essais, les difficultés et les appréhensions de l'artiste. Tout est détaillé : le temps, le choix des toiles, des couleurs et des outils, la dimension précise de chaque objet et les mouvements de l'artiste autour de ceux-ci. À cela s'ajoutent les réflexions sur le vif du peintre, qui viennent renforcer le sens que Soulages veut donner à son œuvre : « Je lui parle de sa manière de chercher. Il me répond : "Dans la rue, j'aime les gens qui cherchent leur chemin, pas ceux qui marchent sans hésitation, droit au but " ». Habitué à travailler dans la solitude, on sent pourtant l'artiste en confiance, soulignant ainsi la complicité entre les deux hommes.

En février 1962, s'ouvre le procès de Pierre Soulages initié par la revue des étudiants communistes, *Clarté*. La question était la suivante : « Pour ou contre Pierre Soulages, peintre abstrait ? » L'art abstrait est en effet remis en question au profit du Nouveau réalisme, désireux d'embrasser la réalité contemporaine dans ses mani-

festations urbaines et techniques. Vailland est alors sollicité à son procès. En empruntant le vocabulaire des pages sportives des journaux, il décrit Soulages comme un « champion » dont la force est de s'être créé son style propre. Il défend ainsi admirablement Pierre Soulages, confirmant son admiration pour l'artiste, critiquant ces « philosophes amateurs » qui remettent en question son travail.

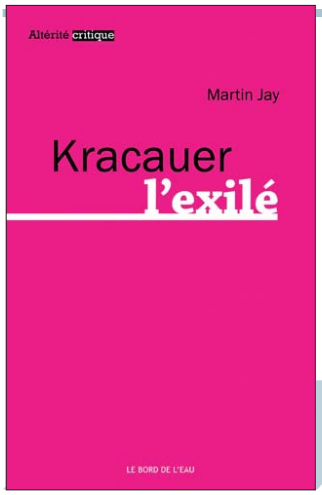
À travers son admiration pour l'artiste et l'importance que Vailland attache à révéler chaque détail, l'ouvrage nous immerge totalement dans l'univers artistique de Pierre Soulages. L'écrivain souligne le fait que ses toiles ne portent pas de titre, ne livrent aucun message. On comprend ainsi que ce qui motive le peintre, ce n'est rien de plus que son propre élan artistique. Alors, la peinture ne prendra toute sa signification que lorsque l'artiste « aura achevé sa dernière peinture et que toutes ses toiles achèveront du même coup de s'éclairer les unes les autres, dans la perspective totale de l'œuvre d'un grand peintre ».

## *Kracauer l'exilé*

Le bord de l'eau, 2014

**MARTIN JAY**

**PAR JEAN QUÉTIER**



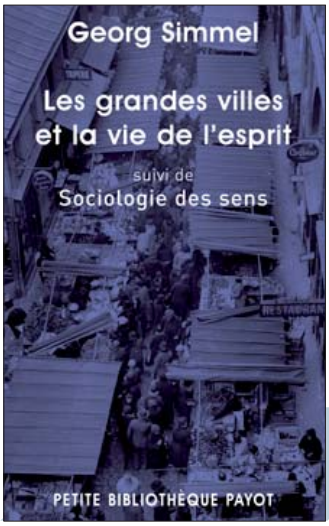

Le recueil d'articles de Martin Jay consacré à Siegfried Kracauer permet d'attirer l'attention du public français sur une figure à la fois méconnue et inclassable. Sociologue, écrivain, philosophe, journaliste, critique de cinéma, Kracauer a été tout cela, ce qui ne permet que difficilement de le ranger dans une « case » prédéfinie. Martin Jay, professeur à l'Université de Berkeley aux États-Unis, est surtout connu pour ses travaux sur l'École de Francfort. Son ouvrage intitulé *L'imagination dialectique*, qui se présente comme une histoire de la théorie critique de 1923 à 1950, a fait date. C'est donc surtout sous l'angle de son rapport à l'École de Francfort que Martin Jay nous fait découvrir Siegfried Kracauer. D'abord feuilletoniste dans l'Allemagne de la fin de la République de Weimar, où ses intérêts portent notamment sur l'émergence de la culture de masse et l'ambiguïté de la situation des employés, ces cols blancs précarisés dont la ville de Berlin semble être le symbole, Kracauer est forcé de quitter le pays avec l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933. D'abord réfugié en France avant de s'exiler aux États-Unis en 1941, c'est de l'autre côté de l'Atlantique que Kracauer finira sa vie. C'est d'ailleurs là-bas qu'il publiera un de ses ouvrages les plus célèbres et les plus controversés, *De Caligari à Hitler*, consacré à l'histoire « psychologique » du film allemand et aux continuités qu'on peut identifier entre les productions cinématographiques allemandes des années 1920 et la montée du nazisme. Le livre de Martin Jay nous propose un aperçu des relations, parfois conflictuelles, que Kracauer a entretenues avec différents protagonistes de l'Institut de Recherche Sociale de Francfort. Sa correspondance avec Theodor W. Adorno et quelques autres permet de le situer à l'intérieur même de la Théorie critique et de lui conférer ainsi sa juste place dans ce vaste paysage, celle d'un *outsider*, selon le mot bien choisi de Walter Benjamin.

## *Les grandes villes et la vie de l'esprit, suivi de Sociologie des sens*

Payot, 2013

**GEORG SIMMEL**

**PAR STÈVE BESSAC**




La réédition de ces deux textes de Georg Simmel (1858-1918), philosophe et sociologue allemand, doit, d'une part, au fait que ces brefs écrits soient tombés dans le domaine public et, d'autre part, à l'intérêt croissant de la part des chercheurs mais surtout des pouvoirs publics pour les villes et en particulier pour les métropoles. Cela explique donc ce retour à Simmel qui fait figure de précurseur de la sociologie urbaine.

Dans son premier essai extrait d'une conférence de 1902 et intitulé « Les grandes villes et la vie de l'esprit », le savant berlinois s'intéresse aux conséquences sensorielles de la vie urbaine sur les individus. Celle-ci provoque trois conséquences majeures, bien analysées par Philippe Simay dans sa préface. Simmel souligne d'abord « l'intensification de la vie nerveuse » en milieu urbain c'est-à-dire que les sens sont toujours en alerte (du fait des nombreuses lumières par exemple). Ce surplus de *stimuli* conduit ensuite au « caractère blasé et réservé » des citadins. Enfin, dans les grandes villes, la division du travail et l'économie de marché connaissent leur plus grand degré d'épanouissement. Le sociologue allemand dénonce alors la dépersonnalisation des grandes villes. Simmel ne prône toutefois pas un retour en arrière, ne fait pas sien le discours réactionnaire selon lequel la grande ville serait mère de tous les maux. Influencé par une forme d'évolutionnisme, il considère d'ailleurs la ville comme un progrès puisque « la vie citadine a transformé la lutte pour la subsistance en une lutte pour l'être humain ». La *megapolis* peut même apparaître comme libératrice, « par opposition aux mesquineries et aux préjugés qui mettent à l'étroit l'habitant de la petite ville » (p. 60). En somme, le savant allemand appelle de ses vœux une ville « humaine ».

Dans le deuxième texte, Simmel analyse l'usage des sens – et en particulier de la vue et de l'ouïe – dans les villes, lieux sociaux par excellence, d'où l'intitulé « Sociologie des sens ». Cependant, l'auteur ne distingue pas les pratiques sensorielles en fonction de l'appartenance sociale des individus, ce qui nous semble une lacune. ■

*LA REVUE DU PROJET*

# BULLETIN D'ABONNEMENT

RÈGLEMENT PAR **CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL** (À L'ORDRE DE LA REVUE DU PROJET. REMPLIR BULLETIN CI-DESSOUS).

**Durée 1 an/10 numéros**

## BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL

❏ Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du Projet»

❏ Standard : 56 € ❏ Chômeurs/étudiants : 40 € ❏ Souscription : 72 €

**SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet - 11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE**
**Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr**

**À envoyer à l'adresse ci-dessus.**

Nom & prénom .....

Adresse .....

Code postal .....Ville .....

Adresse électronique .....Mobile(*) .....

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement

Date : ..... Signature :

RÈGLEMENT **PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE** (REMPLIR FORMULAIRE CI-DESSOUS).

## BULLETIN D'ABONNEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (4 fois/an)

**Association Paul-Langevin**

Administation & abonnements : 6, avenue Mathurin-Moreau 75167 Paris cedex 19 – Tél. : 01 40 40 12 34
N° de compte : La Banque postale 5269700R020

LA REVUE DU PROJET **REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF**

❏ Je coche le prélèvement souhaité et remplis les cases ci-dessous à l'aide d'un RIB

❏ Standard : 4 X 14 € = 56 € ❏ Chômeurs/étudiants : 4 X 10 € = 40 € ❏ Souscription : 4 X 18 € = 72 €

Les prélèvements seront effectués le mois suivant le renouvellement de l'abonnement.
L'abonnement est renouvelé automatiquement, sauf avis contraire de l'abonné.
Remplir et signer la demande et l'autorisation de prélèvement, renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou de caisse d'épargne (RICE).

## DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT

La présente demande est valable jusqu'à l'annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier.

**DÉBITEUR**
Nom :.....
Adresse :.....
.....

| Code | Code | Numéro du compte | Clé RIB |
|---|---|---|---|
| | | | |

Date : ..... Signature :

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n°80 du 11/04/1980 de la Commission Informatique et libertés.

**DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE À DÉBITER**
Nom : .....
Adresse :.....
.....

**NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER**
Association Paul-Langevin
6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 PARIS CEDEX 19

## AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'Établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous. En cas de litige, sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

**DÉBITEUR**
Nom :.....
Adresse :.....
.....

| Code établissement | Code guichet | Numéro du compte | Clé RIB |
|---|---|---|---|
| | | | |

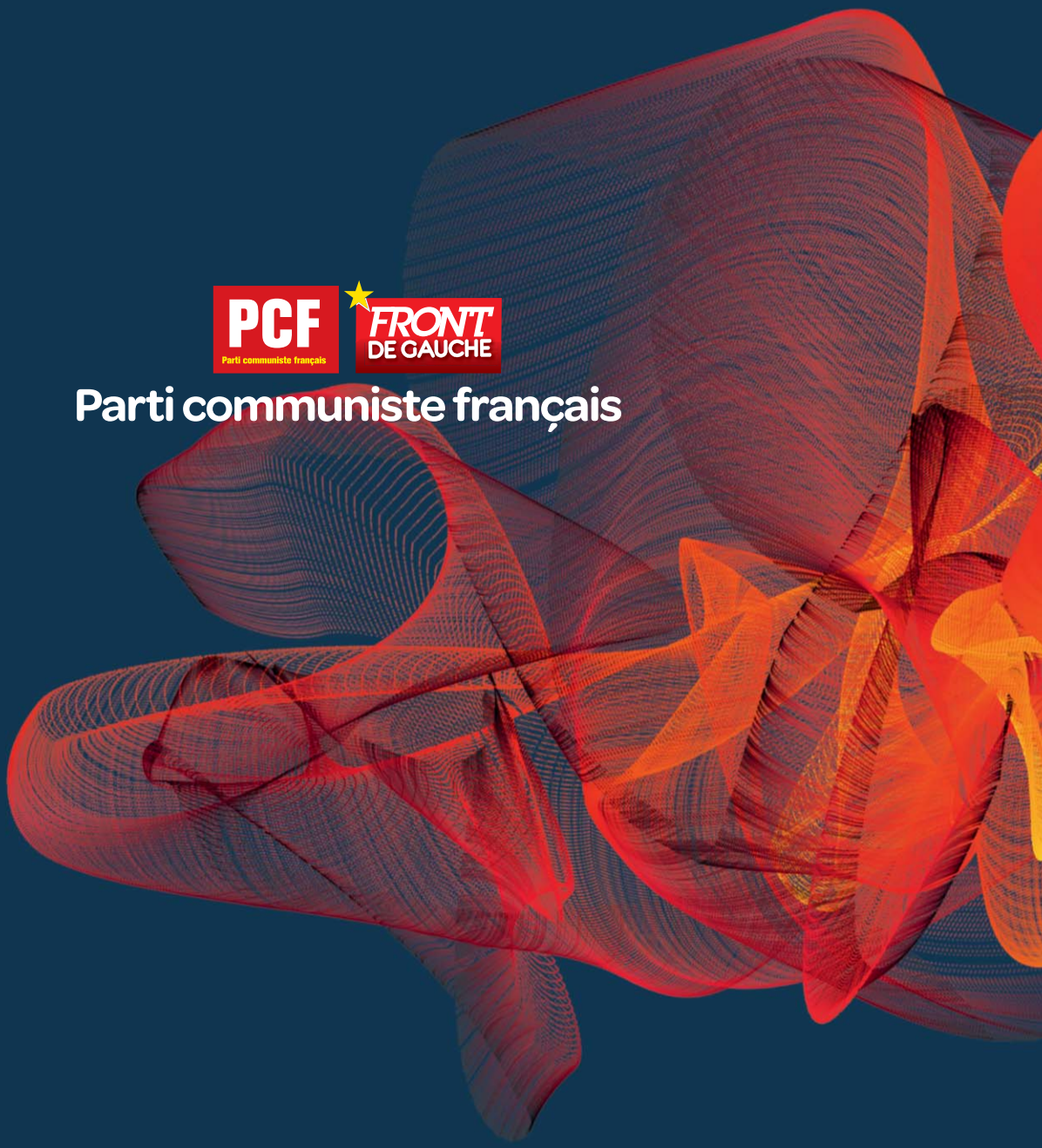
Date : ..... Signature :

| N° national d'émetteur : |
|---|
| **530622** |

**NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER**
Association Paul-Langevin
6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 PARIS CEDEX 19

**DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE À DÉBITER**
Nom : .....
Adresse :.....
.....

**Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité**



PCF Parti communiste français

FRONT DE GAUCHE

Parti communiste français